





Le Monde

# étranger

## L'ÉVOLUTION DE LA CRISE AU PROCHE-ORIENT

M. Habib, envoyé spécial des États-Unis au Proche-Orient s'entretenait samedi 2 octobre avec le président Assad de Syrie. M. Habib, qui poursuit ses efforts en vue d'obtenir le retrait de toutes les forces étrangères du Liban, avait informé vendredi le président Gemayel des résultats de ses entretiens en Israël, Jordanie et Arabie saoudite.

Selon le quotidien « Haaretz », M. Begin aurait indiqué à M. Habib que le premier stade du retrait de toutes les forces

étrangères du Liban devait être le départ des combattants palestiniens du Tripoli (nord Liban) et de la Bekaa libanaise.

A Beyrouth, où le contingent français de la force multinationale continue son déploiement dans la partie chrétienne de la capitale, la bilan défilait des massacres de Sabra et de Chatila pourrait s'élever à mille cinq cents tués selon les responsables de la protection civile libanaise qui s'est chargée

du déchargement des corps avec la Croix-Rouge, le C.I.C.R. et l'armée libanaise.

D'autre part, à Jérusalem, le président de la Cour suprême d'Israël, M. Yitzhak Kahane, chargé par le gouvernement de constituer la commission d'enquête judiciaire à rendre public, vendredi, les noms des deux autres membres de la commission. Ce sont MM. Aaron Barak, juge à la Cour suprême et le général de réserve Yona Etzrat.

### DANS UN CLIMAT DE CONFIANCE RETROUVÉE

## La livre libanaise a gagné en un mois 20 % par rapport au dollar

De notre correspondant

Beyrouth. — La livre libanaise avait repris 9,7 % au dollar en trois jours, une semaine après l'élection de Bachir Gemayel à la présidence de la République et, 4,7 % en deux jours, après l'accession de M. Amine Gemayel à la tête de l'État. Au 30 septembre, soit grosso modo en un mois, elle s'était raffermie de 20 % face à la monnaie américaine, pourtant actuellement dans une de ses phases ascendantes. La livre avait marqué un temps d'arrêt avec l'accession du président élu, juste la semaine nécessaire pour assurer la succession et constater que le pays n'était pas en état de crise, se lançant contre vents et marées, dans la voie de l'union sacrée. Le défilé national avait permis à la Banque du Liban d'interrompre, opportunément, les cotations durant cette semaine-là, le temps que les esprits se calment. L'effet « échelle d'échelle » avait ainsi que l'on désigne à Beyrouth l'impact psychologique de l'élection du plus jeune des frères Gemayel. L'effet Amine a été, en fait, une poussée fondroyante remontée : il suffisait qu'un signe d'espoir dans l'avenir politique du pays apparaisse pour que la confiance économique revienne aussitôt.

Cette donnée-ci avait coïncidé à ses débuts avec deux facteurs techniques qui ont entraîné le coup d'envoi de la livre. Le principal a consisté en

la vente massive de dollars par l'O.L.P. destinée à chasser momentanément mais qui pourtant avait atteint 100 millions de dollars.

La centrale palestinienne avait, avant de piler bagages, à régler toutes ses factures en contant à Beyrouth, et elle en avait.

Une légende et passagère faiblesse du dollar sur les places européennes a entraîné la chute de la monnaie américaine à chuté bruta-

lement face à la livre libanaise pour ne plus se relever, malgré le mouvement de hausse par l'assassinat de Bachir Gemayel et l'invasion israélienne de Beyrouth-Ouest, dès lors qu'il est apparu que le pays tenait bon politiquement.

Un troisième facteur technique est entré en jeu à partir du 24 septembre : le dollar a atteint ce jour-là son cours du 31 décembre 1981, soit 4,52 livres libanaise, auquel un grand nombre d'opérateurs s'étaient convertis et à partir duquel, après avoir vu leurs bénéfices fondre comme neige, ils commencent à perdre de l'argent. Les vendeurs ont alors accélééré, dans un mouvement classique, la chute des cours qu'ils cherchaient à fuir. Ce fut la dégringolade des monnaies étrangères.

Au jeudi 30 septembre, la livre libanaise cotait 4,30 L.L. pour un dollar ayant effrayé, en l'absence de toutes ses pertes de l'année, qu'il pourrait comporter la plus terrible et la plus douloureuse des monnaies guerrières qui se sont déroulées en territoire libanais depuis 1975. La plus destructrice aussi, les dégâts — sans compter la manœuvre à gagner sans d'être payée — économique qui ne fut pas grande qu'aux jours les plus sombres de 1975-1976 — étant estimés à plus de 30 milliards de dollars (plus de 7 milliards de livres).

Par rapport aux monnaies mondiales, la performance de la livre est encore plus spectaculaire. Ainsi, en une année et demie, le franc français a perdu 25 % face à la livre libanaise et sa vertigineuse descente s'explique : 0,76 au 23 août, 0,67 L.L. au 1<sup>er</sup> septembre, 0,66 L.L. au 14 septembre (jour de l'assassinat

de Bachir Gemayel), 0,67 L.L. au 22 septembre (première des cotations), 0,64 L.L. au 27 septembre, 0,62 L.L. deux jours plus tard, 0,58 le lendemain, soit le 30 septembre. Pourtant, durant cette période, soit de mai 1981 à octobre 1982, la livre a subi, en plus de la « guerre libanaise », en cours, une « guerre syrienne » d'avril à juin 1981.

### Les sept piliers

Si l'on se réfère aux cours en vigueur au déclenchement de la guerre le 13 avril 1975, la livre n'a perdu, en huit années de malheur, que 17 % face au franc français qui avait pourtant bénéficié durant les trois quarts de cette époque de la politique monétaire d'« étirement » de la Banque d'Alsace-Lorraine. Ce fait est dû à la livre libanaise. Au train où vont les choses, et sans recourir à la politique bien entendue, les professionnels du change vont le dollar rapide-ment en France, retrouver son cours d'origine. Une remontée de la devise américaine est possible, aux effets de la demande commerciale en octobre, mais elle devrait être modérée et le dollar devrait se stabiliser autour de 4 L.L.

Si des facteurs conjoncturels sont à l'origine du redressement constaté ces jours-ci, des éléments essentiels — et même structurels — servent de fondement à la santé de la monnaie libanaise. Avant d'être déstabilisée par la foudre, la livre libanaise a subi, au cours de sa vie, sept piliers, « les sept piliers de la livre ».

1) Un taux de couverture or et devises — le plus fort du monde — « est resté intact, malgré une forte et inévitable augmentation de la circulation fiduciaire en temps de guerre. La Banque du Liban n'a jamais voulu, toutes ces années de convulsions, vendre son or ni ses devises, sinon, pour ces dernières, dans le cadre de fructueuses opérations de change, leur volume global demeurant constant, son stock d'or est, aujourd'hui, comme en 1975, de 9.222 millions d'onces.

2) Les fonds rapatriés par les libanais émigrés, les cotisations des libanais à l'étranger des filiales des sociétés libanaises pour la guerre a été un stimulant ; au lieu de se rétracter et de végéter, elles ont continué à travers le monde, occupant souvent leur chiffre d'affaires.

3) L'aide arabe, relativement modeste (404 millions de dollars effectivement versés sur 2 milliards promis), mais néanmoins ressources sans contrepartie.

4) Les fonds rapatriés par les libanais émigrés, les cotisations des libanais à l'étranger des filiales des sociétés libanaises pour la guerre a été un stimulant ; au lieu de se rétracter et de végéter, elles ont continué à travers le monde, occupant souvent leur chiffre d'affaires.

5) L'aide arabe, relativement modeste (404 millions de dollars effectivement versés sur 2 milliards promis), mais néanmoins ressources sans contrepartie.

6) Les fonds rapatriés par les libanais émigrés, les cotisations des libanais à l'étranger des filiales des sociétés libanaises pour la guerre a été un stimulant ; au lieu de se rétracter et de végéter, elles ont continué à travers le monde, occupant souvent leur chiffre d'affaires.

7) L'aide arabe, relativement modeste (404 millions de dollars effectivement versés sur 2 milliards promis), mais néanmoins ressources sans contrepartie.

8) Les fonds rapatriés par les libanais émigrés, les cotisations des libanais à l'étranger des filiales des sociétés libanaises pour la guerre a été un stimulant ; au lieu de se rétracter et de végéter, elles ont continué à travers le monde, occupant souvent leur chiffre d'affaires.

9) L'aide arabe, relativement modeste (404 millions de dollars effectivement versés sur 2 milliards promis), mais néanmoins ressources sans contrepartie.

10) Les fonds rapatriés par les libanais émigrés, les cotisations des libanais à l'étranger des filiales des sociétés libanaises pour la guerre a été un stimulant ; au lieu de se rétracter et de végéter, elles ont continué à travers le monde, occupant souvent leur chiffre d'affaires.

11) L'aide arabe, relativement modeste (404 millions de dollars effectivement versés sur 2 milliards promis), mais néanmoins ressources sans contrepartie.

12) Les fonds rapatriés par les libanais émigrés, les cotisations des libanais à l'étranger des filiales des sociétés libanaises pour la guerre a été un stimulant ; au lieu de se rétracter et de végéter, elles ont continué à travers le monde, occupant souvent leur chiffre d'affaires.

13) L'aide arabe, relativement modeste (404 millions de dollars effectivement versés sur 2 milliards promis), mais néanmoins ressources sans contrepartie.

14) Les fonds rapatriés par les libanais émigrés, les cotisations des libanais à l'étranger des filiales des sociétés libanaises pour la guerre a été un stimulant ; au lieu de se rétracter et de végéter, elles ont continué à travers le monde, occupant souvent leur chiffre d'affaires.

15) L'aide arabe, relativement modeste (404 millions de dollars effectivement versés sur 2 milliards promis), mais néanmoins ressources sans contrepartie.

16) Les fonds rapatriés par les libanais émigrés, les cotisations des libanais à l'étranger des filiales des sociétés libanaises pour la guerre a été un stimulant ; au lieu de se rétracter et de végéter, elles ont continué à travers le monde, occupant souvent leur chiffre d'affaires.

17) L'aide arabe, relativement modeste (404 millions de dollars effectivement versés sur 2 milliards promis), mais néanmoins ressources sans contrepartie.

18) Les fonds rapatriés par les libanais émigrés, les cotisations des libanais à l'étranger des filiales des sociétés libanaises pour la guerre a été un stimulant ; au lieu de se rétracter et de végéter, elles ont continué à travers le monde, occupant souvent leur chiffre d'affaires.

19) L'aide arabe, relativement modeste (404 millions de dollars effectivement versés sur 2 milliards promis), mais néanmoins ressources sans contrepartie.

20) Les fonds rapatriés par les libanais émigrés, les cotisations des libanais à l'étranger des filiales des sociétés libanaises pour la guerre a été un stimulant ; au lieu de se rétracter et de végéter, elles ont continué à travers le monde, occupant souvent leur chiffre d'affaires.

5) Un système bancaire qui a fonctionné pratiquement sans interruption pendant les conditions les plus dramatiques et sans qu'une mesure restrictive ait été prise en huit années de guerre. Le capital confiance accumulé par les banques libanaise est très solide.

6) L'argent de la guerre, venu de partout pour financer les belligérants. Dans le pire des cas, à défaut de fonds, ceux-ci recourent à des emprunts, ce qui au moins évite de sortir des devises pour les payer.

7) L'argent de l'O.L.P. — à coup sûr, le mouvement de libération le plus riche du monde, — qui entre, pour une part, dans l'argent de la guerre, mais pour une autre, débouche sur des dépenses civiles et des investissements financiers par l'intermédiaire du banquier adhérent de la centrale palestinienne, l'Arab Bank. Dans la mesure où elle a été un des facteurs principaux de la crise libanaise, l'O.L.P. a certes été source de destruction économique qui déstabilise de son apport financier. Il en est de même pour les autres belligérants. Il n'est resté plus, moins que, d'un point de vue technique, l'argent de l'O.L.P. et plus généralement, l'argent de la guerre ont constitué de substantielles rentrées de devises pour le Liban.

Revenant de ces facteurs conjugués : une balance des paiements, sans en 1975, constamment et fortement excédentaire, soit 1,4 milliard de dollars en 1981 (au taux d'évaluation), aujourd'hui, deux de ces piliers s'effondrent ou se meurent.

Les fonds de l'O.L.P. mis en circulation ont diminué beaucoup avec le départ des combattants palestiniens de Beyrouth, mais ils ne barrent pas complètement, en supposant que l'O.L.P. ait été résolu, la double palestinienne à la Bekaa et au Nord. De plus, et surtout pour les opérations financières des Palestiniens, la place libanaise, avec son secret bancaire absolu qui a fait ses preuves, y compris face aux Israéliens, est trop commode pour être abandonnée.

L'argent de la guerre disparaît, mais avant lui aura disparu la guerre. Si donc la paix revient durablement à Beyrouth, ces deux piliers de la livre seront avantageusement remplacés par les affaires normales et par le tourisme. A condition qu'Israël ne continue pas le défilé par le traité de paix imposé, à se couper de son hinterland économique arabe. Réflexion à ce propos, d'un des principaux banquiers de la place : « Si les Israéliens ont en nous de riches clients et s'ils veulent que nous puissions leur donner, ils n'ont pas intérêt à détruire notre économie. Si la guerre nous a fait perdre un marché arabe, pour eux, potentiel, alors, à Dieu va... »

LUCIEN GEORGE.

## A TRAVERS LE MONDE

### Argentine

L'AMIRAL RUBEN FRANCO, chef des forces armées argentines, l'amiral Jorge Anaya, dernier responsable encore en place de la junte militaire, qui avait lancé le pays en guerre contre la Grande-Bretagne à propos des Malouines. — (Reuters)

### Bésil

LES DEUX CANDIDATS DU PARTI DÉMOCRATIQUE SOCIAL (P.D.S.) aux postes de gouverneur et de vice-gouverneur de l'État de Bahia au Brésil, MM. Cláudio de Andrade et Rogério Rego, et dix autres personnes, ont trouvé, vendredi 1<sup>er</sup> octobre, la mort dans un accident d'hélicoptère. Parmi les dix autres victimes de l'accident figurent le président de la banque de l'État de Bahia, M. Luiz Calmon, et les deux pilotes de l'hélicoptère. — (A.F.P.)

### Chine

LA CHINE PROCÉDERA AU TIR D'UN MISSILE BALLISTIQUE, entre le 7 et le 8 octobre, a annoncé vendredi 1<sup>er</sup> octobre Chine nouvelle. Le point d'impact du missile se situera au nord de Taïwan, a précisé l'agence. La Chine a déjà effectué plusieurs tirs de missiles balistiques interconti-

nentaux (I.C.B.M.), notamment en mai 1980. — (A.F.P.)

LE SAUVAGE COMMUNISTE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIÉS (H.C.R.) a annoncé le 1<sup>er</sup> octobre à Genève que la Chine venait d'adhérer aux conventions de 1951 et au protocole de 1967 sur le statut des réfugiés. La Chine devra par conséquent assurer la protection de tous les réfugiés venant de tous les continents, et en particulier, elle devra non seulement respecter le principe du non-refoulement mais aussi celui de la réinstallation de famille. — (Correspondance)

CHILI

CINQ ATTENTATS À L'EX-PLORANT ont eu lieu, vendredi 1<sup>er</sup> octobre à Santiago et à Valparaíso, faisant un mort. D'autre part, au moins quarante personnes ont été blessées lors de manifestations dans la capitale contre le chômage et pour la fin de la répression. Ces dernières semaines, on assiste au Chili à une série de manifestations de rues d'étudiants, de syndicalistes et d'intellectuels hostiles à la politique gouvernementale. Les manifestations, liées à la gauche et à des mouvements catholiques, exigent le droit au retour des exilés politiques et dénoncent la dégradation de la situation économique. — (A.F.P.)

### Israël

## LES DÉCLARATIONS DE M. HAWATMEH Une partie de l'opposition travailliste accueille favorablement la proposition d'une reconnaissance mutuelle entre l'O.L.P. et Jérusalem

De notre correspondant

Jérusalem. — Dans les milieux gouvernementaux de Jérusalem on s'est efforcé d'apporter le moindre commentaire aux dernières déclarations de M. Yasser Hawatme, secrétaire général du Front démocratique pour la libération de la Palestine, qui souhaite une reconnaissance mutuelle entre l'O.L.P. et Israël. Cette attitude n'est pas surprenante, car elle traduit la volonté des dirigeants israéliens de ne pas accorder aucune importance aux propos des dirigeants de « l'Organisation terroriste », comme plus généralement à toute manifestation de modération envers Israël dans le monde arabe.

Mais dans une partie de l'opposition travailliste, les propos de M. Hawatme ont été accueillis favorablement, notamment par M. Yosef Ezer, chef de file des « colons », du parti travailliste, et par M. Uri Avneri, dirigeant du parti « Ahaï » qui a rencontré cet été à Beyrouth, M. Arafat et a assuré que ce dernier était prêt à accepter un processus conduisant l'O.L.P. à reconnaître Israël.

M. Ezer a déclaré qu'il pouvait s'agir d'un tournant décisif, ajoutant toutefois : « à condition que M. Hawatme ne renonce pas bientôt sur ce qu'il vient de dire ». En revanche, réaction très nettement négative de la part du président du parti travailliste, M. Shimon Peres, qui s'est gardé d'approuver la démarche de M. Hawatme et s'est contenté de rappeler la position de son parti en soulignant que celle-ci est « modérée » et que le parti refusait toujours la création d'un État palestinien. D'autre part, dans certains milieux politiques israéliens, on a pu constater un jugement sur l'initiative de M. Hawatme, on note qu'elle pourrait indiquer un changement

d'attitude du gouvernement de Dames dans le sens où le chef du Front démocratique a toujours été considéré comme très proche du régime syrien.

Les déclarations de M. Hawatme ont été largement reproduites dans l'ensemble de la presse, et la radio nationale a diffusé une analyse positive faite par un professeur de l'université de Jérusalem, M. Yehoshua Porat, spécialiste des questions palestiniennes. Ce dernier a rappelé que dès 1969, le Front démocratique avait plus ou moins avancé l'idée d'une reconnaissance d'Israël et, plus tard, tenté d'apporter des changements à la charte de l'O.L.P. en vain. Devant la résistance de la plupart des dirigeants de la centrale palestinienne, M. Hawatme avait abandonné ses tentatives. M. Porat estime que le chef du Front démocratique ne pouvait que revenir à la charge après un événement capital, comme l'évacuation de Beyrouth, car beaucoup de dirigeants palestiniens se sont alors compromis que cette déroute pouvait être transformée en victoire politique.

M. Porat voit dans les propos de M. Hawatme la volonté de reprendre de manière positive le « plan Reagan » en reconnaissant les besoins de sécurité d'Israël et la nécessité d'un lien entre un État palestinien et la Jordanie. Il conclut que si des réponses favorables aux déclarations du dirigeant palestinien venaient de Washington et de Jérusalem, il y aurait fort à parier que les « modérés » de l'O.L.P. s'opposeraient au terrain » et que cela pourrait provoquer des scissions, d'où la réévaluation des comités M. Georges Hachache pourrait être amené à quitter l'O.L.P.

FRANCIS CORNU.

## Le conflit a aggravé une inflation qui pourrait être de 130 % en 1982

De notre correspondant

Jérusalem. — Les Israéliens s'inquiètent de la situation économique du pays. Ils s'en préoccupent d'autant plus que l'aide américaine leur est indispensable et qu'ils voient se dégrader les relations entre Jérusalem et Washington.

L'indice des prix enregistré en août (+ 7,9 %) confirme que l'inflation s'accroît de nouveau, après avoir été — relativement — stable en septembre. L'augmentation ne dépassant guère, si l'on peut dire, les 100 %. Aujourd'hui, le ministre des finances, M. Ariel Sharon, estime que l'inflation est à un taux d'environ 120 % à la fin de 1982. Il vient de faire approuver un plan destiné à « limiter » l'inflation, notamment par une diminution du salaire réel des Israéliens. Mais dans un pays où les citoyens bénéficient d'un système d'indexation de leurs revenus sur la hausse du coût de la vie, il faudrait pour provoquer un changement vraiment sensible prendre des mesures draconiennes devant lesquelles le gouvernement hésite. Même les collègues de M. Sharon doutent de l'efficacité de son projet.

M. Itzhak Mordechai, ministre sans portefeuille, a déclaré que les nouvelles dispositions n'entraîneront pas une baisse des salaires, mais qu'il s'agit d'une mesure temporaire pour signer une « trêve ». En sachant qu'il ne sera pas entendu, il réclame une politique d'austérité, ce point radical qu'il pourrait entraîner un arrêt de l'immigration — déjà au plus bas — et un mouvement d'émigration encore plus grave qu'il ne l'est actuellement (depuis deux ans, pour la première fois dans l'histoire du pays, le solde migratoire était de l'ordre même du gouvernement nettement négatif).

Alors que la Banque des règlements internationaux classe Israël au cinquième rang des pays les plus endettés, alors que, durant les six premiers mois de 1982, les exportations ont baissé en volume de 7 %, l'économie paraît plus fragile que jamais. D'autant plus que la guerre au Liban va coûter très cher et aggraver davantage les difficultés de M. Sharon. Dès fin juillet, celui-ci évaluait à 1,2 milliard de dollars les dépenses de cette

campagne militaire. Mais depuis, ce chiffre, qui représente près de la moitié de l'aide américaine à Israël, est largement dépassé.

Après avoir pris des mesures qui n'assurent que partiellement le financement de ce coût (réduction des subventions de l'Etat sur les prix de consommation courante ; relèvement du taux de la T.V.A. ; relèvement d'une taxe sur les voyages à l'étranger ; lancement d'un emprunt dont la souscription est obligatoire ; coupes dans le budget qui affectent tous les ministères, sauf celui de la défense), M. Sharon s'est rendu à Washington, le 13 septembre. Il s'agit pour lui de sonder les intentions des Américains avant de présenter officiellement dans quelques semaines la demande d'aide régulière (à titre économique et militaire) qui s'élève cette année à 2,2 milliards de dollars (cette aide est de loin la plus importante dans le budget des États-Unis, puisqu'elle constitue la moitié des dépenses de cette nature).

M. Sharon souhaite que cette aide atteigne à l'avenir 3 milliards de dollars ; mais il est revenu avec la conviction que la partie serait délicate, car la volonté du gouvernement américain de restreindre ses dépenses pour l'armement ainsi que le Congrès, à se montrer moins généreux à l'égard d'Israël. Résumant sans doute le sentiment de nombreux Israéliens, un haut fonctionnaire nous a déclaré : « Les Américains n'ont pas besoin de recourir à de véritables pressions, il leur suffit dans les conditions actuelles, où nous comptons le moindre dollar, de ne pas augmenter leur assistance pour couvrir les « moyens d'exercer une influence déterminante sur les décisions de notre gouvernement. »

F. C.

Le retour de l'attitude contre le mouvement de la gauche à Jérusalem le 11 avril, qui avait deux morts et plusieurs blessés, a été déploré et irresponsable par un expert psychiatrique, à-t-on appris jeudi 30 septembre. Allan Goodman, Américain de confession israélite, souffre d'une paranoïa à tendance schizoïde ; il avait toutefois été reconnu bon pour le service par un conseil de révision israélien l'an dernier. — (A.F.P.)

مكتبة الامن

MANCHE



## EUROPE

## LE CHANGEMENT DE CHANCELIER EN R.F.A.

Le Bundestag a adopté, vendredi 1<sup>er</sup> octobre, après un débat plus long et plus tendu que prévu, la motion de défiance constructive déposée par l'opposition, par 256 voix contre 235, avec quatre abstentions (nos dernières éditions datées du 2 octobre). La majorité requise était de 249. En vertu de l'article 67 de la Loi fondamentale ouest-allemande, cette adoption a fait de M. Helmut Kohl, président du parti chrétien-démocrate, le nouveau chancelier de la République fédérale. Il a prêté serment en fin d'après-midi et devrait faire connaître lundi la composition de son gouvernement.

La presse ouest-allemande de ce samedi matin accueille sans surprise, mais également sans enthousiasme, y compris les journaux proches de la C.D.U., le changement de pouvoir à Bonn. « Die Welt » (conservateur) écrit : « Chacun a senti qu'il fallait prendre un nouveau départ, car la politique antérieure était épuisée [...] Il nous faut maintenant attendre la déclaration

gouvernementale du chancelier Kohl. » La « Süddeutsche Zeitung » (libérale) se demande pour sa part si, pour procéder à ce changement, « on n'aurait pas pu agir différemment, de façon plus digne et plus crédible ».

A la Bourse de Francfort, la hausse qu'avaient enregistrée les marchés financiers lors de l'annonce de la rupture de la coalition social-démocrate et libérale, la semaine précédente, ne s'est pas renouvelée de façon sensible, bien que les investisseurs, dans l'ensemble, accordent davantage leur confiance à M. Kohl qu'à son prédécesseur. L'incertitude pesant sur les futures élections anticipées contribue à expliquer cette relative stagnation.

Dans les milieux communautaires de Bruxelles, on estime que la politique ouest-allemande ne devrait pas enregistrer de modification significative, puisque les trois postes les plus importants pour la C.E.E. — affaires étrangères, économie et agricul-

ture — étaient détenus par le parti libéral et que celui-ci demeure au gouvernement. Mais on craint que la nouvelle équipe au pouvoir à Bonn ne se montre plus exigeante sur les contreparties qu'elle peut attendre de sa contribution financière, qui représente quelque 30 % des dépenses communautaires.

A Paris, différents dirigeants de l'opposition ont exprimé leur satisfaction de l'arrivée au pouvoir de M. Kohl. M. Mauroy, dès jeudi soir, avait estimé à New-York, au cours d'une conférence de presse tenue aux Nations unies, que les relations franco-allemandes, qui constituent « une des bases de la coopération européenne », ne devraient pas être affectées par ce changement. Le prochain sommet franco-allemand aura lieu normalement les 21 et 22 octobre prochains à Bonn, confirme-t-on dans les deux capitales. Le sommet germano-britannique des 28 et 29 octobre est également maintenu.

## Les conditions de l'élection de M. Kohl ont provoqué un certain malaise à Bonn

Bonn. — Le verdict est tombé après six heures de débats : « La motion de censure a recueilli deux cent cinquante voix », a déclaré M. Schmidt, qui a tenu à souligner que la motion de défiance constructive n'est pas une motion de censure. Il a insisté sur le fait que la motion de défiance constructive n'est pas une motion de censure. Il a insisté sur le fait que la motion de défiance constructive n'est pas une motion de censure.

Un chancelier s'en va, très haut, après un dernier discours dans lequel tout fut dit : des impératifs politiques vus pour la République fédérale, de l'œuvre accomplie, des incertitudes qui pèsent aujourd'hui sur ce pays. Un autre arrive, sans gloire, après que ses partisans, anciens ou récemment convertis, aient cherché avant tout à rassurer, à se montrer ouverts, à incarner le calme et la sagesse après le désordre et la crise.

Au centre de ce débat, la légitimité du gouvernement qui s'installe. M. Schmidt, qui s'était assez peu exprimé ces dernières semaines, attaque très durement. Il rappelle aux libéraux leur slogan électoral de 1980 : « Voter S.P.D., c'est voter pour Genscher. Et Schmidt contre Strauss », et leur déclarations de fidélité à la coalition social-libérale, réitérées jusqu'à ce septembre. Mais la rupture de la coalition, il la dénonce la refus de consulter les électeurs, accuse la nouvelle coalition de manquer de sincérité lorsqu'elle annonce des élections pour le mois de mars, condamne un pouvoir qui s'installe dans une telle ambiguïté, au moyen d'une telle « manœuvre », déplore les atteintes qu'elle porte à la crédibilité des institutions démocratiques.

« Quand les citoyens ne peuvent plus croire en ceux qui les dirigent, il leur est alors très difficile de croire à la démocratie », a déclaré M. Schmidt. Il a insisté sur le fait que la motion de défiance constructive n'est pas une motion de censure. Il a insisté sur le fait que la motion de défiance constructive n'est pas une motion de censure.

Grand moment de la vie parlementaire ouest-allemande, ce débat sur le mérite de présenter clairement, les incertitudes qu'affronte la République fédérale. La première porte sur la date des élections. La C.D.U. les promet pour l'été 1983, après avoir négocié avec ses partenaires bavarois, qui les voulaient plus tôt, et avec les libéraux, pour qui la plus tard était le mieux. Mais M. Kohl n'a pas le pouvoir de dissoudre le Bundestag, pouvoir qui revient uniquement au président de la République. Ce dernier, interrogé récemment par un député social-démocrate, a déclaré qu'il

De notre envoyée spéciale:

Jugerait, le moment venu, de l'opportunité d'une dissolution. Pour la nouvelle opposition, ce langage est clair : la consultation n'aura pas lieu à la date promise. Or il est évident que, plus les élections seront rapprochées, plus elles risquent de reproduire la situation apparue le 26 septembre en Hesse, et de laisser une chance, fût-elle faible, à une « nouvelle majorité de gauche » d'émerger.

En revanche, plus on se repousse le terme vers l'achèvement normal de la législature en 1984, et plus de l'effet négatif de l'opération qu'on menée vendredi les chrétiens-démocrates et les libéraux sera atténué.

De cette date dépend la stratégie des sociaux-démocrates, à l'égard des « Verts » notamment. En dépendent aussi la répartition des rôles au sein du S.P.D. et l'avenir de M. Schmidt. Celui-ci pourrait accepter, comme le lui demande son parti, d'être à nouveau candidat, à la chancellerie en mars 1983 ; mais il ne l'accepterait vraisemblablement plus un an et demi plus tard, à l'échéance normale du Bundestag élu le 5 octobre 1980.

Seconde incertitude : celle de la jeunesse et des idées qu'elle pro-

pose. Comment faut-il traiter, le parti social, sur celui des libéraux et sur le parti électoral, cette masse de jeunes gens qui, non contents de manifester, viennent chahuter l'équilibre des institutions de la République fédérale ? Un député chrétien-démocrate résumait assez bien un avis largement partagé : « Ou bien on est un mouvement contestataire, ou bien on est un parti politique, mais on ne peut pas être les deux à la fois. »

Quelle politique étrangère ? Les sociaux-démocrates ont, d'une certaine manière, beau jeu de reprocher à la nouvelle coalition, comme le faisait M. Brandt, de ne s'appuyer que sur une majorité parlementaire, et non sur une majorité d'électeurs. Rien ne dit pour l'instant que le S.P.D. sera en mesure de trouver cette majorité. Pour M. Brandt, la principale préoccupation de son parti face à ce phénomène de la jeunesse doit être de rechercher ce qu'il a avec lui de commun, de rassembler les hommes avec lesquels on peut s'entendre, et les thèmes qu'on peut défendre.

M. Genscher (C.D.U.) avait plutôt tendance à ramener le problème à une chose paraît en tout cas certaine : les deux précédents chanceliers se sont illustrés, l'un comme l'autre, dans le domaine des relations internationales. M. Kohl devrait, quant à lui, laisser cette tâche à son ministre des affaires étrangères.

CLAIRE TRÉAN.

## Washington s'attend à un changement de ton plutôt que de substance

De notre correspondant

Washington. — Pour saluer l'arrivée au pouvoir de M. Kohl, les Etats-Unis se sont contentés de quelques phrases de circonstance, s'attendant à avoir « les mêmes relations étroites et amicales » avec le nouveau chancelier qu'avec son prédécesseur, étant entendu que le maintien de solides relations entre Bonn et Washington est crucial pour la sécurité de l'Occident.

Ces aimables banalités cachant une interrogation fébrile sur les conséquences de la victoire chrétienne-démocrate. Améliorera-t-elle les rapports — bien difficiles depuis quelques temps — entre les deux capitales ? Pour le moment, on s'attend davantage à un changement de ton que de substance.

S'exprimant à Berlin-Ouest en mars, M. Burns, ambassadeur des Etats-Unis en R.F.A., constatait avec inquiétude « un manque croissant de compréhension entre nos deux pays ». Il n'évoquait pas seulement les rapports Est-Ouest et la conjoncture économique, mais un desserrement plus profond des liens entre les deux peuples : « une mise en question de l'héritage commun » par les jeunes Américains et les jeunes Allemands. Washington ne compte pas sur M. Kohl pour combler magiquement un tel fossé. Mais son arrivée au pouvoir est jugée positive à plusieurs égards.

Il y a d'abord, dans l'entourage de M. Reagan, une satisfaction qu'on pourrait qualifier de dogmatique. Un déplacement à droite de l'Allemagne « est apprécié par principe », comme avait dit d'ailleurs un virage à gauche de la France. Avec M. Kohl, Bonn ne peut que se rapprocher un peu des thèses réaganiennes, tant pour les recettes économiques que pour la perception du communisme.

Il y a, d'autre part, un facteur personnel. Même si M. Schmidt s'était soulevé de ne pas avoir avec M. Reagan des relations aussi tendues qu'avec M. Carter, on lui reprochait toujours ici une certaine

Washington se demande, en somme, si son rapprochement théorique avec Bonn se traduira de manière pratique. Les tensions avaient commencé avant l'arrivée au pouvoir de M. Reagan. Elles risquent de se poursuivre après le départ de M. Schmidt. — R. S.

## Les félicitations de l'opposition française

L'opposition en France, se félicite de l'élection de M. Kohl. Le président de l'U.D.F., M. Jean Lecanuet, et le président du C.D.S., M. Pierre Méhaignerie, se contentent d'adresser au chancelier fédéral leurs « chaleureuses félicitations ». Pour sa part, M. Hervé de Charette, député général du parti républicain, estime que l'accession au pouvoir d'une coalition « dont les conceptions politiques économiques et sociales sont d'inspiration libérale contribuera à faire progresser l'idée que, avec des différences propres à chaque pays, la doctrine libérale est la véritable alternative au socialisme ». M. de Charette estime que l'isolement de la France n'en sera que plus grand et que l'autorité internationale du gouvernement français en sera « hélas ébranlée ». Selon lui, le parti social-démocrate allemand « était devenu incapable de conduire et d'élaborer la politique de l'Allemagne et d'apporter sa contribution au progrès de l'Europe ».

En revanche, M. Olivier Stirn, député U.D.F. du Calvados, rend hommage à M. Helmut Schmidt et ne dit mot de M. Helmut Kohl. Selon lui, l'ancien chancelier fédéral « a su donner à la social-démocratie allemande l'image de la réussite. Sachant concilier l'économie de marché avec un dialogue social approfondi, il a contribué à faire de l'économie de son pays une des toutes premières du monde. Il a montré également que la social-démocratie n'était pas la fermeture en politique extérieure et militaire, qu'elle était tout à fait capable de lutter avec succès contre le terrorisme et qu'elle répondait à la double exigence du monde moderne, notamment en période de crise : générosité et compétence ».

Dans la majorité, seul le P.C.F. s'est immédiatement fait connaître

Italie  
NOUVEAU SUICIDE  
APRÈS LA FAILLITE  
DU BANCO AMBROSIANO

Milan (A.F.P., A.P.). — Le directeur général adjoint du Banco Ambrosiano, M. Giuseppe Delta Cba, cinquante-quatre ans, s'est donné la mort, vendredi 1<sup>er</sup> octobre, à Milan, en se jetant du quatrième étage de la banque, apprend-on de bonne source. Ce suicide intervient alors que le Banco Ambrosiano, dont les dettes s'élèvent à l'italienne à 1 milliard de dollars, a été déclaré en faillite au début du mois de septembre. D'autre part, la cour d'appel de Milan a confirmé vendredi, les condamnations prononcées contre Roberto Calvi et deux autres financiers convaincus d'avoir exporté illégalement d'Italie plusieurs milliards de francs (près de 170 millions de francs) dans le cadre des activités illégales de la banque.

## Espagne

LA PRÉPARATION DU SCRUTIN DU 28 OCTOBRE  
Le début électoral accorde la priorité  
aux questions économiques

De notre correspondant

Madrid. — Deux semaines avant le coup d'envoi officiel de la campagne électorale, les principaux partis politiques, à l'exception de la formation gouvernementale (U.C.D., l'Union du centre démocratique), ont fait connaître leur programme. Le chômage dépasse 15 % de la population active et le rythme annuel de l'inflation avoisine les 15 %. Le début électoral donne très logiquement la priorité aux questions économiques.

Tout comme les socialistes (le P.S.E.), les communistes ont particulièrement insisté, en présentant leur programme, il y a quelques jours, sur leur promesse de créer des emplois : un million durant les quatre prochaines années. A cette fin, le secteur public, estimant à 100 000 le nombre de chômeurs dans la région, doit jouer un rôle majeur.

Leur programme propose notamment une augmentation de l'investissement public de 300 milliards de pesetas (près de 20 milliards de francs) pour stimuler l'emploi. Il prévoit par ailleurs que l'intervention de l'Etat dans le domaine industriel ne se limite plus, comme par le passé, à prendre en charge les entreprises en crise délaissées par le secteur privé.

Le P.C.E. entend financer cet effort supplémentaire du secteur public par une augmentation de la fiscalité directe. En matière de nationalisations, les communistes restent intransigeants. Ils demandent celle des entreprises du secteur énergétique incluant notamment l'électricité, le pétrole et le charbon (déjà réalisée en grande partie, d'ailleurs). Ils exigent, en revanche, celle des banques, tous en proposant quelques mesures de contrôle du crédit.

Les responsables du P.C.E. ont une double préoccupation. Ils entendent, d'une part, souligner ce qui les différencie du P.S.O.E. (parti socialiste ouvrier espagnol), afin d'éviter que les électeurs communistes, soucieux de « voter utile », ne reportent leurs voix sur les socialistes, comme ils l'avaient fait, semble-t-il, lors des élections régionales andalouses du

23 mai dernier. Mais, d'autre part, le P.C.E. veut présenter un programme suffisamment proche de celui des socialistes pour rendre possible ce « front démocratique » incluant toutes les formations du centre et de la gauche, dont il propose avec insistance la constitution.

Le parti de l'Alliance populaire, auquel tous les sondages accordent la seconde position derrière les socialistes, a présenté de son côté, le 20 septembre, un programme inspiré des thèses néolibérales et qui n'est pas sans rappeler celui du président Reagan. La formation de M. Fraga, qui affirme vouloir « défendre l'économie de marché fondée sur la libre entreprise », propose notamment d'importantes réductions fiscales, comme la suppression de l'impôt sur le patrimoine, la fixation d'un taux d'imposition individuel maximum, de fortes déductions pour les investissements productifs et la diminution de la contribution patronale à la Sécurité sociale.

Les propositions de l'Alliance populaire sont directement inspirées de celles formulées à plusieurs reprises par les dirigeants de la confédération patronale C.E.O.E. Plusieurs représentants du patronat ont présenté d'ailleurs aux élections sur les listes de ce parti.

Ce mouvement confirme la désaffection des milieux d'affaires à l'égard de l'U.C.D., due à la fois aux mauvaises perspectives électorales de cette dernière et à la politique économique du gouvernement, qualifiée dans les milieux patronaux d'interventionnisme.

THIERRY MALINIAK.

Le Monde DE L'EDUCATION

L'ENSEIGNEMENT DES LANGUES:

Libérer la parole

Jeunes au quotidien: "branchés" de la langue et sous du "lasthood"

Les métiers de l'information

50 كتاب من الاموال

## AFRIQUE

### Tchad

## Le ralliement du Sud permet à M. Hissène Habré de restaurer un pouvoir central fort à N'Djamena

N'Djamena. — Le Tchad est une somme de cicatrices. En témoignent, s'il le fallait, les murs criblés de trous et les toits effondrés de sa capitale, la ronde des gros porteurs Hercules C-130 qui ont revêtu, des semaines durant, le Nord en proie à la famine, ou encore, dans le Sud, les tournées de commissaires d'Etat pour rassurer les populations locales sur leur avenir alors que des soldats patrouillaient les rues de Moundou et de Sahr, les deux principales agglomérations de la région méridionale.

Malin, pour M. Hissène Habré, campé dans son rôle nouveau de chef d'Etat, une page est en train de se tourner. Il parle de « nouvelle expérience ». Pour la première fois depuis dix-sept ans, dit-il, les quatre préfectures tchadiennes se retrouvent sous la même autorité. Dans l'extrême Nord, la bande d'Aouzou, qu'il a moins que jamais l'intention d'abandonner, est toujours contrôlée par les Libyens. Sur les frontières méridionales, quelques bandes de hyarads subsistent encore. A moins d'une aide étrangère, aucune subversion ou rébellion ne peut menacer une unité sur laquelle M. Hissène Habré insiste à chaque instant. A ses yeux, la « dynamique de la réconciliation nationale » devrait l'emporter.

M. Hissène Habré sera sans doute le vedette du prochain sommet franco-africain de Kinshasa, puleque cette conférence devrait, en fait, conforter sa place au sein du mouvement panafricain et être l'occasion de discussions « franches » avec M. Mitterrand. En l'espace d'un an, en effet, la situation s'est complètement retournée en faveur de ses hommes, les FAN ou Forces armées du Nord. En septembre 1981, ces derniers étaient parvenus à élargir, au détriment des Libyens, leur réduit de Koulbous, sur la frontière soudanaise, où ils s'étaient retirés, dans de très difficiles conditions, après avoir perdu, toujours face aux Libyens, la bataille de N'Djamena en décembre 1980. En novembre de l'an dernier, lorsque le colonel Kadafi a ordonné le repli de ses troupes sur la bande d'Aouzou, les FAN ont occupé l'est du Tchad. Deux mois plus tard, ils tenaient

également une grande partie du Nord du pays.

Depuis le refus opposé à toute négociation par M. Goukouni Oueddei, qui présidait une coalition mal soudée à N'Djamena, e sans doute rendu possible une solution militaire au conflit. Le 7 juin, les FAN ont pris sans grande difficulté la capitale tchadienne. Les ralliements se sont alors précipités, notamment au sein des FAT (Forces armées tchadiennes « sudistes » du colonel Kamougue). Des négociations amorcées en juillet au Gabon, à l'initiative de M. Hissène Habré, n'ont rien donné. Entre-temps, les dissidents des FAT, de plus en plus nombreux, et les FAN ont préparé une offensive sur le Sud, contrairement aux prévisions des experts qui faisaient valoir que les pluies ralentiraient considérablement leur avance.

Bongor est tombée début août. Sahr le 27 du même mois et Moundou le 4 septembre. Le 19 septembre, les commandos FAN-FAT sont arrivés à Goré, sur la frontière centrafricaine. La résistance a été insignifiante, sauf à Manda, à quelques kilomètres de Sahr, et peut-être à Doba, sur la route de Sahr à Moundou. Cette dernière a été occupée en moins d'une heure alors que la colonel Kamougue, dont le petit avion venait de s'écraser en bout de piste, fuyait sa « capitale » à travers la brousse. En six semaines, le Sud a été occupé par les partisans de M. Hissène Habré. Si un climat de confiance y subsiste à l'égard du Nord — il y est entretenu, notamment, par des rumeurs électorales et le plus souvent sans fondement —, les derniers hyarads qui traînent en brousse n'y représentent plus, fin septembre, une menace pour le pouvoir central.

### Deux ambitions

Un pouvoir central fort et un projet politique unitaire, telles semblent, d'ailleurs, être les deux ambitions de M. Hissène Habré, et l'on s'en tient à ses propos, publics comme privés. Au lendemain de la prise de N'Djamena, il avait mis en place un Conseil d'Etat, qu'il présidait et qui compte quelques commissaires qui ne sont pas membres du teneur

De notre envoyé spécial

C.C.-FAN, le conseil de commandement des FAN qui a dirigé ce que les « fanistes » présentent aujourd'hui comme leur « longue marche » sur N'Djamena.

M. Hissène Habré entend maintenant doter l'Etat, « très prochainement », de deux instruments : un gouvernement « le plus représentatif possible » et une « armée forte ». Sur le premier point, comme on pouvait s'y attendre, toute idée fédérale est catégoriquement rejetée comme subversive. Aux yeux des FAN, le fédéralisme ne peut conduire qu'à la sécession. Il n'est pas non plus question de commencer par des élections jugées comme un « luxe » dans un pays bouleversé par dix-sept années de rébellions et de guerres, dont on ignore le nombre d'habitants — peut-être cinq millions, dont une bonne moitié de « sudistes » coupés, ces trois dernières années, du reste du pays — et où l'administration ne reprend que « timidement » pied.

Le projet de M. Hissène Habré est, dans l'immédiat, de nommer un gouvernement choisi selon les critères de « compétence, de géographie, de politique et de moralité ». Il en aurait été autrement si, avant le 7 juin, les négociations recommandées par l'O.U.A. avaient eu lieu avec M. Goukouni Oueddei et si, après cette date, un compromis avait pu se dessiner avec M. Kamougue. Comme cela n'a pas été le cas, les FAN entendent aujourd'hui se faire la « chance » ainsi offerte de mettre en place un gouvernement avant tout « homogène », quitte à s'attirer d'« inévitables » reproches et à décevoir certains postulant.

Ce gouvernement sera chargé de remettre en route l'administration centrale et territoriale, d'assurer l'ordre et la sécurité, de rédiger un projet de Constitution et de procéder à un recensement afin que puisse être organisé un référendum sur le texte constitutionnel. Dans une troisième étape, des élections parlementaires « en temps utile » de doter le pays d'organes représentatifs permanents.

La volonté de M. Hissène Habré de doter le pays d'une armée « forte

et nombreuse » — à partir des FAN et des FAT ralliées — va dans le même sens de l'unité nationale.

« Plus de saignements de guerre, plus de tentatives, plus d'armées privées », a-t-il notamment répété, le 28 septembre, devant quelques journalistes présents à N'Djamena. Le Tchad couvre plus de deux fois la superficie de la France, et plusieurs régions, notamment dans le Nord, sont des déserts humains. En « restructurant les FAN et les FAT » pour les tondre dans une « armée nationale », M. Hissène Habré opte pour une armée classique contre la formation de milices. Il entend équiper ses militaires d'un matériel « moderne » et, à ce titre, souhaite une aide occidentale, notamment américaine. De longues années de guerre ont produit l'« Etat-néant », dit-il. Un fort instrument militaire sera le meilleur gage pour mettre un terme à la « subversion » et aux « complots » encouragés ou tolérés par l'étranger, aux visées libyennes sur le Nord et aux velléités de créer une « République coloniale » dans le Sud. Il faut qu'elle se bâtisse « très rapidement ».

### Un souci d'indépendance

Voilà le double projet, politique et militaire, que M. Hissène Habré a choisi au nom de la « réconciliation nationale » et de la « paix civile ». Il veut éviter les règlements de compte et les bavures, faire sentir à chacun qu'il a « sa place ». Il s'appuie déjà sur l'administration précédente — quatre mille fonctionnaires ont touché un salaire en septembre, pour la première fois depuis de trop longs mois. Mais il entend mettre un terme, dans la mesure du possible, aux abus du passé.

Dans cette perspective, la France est destinée à occuper une place non pas privilégiée, mais « particulière ». A N'Djamena, il y a encore une forte dose de suspicion à l'égard de Paris, notamment en raison de l'appui fourni à M. Goukouni Oueddei et à l'ancien GUNT (gouvernement d'union nationale de transition), mais aussi parce que l'un d'écarter encore mal les intentions françaises. M. Hissène Habré sem-

ble, cependant, décidé à relancer la coopération avec Paris sur « des bases nouvelles ». Visiblement, les « relations assouplies » qu'il souhaite avec le gouvernement français d'avant s'accommoder, le cas échéant, d'un souci très fort d'indépendance. « Nous sommes le pays le plus pauvre d'Afrique, peut-être même le plus pauvre de cette planète », résume-t-il, avant d'ajouter : « Nous n'avons pas une mentalité d'assalés ».

Ce pays, ruiné par la guerre, en partie en proie à la famine, pratiquement sans administration, se retrouve aujourd'hui avec, à sa tête, le partisan d'un Etat fort, s'appuyant sur une solide petite troupe de fidèles, au nationalisme sourcilieux et qui entend prouver, avec une détermination qu'on aurait tort de sous-estimer, que le Tchad peut exister dans ses frontières, quitte à en découdre de nouveau pour chasser les Libyens de la bande d'Aouzou. Si l'avenir de ce pays semble, au mieux, l'attente d'une lente et très délicate convalescence, un point au moins est sûr dès aujourd'hui : celui qui se trouve à sa tête a beau être réservé, il n'est sûrement pas de tempérament indécis et mettra tout en œuvre pour tenir de réaliser son projet et, ainsi, tenter d'écrire une nouvelle page d'histoire.

JEAN-CLAUDE POMONTI

## ASIE

### Vietnam

## LES PREMIERS ENFANTS « AMÉRASIENS » SONT PARTIS POUR LES ETATS-UNIS

(De notre correspondant en Asie du Sud-Est.)

Bangkok. — Onze jeunes « Amérasiens » ont quitté, jeudi 30 septembre, Ho-Chi-Minh-Ville (ex-Saigon) pour les Etats-Unis. C'est la première fois que les dirigeants de Hanoi autorisent des enfants nés de mère vietnamienne et de père américain à partir légalement pour l'étranger en un groupe aussi nombreux.

Longtemps, personne ne voulait entendre parler de ces enfants de la guerre, ni au Vietnam ni aux Etats-Unis. Pour les uns et pour les autres, ils évoquaient trop de mauvais souvenirs. Mieux valait faire une croix sur le passé. On croissait dans les rues de Ho-Chi-Minh-Ville le regard triste et vide de ces « Amérasiens » qui, pour beaucoup, vivaient d'expéditions. Ils n'avaient droit à rien. Pas de travail, pas d'école, pas de logement, pas de ration alimentaire. Des enfants parfois condamnés à la délinquance.

Combien sont-ils au Sud-Vietnam ? Selon des sources autorisées, leur nombre se situerait autour de dix mille, la moyenne d'âge étant d'environ douze ans. Un millier de ces « sang-mêlés » dont la filiation paternelle est vérifiable pourraient valablement revendiquer la citoyenneté américaine. Cependant, les Etats-Unis entendent examiner cas par cas les dossiers de ces possibles Amérasiens.

JACQUES DE BARRIN.

**LES CONVERTIBLES**

Des canapés-lits à lattes de bois entièrement déhoussables, élégants le jour et reposants la nuit.

**READYMADE**

38 et 40, rue Jacob - 75006 PARIS. Tél. 260.84.25 et 28.01.

## THOMSON. LA MUSIQUE AU SALON.

Le Salon de l'Auto ne montre pas que les derniers modèles d'automobiles. Il présente aussi les derniers modèles Thomson. Au Stand X 8. Zone H.

Thomson expose en avant-première une gamme complète d'appareils (radios, radios combinés, haut-parleurs, jusqu'à l'étonnante auto-chaîne).

Tous sous le signe de la technologie et de la musicalité.

Thomson. En autoradio et en auto-chaîne, le meilleur de la technique.

**THOMSON**



محكمة الأصل







Le Monde

# société

## Les juifs de France après Sabra et Chatila

(Suite de la première page.)

Cependant, dès que le conflit algérien fut en voie de règlement et qu'il apparut aux juifs de France que leur pays voulait retrouver sa place dans le monde arabe, commencent les difficultés. Pour eux, il fallait d'urgence continuer à défendre Israël, toujours menacé, même si déjà certaines individualités à l'aile gauche de la communauté préconisaient un rapprochement avec les Palestiniens.

Ainsi, pour un universitaire tel que Pierre Vidal-Naquet, tel l'isolement confiné aujourd'hui au rejet et dont les combats contre la guerre d'Algérie et la torture allaient fixer la ligne de conduite, le « tournant » fut dès 1967 la guerre de six jours. « J'avais moi aussi souligné la naissance d'Israël en 1947 dans cette communion émotionnelle qui fit pleurer de joie tous les juifs. Mais, à ce moment-là, j'ai eu honte d'une victoire, honte d'avoir participé à cette union sacrée, d'avoir été aux côtés de ceux qui tuent. Il était apparemment soudain pour moi avec tous les symboles de la violence. On ne pouvait demander à des héritiers du dreyfusisme de cautionner des entreprises comme celles-là. » Dans la même logique, il dit aujourd'hui : « On ne peut comme moi avoir dénoncé Massu et se taire devant Sharon. Dans la mesure où l'Etat d'Israël est l'expression du rêve messianique d'une société juste, l'idée qu'on puisse tuer ou laisser tuer au nom de ce rêve est une idée insupportable. »

Discours marginal assurément. Mais la réalité profonde n'est pas non plus exprimée par la jeunesse du Betar, ce mouvement sioniste d'extrême droite soutenu par le parti au pouvoir à Jérusalem, toujours prompt à se mobiliser à l'autre bord de cet échiquier difficile. Il faut la recherche hors des manifestations, dans les multiples débats internes, vifs souvent, entre jeunes et moins jeunes, que les massacres de Beyrouth ont de toute façon ébranlés, mais tout autant l'idée affreuse qu'Israël puisse avoir à en supporter la moindre part de responsabilité.

Ce n'est pas à dire qu'il n'y ait plus de conséquences qu'ils doivent en tirer, sur l'attitude du gouvernement de M. Begin, sur la façon aussi dont leurs institutions ont réagi. Déjà, au mois de juin, immédiatement après l'intervention israélienne au Liban, ils avaient eu à se confronter mais avec une intensité moindre.

Ce fut une première surprise. Quelques-uns en furent parfois choqués, mais la passion n'y apparut jamais aussi forte qu'elle peut être aujourd'hui. Certes, des clivages étaient évidents entre ceux qui invoquaient la nécessité de défendre Israël, « quoi qu'il arrive et inconditionnellement », et les autres, pour qui le judaïsme, fondé avant tout sur des critères d'ordre moral, ne pouvait se permettre d'importer quoi.

A vrai dire, la communauté juive de France préfère ces débats-là à ceux de la place publique. Ils ont pour elle le mérite d'une plus grande liberté, tant il est vrai qu'est profonde la crainte de voir tel ou tel propos « récupéré » et de donner l'occasion de proclamations hâtives de division. « Bien sûr vous finirez par nous voir en état de guerre civile... »

### L'Etat-refuge

Bien sûr que non, car ce qui unit l'émigration de la loi sur le reste. Il est évident qu'il n'y a pas actuellement d'accord sur l'intervention au Liban, mais il est tout aussi évident qu'il n'y a en revanche aucune faille dans l'expression d'une solidarité bien comprise avec un Etat qui, au regard de la diaspora, reste plus que jamais l'Etat-refuge.

« Il s'agit aujourd'hui, dit M. Henri Bulawa, de savoir si l'Etat d'Israël apportera une dimension normalisatrice à la condition juive et si cette normalisation peut ou non conduire à une identification avec des méthodes que les juifs ont toujours condamnées et dont ils étaient depuis la nuit des temps les victimes. »

Comment assurer cette solidarité sans exclure le droit à la critique ? Tel est bien la difficulté et c'est ce qui explique aux yeux de quelques-uns « certains silences jugés incompréhensibles ou au contraire par trop explicables ». Visé par le propos, le CRIF répond par la voix de MM. Jacques Kelman et Émile Tauti : « Dès le 20 septembre nous avons publié un communiqué rédigé le 19 et qui exprimait sans équivoque nos sentiments sur ce qui s'était passé à Sabra et à Chatila. Nous condamnons avec horreur ces massacres, fruits d'une vengeance aveugle, inhumaine et sans excuse, même si l'on peut rappeler les exactions abominables dont se sont rendues coupables les forces de

l'O.L.P. envers les populations chrétiennes du Liban.

« Pour le reste, que nous reprochent certains censeurs, certaines belles âmes ? De ne pas avoir dans la foulée condamné Begin et Sharon. Ce n'est pas à nous de changer la majorité en Israël. Nous n'avons pas à infléchir la politique d'un Etat dont nous ne sommes pas citoyens, dans lequel nous ne vivons pas, où nous ne sommes pas soldats, mais surtout nous ne sommes pas de ceux qui réprimeraient avant même d'avoir eu la première pièce du dossier. Cela dit, nous sommes persuadés que la lumière sera faite sur tous les aspects de ce drame. Pour le reste, on peut toujours trouver des gens aux attitudes évangéliques. C'est d'ailleurs aussi à nous portés. Mais la loi morale doit tenir compte des faits. Il ne faut pas croire que, pour avoir vu d'autres hommes, en d'autres temps, réfugiés palestiniens, traités comme de nouveaux juifs des nations, ne nous préoccupe pas. »

### Le poids des Sépharades

En parlant ainsi, les représentants du CRIF reflètent à coup sûr l'opinion du plus grand nombre. La communauté juive de France, que l'on pouvait dire naguère frileuse, bougeuse et soucieuse d'abord d'intégration, a beaucoup changé avec l'arrivée massive, dans les années 60 des juifs sépharades d'Afrique du Nord. Forts de leur passé, habitués d'un sentiment religieux plus affirmé, ne faisant aucun complexe de leur judéité, ces nouveaux venus au solide tempérament ont bouleversé certaines habitudes, faisant oublier les soucis de sagesse et de discrétion des Ashkénazes. Ainsi bien, la tentation serait forte aujourd'hui de voir en eux les plus extrémistes, les plus passionnés, les plus inconditionnels d'un Etat d'Israël où se trouvent établis aussi bon nombre d'eux, partis au temps de la décolonisation maghrébine. Là encore il faut distinguer. M. André Azoulay, président du mouvement Identité-dialogue, fondé en 1976, a précisément rassemblé autour de lui certains de ces nouveaux venus. « Nous voulons, explique-t-il, que ces juifs d'Afrique du Nord et d'Orient se sentent, après leur déracinement, comme les autres. Voilà pour l'identité. Quant au dialogue, c'est celui qui, nous le savons, est nécessaire entre juifs et musulmans. »

Les adhérents au mouvement de M. Bulawa, bien que peu nombreux, mais dont les positions sociales ne sont pas négligeables, plaident pour les valeurs millénaires du judaïsme : liberté, tolérance, aspiration à la paix, reconnaissance de l'autre. A ceux qui déjà leur crient qu'ils vont prêter le flanc à l'antisémitisme, ils répondent avec sérénité que c'est là un échantillon de la loi qui les refuse de céder.

Et si, dans la communauté, beaucoup condamnent aujourd'hui la politique de la France socialiste, M. Azoulay rétorque que, « personnellement et en tant que juif », il ne s'est jamais autant senti rassuré, fondé parmi les autres, que depuis que M. Mitterrand est à la tête de l'Etat. « Quand j'ai entendu son discours à la Knesset, je me suis dit que, ce jour-là, il n'y avait plus d'antisémitisme en France. »

Mme Rita Talman, professeure à l'université de Tours, n'est pas moins optimiste. D'abord en raison de ce qu'elle considère comme une « ignorance considérable du judaïsme » et de la légèreté du débat que l'on peut entendre à la télévision ou dans la presse. « Pour la première fois, avec les massacres de Sabra et de Chatila, dit-elle, un choc s'est produit, pas seulement en Israël, mais dans toute la Diaspora, dont le rôle est d'avoir une attitude autonome. Il est vrai, et elle le sait comme les autres, que les articles de certains journaux ont été mal ressentis, y compris dans la gauche juive. Mais il est vrai aussi que l'information verbale a été de deux côtés. Etait-ce malgré tout une réflexion suffisamment sérieuse sur le judaïsme, surtout pour une jeunesse désemparée ?

L'ambiguïté commence en réalité dès que l'on s'affronte sur les valeurs morales. « Pour mes parents, dit Mme Talman, la Déclaration française des droits de l'homme de 1789 était tout aussi importante que le judaïsme. »

L'unité, dans ces conditions, serait-elle en jeu ? Pour le rabbin Jacques Grunewald, l'un des dirigeants de l'hebdomadaire *Tribune juive*, il y a d'abord une unité de destin, et pour la quasi-totalité des juifs, il en résulte ce sentiment très fort en faveur d'Israël, non pas pe-

trie mais Etat. C'est là quelque chose que les événements s'entendent pas à braver. Car, pour ceux qui n'ont pas été les admirateurs de M. Begin, ce n'est pas Israël qui était en cause. La manière dont au contraire Israël devait réagir, le fait que le débat ait commencé à bas bruit, n'ont pu que renforcer l'admiration pour une démocratie qui se révélait exemplaire. Beaucoup de juifs en France auraient d'ailleurs été déçus si ce débat n'avait pas eu lieu. Mais sans doute, en ce cas-là, ils auraient aussi cherché à expliquer cette carence. Aussi bien le rabbin Grunewald peut-il résumer la situation en ces quelques mots : « Quand on me dit aujourd'hui : "Pas ça, pas vous !" je suis très fier d'entendre ce langage. "Pas ça, pas nous !", d'accord, mais si ma réponse est utilisée pour servir un antisémitisme quelconque, cela, évidemment, peut conduire à une certaine prudence et même à des carences. »

On retrouve là, une fois de plus, le regret exprimé par beaucoup de ne pas avoir entendu certaines personnalités, notamment religieuses, prendre position. Dans un tel climat, de quoi peut être fait l'avenir ? Il est d'abord à la merci d'un nouvel attentat, d'un nouveau drame qui relèguerait assurément à l'arrière-plan un débat qui, en fin de compte, est essentiellement politique. A bien écouter les uns et les autres, de Henri Hajdeeb, président de l'Association juive apparue en 1976 pour « combler un vide », à André Azoulay, de Henri Bulawa à Jacques Kelman ou à Émile Tauti, de la gauche à la droite, telles qu'elles peuvent s'exprimer dans la rue, une évidence s'impose : il peut y avoir et il y a dans la communauté juive en France des oppositions à telle ou telle politique du gouvernement israélien. Mais elles ne sont pas nées des derniers événements du Liban, qui n'ont permis que de les faire connaître et de les amplifier. Si elles peuvent avoir leur influence pour faire évoluer dans tel ou tel sens certaines pensées, certains courants d'opinion, elles ne paraissent pas devoir jamais remettre en cause la communauté de destin entre le peuple juif et un Etat d'Israël idéalisé ou non, que pense finalement n'a jamais remis en question.

Il reste que les massacres de Sabra et de Chatila, qui ne sont pas plus Oradour que Copernic ne fut une nouvelle « Nuit de cristal », auront sûrement marqué durablement un peuple pour qui l'absence d'apartheid, désormais des références incontournables. « En quoi cette nuit diffère-t-elle des autres nuits », dit une prière du Yom Kippour ? En quoi cette guerre diffère-t-elle des autres guerres ? Le fait que déjà beaucoup se soient posé la question suffit à faire apparaître effectivement une différence.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

## AUX ÉTATS-UNIS

### Le « procès nucléaire du siècle » Plus de mille plaignants s'estiment victimes des expériences atomiques dans le Nevada

De notre correspondant

New-York. — L'un des procès les plus embarrassants pour le gouvernement fédéral vient de s'ouvrir à Salt-Lake-City (Utah) : mille cent quatre-vingt-douze plaignants accusent l'administration centrale d'être responsable des drames familiaux et financiers qui les accablent depuis la grande vague d'essais nucléaires en plein air des années 50. Entre 1951 et 1962, plus de cent engins atomiques ont, en effet, été testés dans le désert du Nevada. Ce n'est qu'en 1963, à la suite d'un accord américano-soviétique, que les expériences devinrent souterraines.

Tout a commencé en 1953 lorsque onze éleveurs de moutons de la région de Cedar-City, dont les troupeaux paissaient à des distances variant de 80 kilomètres au nord à 280 kilomètres à l'est du centre d'essais, virent leurs bêtes mourir. Quelque quatre mille moutons sur un total de onze mille passèrent ainsi de vie à trépas au printemps de 1953, exhibant de mystérieuses blessures au museau et dans les oreilles. De surcroît, les agneaux nés ce printemps-là étaient particulièrement nerveux et chétifs.

A l'époque, la plainte des éleveurs fut déclarée irrecevable, les avocats du gouvernement fédéral faisant valoir que les moutons avaient, en fait, été victimes d'un hiver particulièrement rigoureux et de maladies trépassées.

La « mystérieuse affaire du Nevada » resurgissant, cependant, périodiquement dans l'actualité : des cancérologues faisaient état d'un nombre particulièrement élevé de cas dans la région. Hollywood s'en mêlait en rappelant la mort prématurée, à la suite de tumeurs malignes, d'acteurs comme Susan Hayward, qui avaient tourné des westerns au Nevada, à l'époque des essais nucléaires en plein air.

### Une première enquête truquée

En janvier dernier, les éleveurs de moutons revenaient à la charge, leur avocat, M. Den Bushnell, apportant la preuve qu'en 1956 le gouvernement fédéral avait dissimulé certains éléments de l'enquête.

En mai dernier, le même juge, M. Sherman Christensen, qui avait rendu l'arrêt favorable au gouvernement, il y a vingt-six ans, admit que l'enquête avait été truquée et déclara la plainte des « ranchers » recevable.

Entre-temps, les éleveurs de moutons ont trouvé de nouveaux alliés : quelque neuf cents habitants de la région dont les familles ont pu plus ou moins gravement des retombées nucléaires et plusieurs centaines de soldats qui étaient cantonnés aux abords du site des essais et qui de-

mandent des réparations au Congrès. En 1953, les éleveurs demandaient 226 000 dollars de dommages-intérêts pour la mort de leurs bêtes. Aujourd'hui, ce sont des centaines de particuliers qui demandent justice pour des faits infiniment plus graves. Des familles entières, affirmant avoir été dérangées par les retombées nucléaires. Elles font valoir qu'à l'époque, le gouvernement fédéral avait assuré que les risques étaient minimes, elles allaient volontiers contempler, au petit matin, le merveilleux feu d'artifice des essais sur le désert.

Les plaignants déclarent avoir alors éprouvé de vives dérangements. Certains ont eu, « même sous leurs vêtements, des coups de soleil qui se transformaient en ampoules ».

Peggy Orton, une écolière roussie, vive et intelligente, qui habitait la petite ville de Parowan, est tombée malade en novembre 1959 et est morte de leucémie aiguë en mars.

Mme Jo Ann Workman raconte que, étant au collège de Saint-George, en 1953, elle s'est aperçue, un matin, en se coiffant, qu'elle perdait en abondance non seulement ses cheveux, mais aussi la peau de son crâne. Elle a continué à perdre ses cheveux pendant vingt ans et, aujourd'hui, elle est atteinte d'un cancer.

Mme Martha Bordoli Laird rapporte que son fils, Martin, est mort de leucémie à sept ans, en 1956. Sa sœur, son beau-frère et sa belle-sœur sont morts d'un cancer ; son mari en est atteint. Parmi ses sept enfants, il y a eu plusieurs cas de fausses couches, d'enfants morts-nés et de maladies atteignant le système circulatoire et musculaire. Il y a eu trente-huit cas de cancer, dont quatre mortels, parmi ses voisins immédiats.

En 1977, un cancérologue de l'université de l'Utah, le docteur Joseph Lyon, avait commencé une enquête sur les incidences possibles des essais des années 50 au Nevada. Il avait, alors, été accusé d'« hystérie écologique ». En 1979, il publiait ses conclusions dans le très respecté *New England Journal of Medicine* : chez les enfants nés dans l'Utah entre 1951 et 1958, des cas de leucémie s'élevaient à 40 %. Parmi les enfants nés dans la région frontalière avec le Nevada, les cas avaient plus que triplé.

Le procès de Salt-Lake-City pourrait durer plusieurs mois, avec de nombreuses batailles d'« experts », et être le « procès nucléaire du siècle », ne serait-ce que par le nombre des plaignants. Dans le climat passionnel qui règne actuellement aux États-Unis sur l'opportunité de l'arme nucléaire, son déroulement et ses conclusions vont être examinés à la loupe.

NICOLE BERNHEIM.

## Il y a deux ans, Copernic

Deux ans après l'attentat de la rue Copernic, à Paris, où en est l'enquête sur cette explosion meurtrière ? Les faits demeurent : la mort de quatre personnes, les blessés devant la synagogue visée, les dix kilos de penthrite placés dans la sacochette d'une moto, la violence de la déflagration, le 3 octobre 1980.

Mais les « pistes » avancées au début de l'enquête se sont, pour la plupart, évaporées. Il n'est plus question d'accuser l'extrême droite néonazie, de suggérer des origines espagnoles, chypriotes ou libanaises... Non ! la police est désormais sûre d'elle et le fut rapidement : l'attentat de la rue Copernic a été commis par un groupe palestinien marginal.

Selon les informations d'un service secret occidental, cinq hommes, tous partis de Beyrouth, sont arrivés en France par avion, dans des vols différents, ont commis l'attentat, puis sont repartis immédiatement ensemble. Deux au moins seraient parfaitement identifiés, mais n'ont jamais pu être photographiés. Leurs noms et pseudonymes n'ont pas été retrouvés sur les listes de voyageurs des compagnies aériennes.

Deux terroristes avaient laissé derrière eux quelques traces. On les connaît sous leurs

noms d'emprunt chypriotes : Alexander Panodryu et Joseph Mathias. Pour autant, Chypre n'a rien à voir dans tout cela. Plus simplement, une affiche d'un genre particulier imprimait alors, à Beyrouth, des faux passeports chypriotes, maltais, mauritaniens et kenyans.

Ainsi, la conviction des policiers est faite. Mais sans preuves, sans éléments matériels ou si peu. Contrairement à l'idée répandue, les services secrets israéliens avaient donné fort peu de renseignements. L'instruction - d'abord confiée à la Cour de sûreté de l'Etat, puis à M. Guy Joly - est désormais conduite par M. Jean-Louis Bruguière, désigné depuis quelques jours.

De l'attentat de la rue Copernic à l'attentat d'octobre 1981 - qui fit un mort devant la synagogue d'Anvers - en Belgique, il n'y avait qu'un pas. Les enquêteurs belges et français en semblent convaincus. De même y a-t-il des points communs entre la tuerie de la rue des Rosiers, à Paris, et le récent mitraillage d'une synagogue à Bruxelles. Comme s'il y avait eu, par deux fois, un enchaînement logique entre la France et la Belgique.

L. G.

## SCIENCES

### UN FRANÇAIS PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION ASTRONAUTIQUE INTERNATIONALE

La Fédération astronomique internationale, dont le congrès est actuellement réuni à Paris, a porté à sa présidence M. Roger Chevalier, vice-président de l'Aérospatiale (SNIAS). M. Chevalier succède à M. Perck (Tchécoslovaquie). Son mandat d'un an est renouvelable une fois.

[Né le 3 mai 1922 à Marseille,

M. Chevalier est polytechnicien et ingénieur de l'aéronautique. Après avoir été ingénieur en chef à Nord-Aviation, il est, en 1960, directeur technique, puis directeur général de la Société pour l'étude et la réalisation d'engins balistiques (S.E.R.E.B.). A ce titre, il a participé à la réalisation de la fusée Diamant qui mit en orbite le premier satellite français. En 1970, il devient directeur technique général de l'Aérospatiale où s'est poursuivie sa carrière.]

## RELIGION

### LE PÈRE BOLET AUMONIER DES ARTISTES

Le Père Pierre Bolet vient d'être nommé aumônier national des artistes par l'épiscopat français en remplacement du Père Philippe Raguenet, décédé.

[Né le 2 août 1934 à Bievillers-au-Bois (Pas-de-Calais), le Père Bolet a fait des études universitaires en philosophie et sciences humaines à Paris, Grenoble et Madrid. Il a été délégué de l'UNESCO à la formation des cadres pour l'Afrique noire et permanent national au Secours catholique.]

Eutré chez les Dominicains en 1965, il a été ordonné prêtre en 1968.]

Les présidents des principales académies des sciences du monde entier et des scientifiques se sont réunis récemment au Vatican, à l'appel de l'Académie pontificale des sciences, pour prendre position devant la menace d'une guerre nucléaire. Ces solennités ont été marquées par la présence de représentants de l'Est et de l'Ouest de nations développées et de celles en voie de développement, ont qualifié la menace de guerre nucléaire de « plus grand défi moral auquel l'humanité ait jamais dû faire face », avant de lancer un appel aux dirigeants politiques, scientifiques et religieux pour faire en sorte qu'un tel conflit n'ait jamais lieu. Les Français présents étaient les professeurs Jacquinet, président de l'Académie des sciences, Lajeune et Leprieux-Riguet, membres de l'Académie pontificale des sciences.

### RECEVANT LES ÉVÊQUES DE LA RÉGION PARISIENNE

### Jean-Paul II exprime son désir de revenir en France

Correspondance

Rome. — Jean-Paul II recevant, le 1<sup>er</sup> octobre, les évêques des huit diocèses de l'Île-de-France venus à Rome pour la visite quinquennale ad limina a exprimé clairement son désir de se rendre à nouveau en France : « J'espère bientôt avoir l'occasion d'entreprendre cette visite à d'autres régions de ce pays pour jour du témoignage de votre foi, vous apporter le pèlerin et resserrer ensemble notre unité autour du Seigneur Jésus-Christ. »

Il y a cinq ans, le cardinal Marty, alors archevêque de Paris, avait présenté un rapport de synthèse sur l'ensemble de la région parisienne et ses problèmes. Estimant que, depuis, il n'y avait pas eu de changement assez significatif, les évêques de l'Île-de-France, à l'occasion de cette dernière visite ad limina, ont préféré présenter un rapport sur quatre points : l'occultisme, puis-que toutes les variantes possibles des confessions chrétiennes sont représentées dans la capitale française ; les missions dans le monde ouvrier ; le monde universitaire et scolaire, et l'univers carcéral, puisque dans la région parisienne est concentrée une forte proportion des détenus du pays.

Le problème de la catéchèse a été, en revanche, le thème central de l'allocution prononcée par Mgr Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris. Et c'est à cette question que le pape a consacré l'essentiel de son discours de réponse. Évoquant l'évolution de la société,

qui implique le renouvellement des pratiques de la catéchèse, Jean-Paul II a à la fois insisté sur la nécessité de « parfaire » les instruments de travail, mais a souligné aussi, à trois reprises, que ce sont les évêques qui sont, en premier lieu, responsables de la catéchèse : « Pour atteindre ces objectifs, vous avez tenu à proposer aux catéchistes des instruments de travail qui ont fait l'objet de nombreuses recherches et mises au point. Il faudra toujours les parfaire en tenant compte de l'expérience et des sages remarques formulées en ce domaine. Ces programmes de catéchèse peuvent donner l'impression d'un certain isolement. Évoquant les polémiques suscitées par certains textes ou certaines méthodes, le pape a précisé : « Je sais que certaines productions catéchétiques ou certaines conditions nouvelles de catéchèse ont soulevé ci et là des inquiétudes et des critiques de la part de certains chrétiens. Je comprends que ces dernières vous fassent souffrir, car elles vous obligent dans votre conscience d'être responsables. Pourtant vous ne devez pas en concevoir trop d'amertume. Accueillez-les avec sérénité. (...) Mais, dans les diocèses dont vous avez la charge, aucune personne ni aucun groupe privé ne saurait suspecter ni remettre en cause votre responsabilité primordiale en ce domaine, ni l'autorité qui lui est inhérente. »

MARC SEMO.

سكزامن الأصل



## POLICE

### LA CIRCULATION A PARIS

#### La grève prétexte des « bâtons blancs »

A l'agitation, tout prétexte est bon. Interdite de manifestation, jeudi 30 septembre, la Fédération professionnelle indépendante de la police (F.F.P.P.) - 2,83 % aux dernières élections professionnelles nationales, et classée à l'extrême droite du syndicalisme policier - s'est trouvée subitement un nouvel objectif. Elle vient, en effet, d'appeler les policiers des compagnies de circulation parisiennes à une « grève des bâtons blancs », lundi 4 octobre.

Pourquoi ? Parce que, ajoute la F.F.P.P., l'administration aurait décidé « en dernière minute, sans concertation syndicale, de modifier les structures des compagnies de circulation de Paris », en particulier celles des places de l'Estime et de l'Opéra. Peu en fait des structures policières, mais s'en tenant à sa connaissance concrète des encombrements parisiens, le profane avoue ne pas bien comprendre l'enjeu.

Une réorganisation des compagnies chargées de régenter et de faciliter la circulation dans les rues de la capitale sera, en effet, mise en œuvre, à partir de lundi. La F.F.P.P. fait semblant de la découvrir, alors que les syndicats en ont été informés à l'avance par le préfet de police, M. Jean Perrier. « Il s'agit, précise-t-on à la préfecture de police, de faire en sorte que les agents soient mieux distribués, moins en voiture et plus aux

carrefours. Bref, d'assurer une plus grande mobilité. La nouvelle formule - expérimentée durant un mois - entraîne à la fois une nouvelle répartition, moins statique, des effectifs, une réorganisation du commandement de ces compagnies de circulation : « Un commandement davantage diffusé, plus près des hommes, de façon que l'on sache vite pourquoi cela bouge. » Certains services, relevant d'une conception plus figée, sont supprimés : ainsi de cette unité extrêmement spécialisée de vingt-cinq gardiens de la paix... chargés en permanence de la place de l'Etoile.

Rien de plus, rien de moins. En mal de *casus belli*, la F.F.P.P. pourrait, à ce rythme, s'en prendre à toute innovation. Il n'en manque pas à Paris, ce qui rassurerait plutôt. Ainsi, ce même lundi 4 octobre, la préfecture de police crée-t-elle des patrouilles cyclistes qui remplacent certaines patrouilles motorisées ou piétonnes. Les « birodelles » - cinq cents agents répartis dans chacun des vingt arrondissements - sont donc de retour. Elles illustrent, précise-t-on, une nouvelle « technique d'itinéraire » permettant un « meilleur contact avec l'environnement » que dans une voiture, et un rythme de passage plus fréquent qu'une patrouille piétonne.

EDWY PLENEL

### POLÉMIQUE DANS LE DOUBS APRÈS UN VOYAGE DE M. CHEVÈNEMENT

#### Des ministres surprotégés

A quelques jours des meetings qu'elle organise jeudi 7 octobre à Paris, l'Union des syndicats catholiques de police (U.S.C.P.) a trouvé un nouveau cheval de bataille : la protection « excessive » des ministres socialistes lors de leurs voyages en province. A l'origine, une petite affaire mazonienne.

Samedi 27 septembre, M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, se rend à Besançon pour y visiter le salon Micronora, consacré à la petite mécanique et à la robotique. Il y annonce la création d'un millier d'emplois, dans le cadre de la diversification de l'industrie horlogère. Ce n'est pas tant le contenu que la forme de la visite qui exaspère M. Bernard Barthod, secrétaire régional du Syndicat indépendant de la police nationale (S.I.P.N.), membre de l'U.S.C.P. Le matin même, dans les colonnes de l'*Est Républicain*, il affirme que « jamais, depuis longtemps, un membre du gouvernement (...) n'a fait l'objet d'un déploiement de forces aussi conséquent (...) : au total, près de cent fonctionnaires pour assurer la sécurité d'un enfant du pays ».

Indignation du commissaire de la République de la région, M. Jean Amet, qui, le lendemain, assure que « le syndicat indépendant a trop les chairs » et dénonce ses « arrière-pensées politiques manifestes ». Selon la préfecture, en prévision d'« incidents éventuels », seuls quarante-huit fonctionnaires en tenue et cinq en civil avaient été mobilisés, dont certains pour le contrôle de la circulation. Le parti socialiste renchérit et souligne l'appartenance au R.P.R. de M. Barthod.

On ne s'en tient pas là. Les ruelles historiques se mêlent aux nouvelles. M. Remy Halbwax, secrétaire général du S.I.P.N., se rend mercredi 29 septembre à Besançon, tient une conférence de presse et rappelle un différend ancien avec le même commissaire de la République : M. Amet, alors préfet de Seine-Saint-Denis, aurait parlé des « risques du métier » lors de la mort en service d'un policier, en 1980. Le P.S. revient à la charge, et M. Joseph Pinard, député (P.S.) du Doubs et maire adjoint de Besançon, écrivit, mercredi à FR3, cette « opération politique archaïque » qui « tente d'écluser » les mesures annoncées par M. Chevènement. Hélas ! le complot l'imprudence de confondre le S.I.P.N. et la F.F.P.P., plus marquée à l'extrême droite, et dont le préfet de police veut d'interdire une manifestation à Paris.

Imbricé des sigles et des appartenances... M. Halbwax saisit l'op-

portunité et annonce son intention de déposer plainte pour diffamation contre M. Pinard.

Reste, par-delà l'anecdote, une circulaire de M. Gaston Defferre concernant les déplacements des membres du gouvernement en province, adressée le 10 août aux commissaires de la République et dénuée d'ambiguïté. Ces déplacements, écrit le ministre de l'Intérieur, mobilisent « trop souvent d'importants effectifs en tenue, ainsi défaits de leur mission essentielle de sécurité générale. Or, le caractère prioritaire de cette mission apparaît de plus en plus impératif. (...) En conséquence, je suis amené à vous prescrire d'impératives économies de moyens sur tous les autres plans. A cet égard, les déplacements ministériels ne sauraient échapper à cette règle. Ils ont donc lieu, dans certains cas, d'excessives évaluations des besoins, qui ont certainement nui à l'efficacité du dispositif de prévention de la délinquance et de lutte contre les malfaiteurs ». - E. P.

## FAITS ET JUGEMENTS

### La justice souhaite entendre M. Roger Knobelspiess

M. Luo Wautlier, juge d'instruction à Rouen, chargé de la fusillade d'Elbeuf contre des gendarmes jeudi soir 23 septembre (*le Monde* daté 26-27 septembre), a décerné, jeudi 30 septembre, des mandats d'arrêt contre deux des auteurs présumés (nos dernières éditions). Il s'agit de M. Michel Baron, trente-cinq ans, garagiste, et Jacques Knobelspiess, trente-quatre ans, frère de Roger Knobelspiess, trente-cinq ans, lui aussi soupçonné d'avoir participé à la fusillade et gracié par le chef de l'Etat en novembre 1981.

M. Roger Knobelspiess, qui travaille chez M. Baron, a écrit au procureur de la République de Rouen, affirmant qu'il n'était pour rien dans cette affaire (*le Monde* du 28 septembre). Mais il hésite à venir s'expliquer. « En raison de ma situation, nous a-t-il confié. J'ai été emprisonné douze ans pour une erreur judiciaire, et je ne veux pas retourner en prison. Or je pense qu'on ne m'incarcère, le temps de vérifier mon alibi ».

Le procureur, M. Mario Moyal, confirme qu'il a reçu le 29 septembre la lettre de M. Knobelspiess. Il nous a précisé qu'aucun mandat n'avait été lancé contre M. Roger Knobelspiess, mais qu'il était considéré comme un témoin important que le juge d'instruction souhaite entendre. Celui-ci a indiqué qu'il souhaitait entendre M. Knobelspiess et a fixé au mardi 5 octobre la date de cette comparution.

## SPORTS

### TENNIS

#### LA DEMI-FINALE DE LA COUPE DAVIS A AIX-EN-PROVENCE

#### Noah et les autres sur la trace des Mousquetaires

L'équipe de France de tennis paraissait virtuellement qualifiée pour la finale de la Coupe Davis, après avoir gagné, vendredi 1<sup>er</sup> octobre, sur le central du Country-Club d'Aix-en-Provence les deux premiers simples de son match de Coupe Davis contre la Nouvelle-Zélande. Thierry Tulasne a d'abord battu en quatre sets Russell Simpson (6-3, 4-6, 7-5, 6-2), puis Yannick Noah a disposé en trois manches de Chris Lewis (6-3, 6-1, 7-5). Compte tenu des forces en présence, ce résultat ne semblait pas devoir être hypothéqué par le double, ce samedi, ou les deux derniers simples, dimanche. A l'époque du Challenge Round, les Mousquetaires avaient gagné six fois le saladier d'argent de 1927 à 1932 et l'avaient perdu en 1933 contre la Grande-Bretagne.

Dans l'autre demi-finale, qui a lieu à Perth (Australie), les Etats-Unis mènent par deux victoires à zéro devant l'Australie. John McEnroe a battu Peter McNamara (6-4, 4-6, 6-2, 6-4) ; Gene Mayer, de son côté, s'est imposé à John Alexander (6-4, 3-6, 6-1, 6-2).

De notre envoyé spécial.

Aix-en-Provence. - Depuis qu'il préside aux destinées de la Fédération française de tennis (F.F.T.), Philippe Chatrier, dans l'enfance avait été bercé par l'épopée des Mousquetaires - Brignon, Cochet, Lacoste et Borotra - rêvait de voir les joueurs français tenir les premiers rôles en Coupe Davis. Un rêve qui semblait pouvoir devenir réalité vendredi soir : en menant 2-0 devant la Nouvelle-Zélande, les Français avaient les plus sérieuses chances de disputer la finale.

Toutefois, la formule de la compétition n'a plus grand-chose à voir depuis 1981 avec le tournoi que gagnèrent six fois ces légendaires Mousquetaires. Jusqu'en 1972, c'était un Challenge Round, le vainqueur de l'année précédente disputait seulement la finale sur ses courts. Une compétition par zones continentales fut ainsi organisée.

Depuis deux ans, les seize meilleures équipes nationales jouent l'épreuve finale, qui est dotée, par une firme japonaise d'équipements électriques, de 1 million de dollars. L'aventure des Mousquetaires jadis et celle de l'équipe de Jean-Paul Loh aujourd'hui n'ont donc pas beaucoup de points communs. Il reste qu'au-delà de ces profondes modifications la Coupe Davis a gardé son prestige.

Particulière est l'ambiance de cette épreuve, où la dimension psychologique des matches est déterminante. A telle enseigne qu'une équipe japonaise inférieure à l'autre peut l'emporter sur le court. Cette année, ce fut l'explication des victoires de la France sur l'Argentine (3-2), puis sur la Tchécoslovaquie (3-2), dont les potentiels étaient a priori supérieurs. Pour cette raison, Jean-Paul Loh redoutait la première journée contre les Néo-Zélandais. Entendus par l'ancien champion australien Tony Roche, ceux-ci n'étaient pas favorables, mais le fameux tempérament des All Blacks pouvait bouleverser le pronostic favorable aux tricolores.

Ce n'était pas une simple hypothèse de salon : Tulasne calva relativement facilement la première manche, puis perdit insensiblement confiance quand Simpson s'imposa au filet. Il perdit la seconde manche et se retrouva mené 4-2 dans la troisième. Situation critique si l'ancien champion du monde junior, suivant les injonctions de son capitaine, n'avait pas adopté un comportement plus agressif.

Mal à l'aise dans les déplacements sur la terre battue on pen-  
grasse, le Néo-Zélandais recom-  
mença alors à subir la partie, qui, au  
demeurant, fut plus émaillée par les  
fautes directes que par les coups ga-  
gnants. Après avoir gagné le troi-  
sième set 7-5, Tulasne resta dans ces  
dispositions durant la quatrième  
manche, où il prit le service de  
Simpson, puis perdit le sien, mais se  
ressaisit et fit le break.

Une porte entrebâillée

Pour Noah, tout devenait simple  
dès lors que la France menait 1-0  
quand vint son tour de pénétrer sur  
le central aixois. Il n'était plus obli-  
gué par un infernal calcul de proba-  
bilités sur les chances de victoire du  
double ou des prochains simples qui  
l'aurait tarabouillé pendant la partie  
de Tulasne. Il n'avait qu'à battre Chris  
Lewis, le numéro un néo-zélandais,  
ancien meilleur junior mondial, au  
coup droit redoutable. Il lui suffit  
pour cela de jouer son tennis impres-  
sionnant par la puissance et le  
rythme, comme il sait le faire quand  
il est parfaitement motivé.

Pendant deux matches, le Néo-  
Zélandais aux cheveux retelés par  
un large foulard fut noyé dans le  
tourbillon du numéro un français,  
qui éternuait en compétition une  
coiffure rasta. Toutefois, Lewis était  
prêt à profiter du moindre relâche-  
ment : mené 3-2 dans la troisième  
manche, il revint à 4-5 et Noah dut  
se faire violence pour boucler la  
partie en trois sets.

Cette victoire entrebâillait pour la  
France la porte d'une finale fermée  
depuis quarante-neuf ans. Tulasne et  
Noah ne seront peut-être pas des  
champions au palmarès aussi presti-  
gieux que les Mousquetaires. Mais  
ils ont confirmé à Aix, après leurs  
contre-temps à Buenos-Aires et à  
Paris, qu'ils avaient de beaux tempé-  
raments de joueur de Coupe Davis.

ALAIN GRAUDO.

## DÉFENSE

### AVIONS DE COMBAT, BLINDÉS LÉGERS ET PIÈCES D'ARTILLERIE

#### D'importantes commandes de matériels militaires sont bloquées par le « gel » de certains crédits

La commande, prévue par les armées françaises en 1982, de vingt-cinq avions de combat Mirage-2000, de quarante-deux avions ANG de lutte anti-sous-marin, de quarante-sept engins blindés de reconnaissance AMX-10 RC et de vingt-six batteries d'artillerie AUF-1 de 155 mm resté, à ce jour, bloquée par la décision du premier ministre de « geler » certaines dépenses publiques.

C'est M. Charles Hernu, ministre de la défense, qui l'a lui-même admis, jeudi 30 septembre à l'Assemblée nationale, devant les membres de la commission de la défense qui l'ont entendu sur le projet de budget militaire pour 1983.

Le ministre de la défense a été interrogé sur l'exécution du budget militaire de 1982 à la suite de la décision, prise dès le début de cette année, par M. Pierre Mauroy d'imposer à l'Etat un « gel » temporaire de certaines dépenses publiques d'investissement (*le Monde* du 3 février 1982). Ce blocage a concerné, entre autres, le ministère de la défense pour environ 4 600 millions de francs de crédits de paiement et approximativement 18 milliards de francs en autorisations de programme.

Par lettre du 17 juillet dernier, le premier ministre autorisait les armées à débiter 1 200 millions de francs de crédits de paiement et 4 600 millions de francs d'autorisation de programme (*le Monde* daté 22-23 août 1982). Pour l'essentiel, les sommes ainsi libérées ont été consacrées aux études sur la missile M-4, à plusieurs têtes nucléaires, qui devaient armer, en principe en 1985, le sixième sous-marin stratégique, l'*Inflexible*.

A ce jour, le ministère de la défense n'a pas été autorisé à débiter les 3 400 millions de francs de crédits de paiement et les 13 400 millions de francs d'autorisation de programme encore « gelés » par M. Mauroy.

Les sommes ainsi mises en réserve sur le budget de 1982 représentent le lancement de commandes de matériels importants pour les trois armées.

Il s'agit, notamment, de vingt-cinq intercepteurs de défense aérienne Mirage-2000 pour l'armée de l'air, qui, pour la première fois, risque de ne commander cette année aucun nouvel avion de combat (*le Monde* du 18 septembre 1982). La marine nationale a dû, pour l'instant, suspendre le début d'exécution de son programme dit A.N.G. (Atlantique, nouvelle génération) d'un avion de patrouille maritime et de lutte anti-sous-marin, qui doit succéder, à raison de quarante-deux exemplaires, au Bréguet-Atlantic actuel. Quant à l'armée de terre, sont bloquées les commandes de quarante-sept engins blindés de reconnaissance AMX-10 RC (pour roues et chenilles) et de vingt-six batteries automatiques et mobiles de 155 millimètres, baptisées 155 AUF-1.

Aux députés qui l'interrogeaient à propos des conséquences de ce « gel » sur l'équipement des forces armées et le plan de charge des industries d'armement, M. Hernu a répondu qu'il espérait pouvoir donner des informations définitives sur le sort réservé à ces crédits lors du débat, cet automne, au

Parlement concernant le projet de budget de la défense pour 1983.

Le ministre de la défense a indiqué qu'il donnait, dans ce projet de budget, la priorité à l'équipement nucléaire, et, principalement, au « durcissement » des armes et à la protection des transmissions stratégiques de manière que ni les armes ni les autres ne soient vulnérables ou sensibles aux effets électromagnétiques d'une explosion nucléaire en atmosphère.

M. Hernu n'a pas caecbé, cependant, qu'on pouvait s'attendre à un décalage, dans le temps, de la réalisation de programmes nucléaires importants.

Dés propos prudents du ministre de la défense, certains membres de la commission ont déduit qu'il faudrait attendre le milieu de la prochaine décennie pour aboutir à la mise en place opérationnelle d'un missile mobile, dit SX, destiné à remplacer les bombardiers nucléaires Mirage-IV.

La constitution du premier escadron d'avions de pénétration lointaine, soit quinze Mirage-2000 N, porteurs du missile air-sol ASMP à tête nucléaire, ne serait pas achevée avant janvier 1988. Enfin, le missile sol-sol tactique nucléaire Hadès, qui doit succéder au Pluton, serait prêt à la fin de 1991.

En ce qui concerne la construction d'un nouveau modèle de sous-marin nucléaire stratégique, M. Hernu a indiqué aux députés de la commission qu'il s'agissait d'une nouvelle unité prête pour le milieu de la décennie prochaine et que des discussions avaient lieu, en ce moment, sur le point de savoir si ce sous-marin serait armé d'un missile de toute nouvelle génération, comme le M-5, ou d'un engin qui emprunterait encore la technologie du M-4. En revanche, la première escadrille de cinq sous-marins d'attaque à propulsion nucléaire, de la classe du Rubis, sera en service en 1988.

A propos de l'arme à rayonnements renforcés (« bombe à neutrons »), M. Hernu a laissé entendre qu'il avait lui-même assisté à une expérimentation soviétique à Murmura, et que les techniciens français savaient faire cette arme. Aucune décision de la fabriquer n'a encore été prise, a ajouté le ministre, « mais il est concevable qu'elle puisse être prise ».

Le ministre de la défense a encore précisé que la construction de porte-avions, selon des maquettes précédemment arrêtées d'un bâtiment de 32 000 à 35 000 tonnes, avait été différée et que les études de propulsion continuaient. J. L.

## MÉDECINE

### Chamonix veut conserver sa maternité

De notre correspondant

Chamonix. - Prévue pour le 1<sup>er</sup> octobre, la fermeture de l'hôpital de Chamonix a été différée : afin de désamorcer le mécontentement de la population, le préfet de la Haute-Savoie a accordé un sursis jusqu'à ce qu'une délégation soit reçue par le ministre de la santé.

La disparition éventuelle de ce service de l'hôpital de la ville provoque, depuis deux ans, la colère d'une partie de la population. Tout récemment encore, plusieurs centaines de personnes ont manifesté à deux reprises dans les rues de Chamonix.

Les élus locaux se sont prononcés quasi unanimement pour le maintien de la maternité en raison des difficultés et des dangers de circulation pendant la période hivernale, et compte tenu de l'importance de la population locale - douze mille habitants permanents - et de l'afflux considérable de la population touristique pendant l'été - plus de cent mille touristes - et en hiver - trente mille skieurs.

A Chamonix, on insiste sur les risques naturels, notamment les cent huit coulées d'avalanches qui menacent les voies de circulation conduisant à la célèbre vallée. Pendant l'hiver 1979-1980, la route Le Fayet-Chamonix, longue de 20 kilomètres, fut coupée soixante-dix-sept fois.

Paradoxalement, les Chamo-

niards qui veulent conserver leur maternité (douze lits), l'avaient quelque peu délaissée depuis plusieurs années. En dix ans, le chiffre des accouchements pratiqués à Chamonix a diminué de moitié pour passer à peine la centaine en 1981.

La mise en service en septembre 1981 du nouvel hôpital de Sallanches, à 27 kilomètres de Chamonix, mais qu'on atteint après un trajet variant entre trente et quarante-cinq minutes, aurait dû marquer l'étape ultime du déclin de la maternité chamoisienne.

Mais les Chamoisards demandent aujourd'hui un délai jusqu'à ce que les difficultés actuelles de circulation soient surmontées, grâce à la construction de tunnels et de viaducs. Ils souhaitent surtout, pendant ce laps de temps, démontrer aux pouvoirs publics qu'une expérience de décentralisation d'une petite maternité de montagne, assurant une bonne qualité de prestations et disposant d'un équipement adéquat, n'est pas nécessairement déficitaire.

Les communes du canyon se sont, pour leur part, engagées à payer de nouveaux appareils pour la maternité et à prendre en charge la différence de prix de journée entre l'hôpital de Chamonix et celui de Sallanches de manière à écarter toute objection de la part des caisses de Sécurité sociale.

CLAUDE FRANCHILLON.

حکومت اسلامی



## Le Monde

## culture

## FORMES

## Mues

La révélation de la rentrée, la première s'entend, c'est celle d'un jeune peintre nîmois, Jeanik Bouys (1). Ses toiles, d'un format respectable, opposent la stagnation au mouvement, le non-être à l'être dont il est le géniteur, l'adagio à l'adagio.

Sous l'habit d'une très large bande d'un noir absolu, peinte à l'acrylique, les rêveries du repos, chères à Gaston Bachelard, enfant, vivant contrastes, les turbulences qui font danser leurs rous-seurs, les frimides, les choudes, comme un tourbillon de feuilles balayées par le vent d'automne. Eaves, ou parées des nuances de la fleur de souci.

Libre à vous d'y voir ces fantasmes, mais la recherche de Bouys s'engage beaucoup plus loin, dans les arrière-pensées de la conscience où rien n'est plus identifiable. La mystique n'a pas besoin d'images pour s'exprimer, elle réclame seulement des couleurs, et Bouys fabrique les siennes, broie la brique et les terres, prépare même son support, ses enduits. Le résultat le paie généreusement de ses peines. Réussite plus évidente encore dans une toile à l'écart de la série, aux tonalités bleues. Comme ses sœurs, elle gagne à être longuement contemplée. Que le spectateur s'en imprègne avec la même patience qu'à exécuter sa création.

Miklos Bokor (2) n'a fait un (grand) pas de plus. Fini, le motif plus ou moins lisible mais d'une présence fidèle. Certes, Bokor réclame toujours l'adjuvant stimulant de la nature, et dans ses toiles récentes ce sont les sites du Quercy qui l'inspirent, bien qu'il ne peigne, semble-t-il, que sa réaction intime devant le monde extérieur. Finie la ressemblance, au premier ou au second degré, naguère éclatante dans les expositions globales de la Galerie de France en 1977 et du château de Ratilly en 1978. Finis, d'autre part, les blancs préservés qui convenaient si bien au papier des aquarelles (les aquarelles, Bokor ne les a pas abandonnées, ni les dessins : on ne peut pas tout montrer à la fois).

La toile est nourrie, entièrement revêtue de fonds généralement crémeux ; elle s'intègre aux formes

transparences, irisées, où reviennent les nuances subtiles propres à Bokor, aux vibrations quasi charnelles d'une peinture ultra-sensible. Parfois des tracés rougeâtres font penser (impression toute personnelle) aux cernes des figures parietales de Lascaux. Là pourtant comme ailleurs, ne cherchez nulle référence. L'émotion seule surnage de ces compositions à la fois évanescences et charpentées. Il arrive même qu'elles se confondent avec les fonds d'où elles semblent émerger.

Autre mue, celle de Jean-Marie Queneau (3) qui se déstabilise en confirmant avec l'humaine destinée. Ouh, nous rions, dit le poète. Déjà, dans les dernières compositions de Queneau, on avait pu voir les objets, ustensiles, verres, bouteilles, en équilibre précaire. Cette fois, ce n'est pas la bibliothèque et l'atelier s'écroulent. Dégringolent les livres, dégringolent les pinceaux et toute la panoplie de l'artiste happés en plein vol et peints avec la même rigueur, la même densité qu'auparavant. Dégringole la culture, dégringole la peinture. Les natures mortes éboulées vers la mort. Les belles certitudes se sont effritées. Voici des rayonnages et leurs volumes qui s'effondrent dans des colorations dont Queneau a le secret, ces veloutés faits d'infimes brillances avec, par exemple, une plage d'un « rose pulmonaire », assortie d'accords vert amande et bleu pervenche.

En fin de parcours, la palette bien fermée, elle, maintenue par le pouce du peintre, évolue vers des teintes sourdes, des camaïeux ocre, bruns, gris, proches de ceux du cubisme à l'époque héroïque. C'est là que vont nos préférences. Cependant, le Queneau paysagiste, autrefois les pieds sur terre, a subi le même séisme, si l'on croit cette extraordinaire vision d'un univers tourmenté.

JEAN-MARIE DUNOYER.

- (1) Galerie Regards, 40, rue de l'Université.
- (2) Clivages, 46, rue de l'Université.
- (3) L'Œil Sévigné, 14, rue de Sévigné.

## MUSIQUE

## Une bataille pour Xenakis

(Suite de la première page.)  
Ils y présentent leurs systèmes, leurs œuvres, leurs techniques d'analyse et de synthèse du son, discutent de psycho-acoustique et d'applications pratiques de l'ordinateur à la musicologie, à l'éducation, etc.

Pour M. Mario Messiaen, directeur de la Biennale, il s'agit pour cette rencontre de « réveiller une tension spéculative, de stimuler la manière de penser la musique » chez les compositeurs qui restent trop passifs devant les nouveaux moyens mis à leur disposition. « Il est incontestable, poursuit-il, qu'à l'énorme progrès technique n'a pas correspondu une floraison aussi décisive d'œuvres musicales. Cependant, il n'est pas vrai que la culture contemporaine soit seulement ténériss : quelques comètes sillonnent le ciel nocturne et nous laissent espérer dans la nuit ».

Ces comètes, M. Messiaen les a presque toutes réunies dans le ciel de Venise : John Cage, et les glorieux « cinquantenaires » : Xenakis, Nono, Stockhausen, Berio, Kagel, Donatoni, sont ou seront là, avec un grand nombre de leurs cadets. Et le fameux concert de San-Stefano, brillamment interprété par l'orchestre et les chœurs de la radio-télévision de Turin, dirigés par Lothar Zagrosek, a justifié son optimisme.

Nekyru, pour chœurs et orchestre, écrit l'an passé, nous paraît une des œuvres les plus émouvantes de Xenakis. Par son sujet d'abord, qui est « une cérémonie funéraire, et aussi un rite magique dans lequel les esprits des morts sont invoqués et interrogés sur la vie future. L'idée générale de cette musique, c'est le profond cri des idéologies qui se croisent à la superficie de notre planète, souvent aux bruits des manifestations de rue, des explosions et des cris, sous un ciel parfois sombre mais, parfois aussi, d'un bleu splendide ». Jamais, sinon dans la nuit et dans certaine musique pour une tragédie grecque, le compositeur n'avait explicitement traité un sujet aussi humain et quasiment métaphysique. Il déploie une musique d'une étoffe prodigieuse, tissée « à la main », poignante, où de longues lignes de cordes s'entrecroisent, montant en glissant, s'accrochent et se désaccrochent avec une souplesse extrême offrant des perspectives glissantes et vertigineuses. Les chœurs on appels

et cris funèbres évoluent également par mouvements rapides des uns contre les autres, comme des vents d'orage ou des vagues effrayantes, enveloppés par des trames orchestrales aux couleurs violentes, frissonnantes ou automnales ; fresques à la lettre indescriptible, d'une grande richesse orchestrale, d'un accent impérieux et angélique, qui s'achève en une sorte de mélodie indécise des chœurs et de l'orchestre, comme si les spectateurs s'étaient fondus dans la terre. Dans ce Requiem de Xenakis, les morts ne reposent pas en paix.

## Drogue douce

L'atmosphère n'était guère moins lourde dans Umbra, de York Höller, compositeur allemand de trente-huit ans, qui travaille fréquemment à l'IRCAM, pour orchestre et bande magnétique. Mâma les sons de cordes, du céleste, de la harpe, paraissent durs et froids. De grands bruissements traînent dans la nuit, troués par des déflagrations des cuivres. Des tempêtes se développent, le mouvement s'accélère, parfois comme un sabbat scandé par les coups de masse de la bande magnétique, où semblent enfiévrés les géants wagnériens. Une réelle puissance émane de cette œuvre solidement menée, peut-être pas très originale mais impressionnante, où la bande magnétique, faite à partir des mêmes structures que l'orchestre, introduit une spatialisation sonore et un dialogue entre les masses assez intenses.

Les Trente Pièces pour cinq orchestres (1981) de John Cage donnaient une couleur plus fraîche à ce concert. Leur titre, A la surface, se réfère à Thoreau, selon lequel « les sons percent des bulles à la surface spirituelle du silence », et l'œuvre est écrite selon les moyens de composition graphique. Il tombe un peu de musique de temps en temps, ça et là, à l'un des orchestres répartis dans l'église, ou parfois à plusieurs. Il arrive que des roulements de timbales ou bien une note trompette de trompette se mêlent au concert qui s'apparente le plus souvent à des bémollements de moutons charmants et écologiques. La musique a des airs de drogue douce, un peu anesthésiante. Le temps s'écoule paisible-

## THÉÂTRE

## « Intrigue et Amour » à Saint-Denis

## Grisailles

D'un côté une censure cynique jusqu'au crime. De l'autre des enfants qui s'aiment jusqu'à la mort. Intrigue et amour de Schiller, pièce pratiquement inconnue sur les scènes françaises et que Jean-Marie Simon présente au Théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis, oppose les séquences corrompues du XVIII<sup>e</sup> siècle libérées à l'absolu de la pureté romantique.

Le président, nauséabond personnage haut placé, veut s'assurer les faveurs du prince en mariant la favorite à son fils Ferdinand, qui aime Louise, fille d'un professeur de musique, roturier. Emprisonnement arbitraire, chantage... L'intrigue mène les amants au doute, puis au suicide. Et l'amour triomphe puisque la mort décamore les effets de l'intrigue. En son époque (1782), la pièce, par sa violence poétique, était révolutionnaire. Schiller ne vise pas le réalisme, il dresse un acte d'accusation forcé.

Si ce n'est qu'il a monté à Bruxelles Laisa Miller, opéra de Verdi tiré d'*Intrigue et amour*, on ne comprend pas bien les raisons de Jean-Marie Simon, ce qu'il veut dire aujourd'hui. Sa mise en scène se dit d'aujourd'hui, mais elle est grisaille, mal ajustée, mal éclairée, avec trop de changements trop longs, pendant lesquels on subit un salmigondis musical et bien sûr les grondements de la révolution en marche.

Tout est noyé dans la grisaille, y compris les acteurs, en particulier Marie-Paule Sylvestre (Louise), mièvre et empruntée, fautive. Jean-Marie Simon a une bizarre conception de l'adolescence passionnée. D'autres, plus solides, sont intéressants : Jean-Marc Bory, le président ; Gérard Hardy, qui construit avec finesse un matchal ridicule ; Philippe Clevon, professeur de musique virevoltant entre la lâcheté patétique et le grincement au bord du burlesque. Natacha Parry apporte au personnage de la favorite les ambiguïtés d'une femme comblée, menacée, victime, la richesse étonnante de sa féminité. Mais enfin, chacun va son chemin, la distribution est trop inégale et le metteur en scène trop moussé.

COLETTE GODARD.

\* Théâtre Gérard-Philippe, Saint-Denis, 20 h 30.

## « LES MOUTONS ARRIVENT A FOND DE TRAIN... » AU MANS

## Alice Arrabal

Déroutant Arrabal. On se dit que, s'il revient au théâtre, c'est pour asséner de ces vérités qui vont faire mal. Le message prendra d'autant plus de poids si vous êtes manœuvres et que l'on vous a choisis pour être les premiers à réécouter : Paris, New-York, Venise et Carosse n'y auront droit que plus tard... Un message obligatoirement cinglant, dans une ville où la municipalité communiste ne laisse rien de ce qui est culturel au hasard : elle n'a pas choisi fortuitement la dernière création d'Arrabal pour inaugurer son Palais des congrès et de la culture.

Un peu moins d'une demi-salle dans un auditorium qui peut accueillir mille cinq cents personnes, dans une ville de cent cinquante mille habitants, ce n'est pas si mal pour un auteur répété d'avant-garde. Mais de message, point. Si les moutons d'Arrabal sont bien arrivés à fond de train sur des échasses, comme le promettrait le titre de la pièce, c'est pour mieux raporter au pays des merveilles sado-

mesochistes d'une Alice revue et corrigée par l'univers « panique » d'Arrabal, avec une mère forcément femme fatale, un père forcément pervers, une grand-mère forcément castratrice et désolée dans ses redoutables obsédations, des voisins forcément voyeurs et pressurisés... Bref, un monde où Alice vit les situations dans la démesure de ses dix ans, que les dégoûts et la mise en scène prussienne à non peroxysme.

Pas facile de s'installer entre la tragédie et la farce, l'amour et l'érotisme, le sacrilège et le sacré. Pas facile de gommer ses propres résistances face à une pièce où les auteurs s'échangent que des gestes. Au Mans, faute d'avoir été évertués, beaucoup n'ont pas su se laisser emporter et ont vécu cette soirée comme un ratage grand guignolesque. Mais à qui la faute ?

ALAIN MACHEFER.

\* Le spectacle est présenté le 4 octobre au Palais, à Paris, pour une soirée unique.

## A L'ODÉON

## Un déplorable échange

Il n'y a rien à retenir, rien à décrire, de la présentation de l'*Echange* de Paul Claudel à l'Odéon par l'Atelier théâtral de Louvain-la-Neuve. Le décor — des file tendues verticalement sur toute la scène — n'a pas de signification. Les costumes sont une copie grossière de l'idée la plus fruste qu'on puisse avoir des personnages. Et même lorsque sont engagées d'excellentes actrices, comme Fanny Delbrice et Sylvie Geary, il ne suffit pas de leur faire prendre le texte au pied de la lettre, bien à plat, et plantées comme des piquets.

Le metteur en scène, Armand Delcamp, devra choisir des œuvres plus élémentaires. Et il ne faudrait pas que l'Odéon, salle prestigieuse, prenne l'habitude d'offrir comme cela, à l'aveuglette, des spectacles si médiocres. — M.C.

\* Odéon, 20 h 30.

■ PRÉCISION. — Readant compte du remarquable spectacle présenté par Aurélien Recoing et ses camarades, la *Valée de l'ombre de la mort*, à l'Artistic-Athévains (Le Monde du 28 septembre), d'après Malcolm Lowry, nous avons omis de citer le nom de l'éditrice, Judith Gersham, et de l'éditeur, Thierry Delory ; oublis d'autant plus malheureux que l'article consacré à cette pièce disait à quel point l'adaptation et le décor sont originaux, subtils, beaux, en vérité exceptionnels.

■ Le thème du neuvième Festival de cinéma de Thonon-les-Bains (Haute-Savoie), qui a lieu du 2 au 10 octobre, est « l'imaginaire dans le cinéma français ». Un colloque est organisé à cette occasion par le Festival (Fédération internationale de la presse cinématographique).

■ Le peintre Hans Hartung a reçu à Venise le prix Oscar-Kokoschka pour sa contribution dans le domaine des beaux-arts.

■ Le grand prix du sixième Festival international du film d'art, qui a eu lieu du 20 au 24 septembre à la Vidéothèque de Paris, a été décerné à Jean Van Valde, réalisé par Jean-Michel Meurice pour Antenne 2.

JACQUES LONCHAMPT.



## VARIÉTÉS

## Enrico Macias à l'Olympia

Par un passage à l'Olympia et la parution d'un livre de souvenirs (*Non, je n'ai rien oublié*) écrit en collaboration avec le parolier Jacques Demary, Enrico Macias célèbre le vingtième anniversaire de l'entrée dans le monde de la chanson d'un jeune instituteur pied-noir, juste après son départ d'Algérie et son apparition à « Cinq colonnes à la une », où il chantait l'exil.

Depuis, Macias, en termes naïfs mais clairs, chante l'assimilation parmi les *Gens du Nord*, puis la tolérance, l'amour, l'amitié, le respect de l'autre, le soleil et la joie de vivre. Le cœur gros de grands sentiments, vibrant de sincérité, Enrico Macias a affirmé fortement sa place de chanteur populaire qui, à sa manière, s'engage dans l'événement. Troubadour de la paix, Macias chante *Un berger vient de tomber* en hommage au président Sadat qu'il avait rencontré. Chanteur de la réconciliation, il chante l'espoir et les fêtes ensoleillées des lendemains.

A l'Olympia, Macias se retrouve en compagnie de la formation de musique orientale de son père, Sylvain Chrenassia, avec le groupe folklorique Adama et la chorale des petits chanteurs d'Asnières. — C.F.

\* Olympia, 20 h 45.

\* *Non, je n'ai rien oublié*, éditions Robert Laffont.

## CINÉMA

## « DE LA VIE DES ESTIVANTS », de Nicolas Goubenko

## L'ennui de vivre

Exercice de style avant tout, art de contourner les censureurs, coup de bistouri dans l'abcès petit-bourgeois de cette société dite socialiste : on serait sévère à l'égard d'un film qui n'ose arborer franchement ses couleurs si, de ce flot volontaire, n'émergeait en fin de compte un témoignage sur l'Union soviétique aujourd'hui.

Au départ, une nouvelle d'Ivan Bouinine écrite en 1925 sur notre Riviera. L'histoire, en soi, soit dit en passant, n'est pas très loin, qui tournera quatre ans plus tard à propos de Nicos.

Nicolas Goubenko brosse les cartes, note son décor de brouillard, ou propre et ou figuré. Cette nouvelle bourgeoise, réfugiée dans une station balnéaire de Crimée, ne s'inscrit nulle part, semble n'appartenir à aucune époque. Elle traverse, sinon les siècles, les décennies et les régimes. Le trait, particulièrement mé-

chant pour certaines comédiennes ou tel fanfaron, devient nuancé avec un ci-devant, personnage à la Billie Burke qui exhale sa rêverie permanente, ou encore avec l'organisateur de spectacle, composition en or pour un comédien de talent (Roland Bykov).

Un couple de quadragénaires, deux solitudes qui se croisent, Alexei (le comédien lituanien R. Adomaitis) et Nadejda (Janna Boltova, épouse du metteur en scène), des éternes retenues, une attirance mutuelle jamais aboutie : ces vacances si brèves, uniques dans une vie, nous répète-t-on à plusieurs reprises, ne mènent nulle part, mais deviennent le révélateur du véritable caractère des êtres.

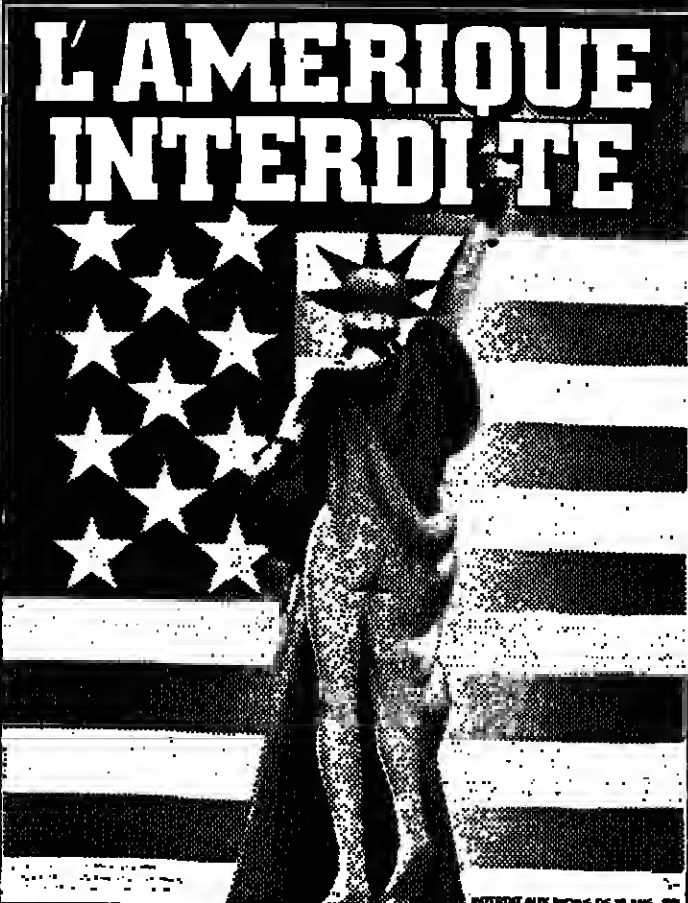
On n'oserait pas, on ne saurait pas faire un tel film en France, on en a perdu le secret à Hollywood. Il manque le coup de pouce de génie, le touche d'un John Stahl ou d'un Frank Borzage qui transcenderait dans la passion pure cette esquisse inquiétante.

LOUIS MARCORELLES.

\* Cosmos (6).

UGC BARRITZ - REX - RIO OPERA - MIRAMAR - UGC DANTON - MISTRAL MAGIC CONVENTION - PARAMOUNT MONTMARTRE - UGC GARE DE LYON CYRANO Versailles - CARREFOUR Pantin - ARTEL Créteil - ARTEL Port Nogent ALPHA Argenteuil - PARINOR Aubrey - BUXY Val d'Yverres - P.B. Cergy PARAMOUNT La Varenne - CLUB Les Mureaux - 9 DÉFENSE-4 TEMPS

AVERTISSEMENT : Le public est averti que la violence et l'érotisme de ce film peuvent choquer certains spectateurs même âgés de plus de 18 ans.



مكتبة الأمل



هكذا من الأصل







# CARNET

## Décès

M<sup>me</sup> Lucile Bascourret, M. et M<sup>me</sup> Pierre Simonin et leurs enfants Patrick, Xavier et Anne, M<sup>me</sup> Marie-Cécile Castel, M. et M<sup>me</sup> Claude Castel et leurs enfants, M. Bernard Castel, ont la tristesse de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Blanche BASCOURRET DE GUERARDI**, survenue le 30 septembre 1982 en son domicile. La cérémonie religieuse sera célébrée, le lundi 4 octobre 1982, en l'église Saint-Séverin à Paris, à 14 heures. Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Séminaire polonais de Paris, La mission catholique polonaise en France, La paroisse polonaise de Paris, Jean Grzesiek, son frère, Maryla Nowicka, sa sœur, Aneta Grzesiek, sa sœur, Ses neveux et nièces, Ainsi que tous les membres de la famille, font part du décès de

**M<sup>gr</sup> Viktor GRZESIEK**, prêtre d'honneur de la Maison de Sa Sainteté, vice-recteur du Séminaire polonais de Paris.

survenue le 30 septembre 1982, muni des sacrements de l'Eglise dans sa soixante-quatrième année et ayant célébré son jubilé de cinquante ans de sacerdoce, le 12 juin dernier.

La levée de corps aura lieu au Séminaire polonais, 5, rue des Irlandais, Paris-9, le mercredi 6 octobre 1982, à 13 h 30 précises, et sera suivie d'un service religieux célébré à l'église polonaise de Paris, 263 bis, rue Saint-Honoré, Paris-1<sup>er</sup>, à 14 heures. L'inhumation aura lieu au cimetière de Montmorency-Champaux, à 16 h 30, dans le caveau de la mission catholique polonaise. Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M<sup>me</sup> André Harlet de Harveng, son épouse, M<sup>me</sup> Catherine Harlet, sa fille, M. Louis Harlet, son père, M. et M<sup>me</sup> Albert de Harveng, ses beaux-parents, M. et M<sup>me</sup> Jean Harlet, Docteurs Daniel et Solange de Harveng, ses frères, beau-frère et belle-sœur, Isabelle de Harveng, sa filleule, Claudine, Laurent et Maryvonne Harlet, Fabienne de Harveng, ses neveux et nièces, Toute la famille, Le personnel du L.E.G.T. d'Aulnay-sous-Bois et du L.E.P. annexé, ont l'infinité tristesse de faire part du décès de

**M. André HARLET**, professeur du L.E.G.T. d'Aulnay-sous-Bois et du L.E.P. annexé, ancien élève de l'EN.S.E.T., chevalier de l'Ordre national du Mérite, officier des palmes académiques, médaille d'argent du Jeune et des Sports, survenue le 1<sup>er</sup> octobre 1982, à la suite d'une longue maladie, dans sa cinquante-quatrième année. Les obsèques auront lieu le jeudi 7 octobre 1982, à 14 heures, au cimetière de Montmorency-Champaux, à 16 h 30, dans le caveau de la mission catholique polonaise. Cet avis tient lieu de faire-part.

M<sup>me</sup> Louis Lebel, son épouse, M. et M<sup>me</sup> J.-C. Lebel et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> G. Rambaud et leurs enfants, Les familles Fribourg, Lattès et Cymbalier, ont la douleur de faire part du décès de

**M. Louis LEBEL**, ingénieur de l'Ecole centrale de Paris, colonel d'artillerie (C.R.T.), chevalier de la Légion d'honneur, survenue le 1<sup>er</sup> octobre 1982, à l'âge de soixante et un ans. L'inhumation aura lieu, le mardi 5 octobre, au cimetière de Montmorency-Champaux, à 16 h 30, dans le caveau de la mission catholique polonaise. Cet avis tient lieu de faire-part.

M<sup>me</sup> Emile LEZE, M. et M<sup>me</sup> André Chadeau et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Claude Leze et leur fils, M. Max Leze, Les familles Koniger, Karassik, Duques, Götterde, ont la grande douleur de faire part du décès de

**M. EMILE LEZE**, chevalier de la Légion d'honneur, survenue le 30 septembre 1982 dans sa soixante-cinquième année. Les obsèques auront lieu le lundi 4 octobre au cimetière de Bagneux-Parisien. Réunion à la porte principale à 9 h 30. Ni fleurs ni couronnes.

62, avenue Foch, 75116 Paris.

Impression, tirage, reproduction de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire : n° 57 437. ISSN : 0026 - 9360.

La direction, Les cadres, Les collaborateurs des laboratoires cinématographiques Vifler, ont la profonde douleur de faire part du décès de leur

**M. Emile LEZE**, chevalier de la Légion d'honneur, survenue le 1<sup>er</sup> octobre 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année, muni des sacrements de l'Eglise. Réunion à la porte principale à 9 h 30.

Ni fleurs ni couronnes. 20 bis, avenue Bourgain, 92130 Issy-les-Moulineaux.

M. et M<sup>me</sup> Guy Létard, M. et M<sup>me</sup> Michel Deubel, M. et M<sup>me</sup> Pierre Létard, Ses enfants, Ses dix-huit petits-enfants, ses quatre-vingt-neuf arrière-petits-enfants, et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Jules LIETARD**, née Angèle Renard, survenue le 1<sup>er</sup> octobre 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année, muni des sacrements de l'Eglise. Les obsèques seront célébrées le 4 octobre, à 15 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, où le corps sera déposé. Cet avis tient lieu de faire-part.

53, avenue Boquet, 75007 Paris. 14, rue Angélique-Variety, 92200 Neuilly-sur-Seine. 3, rue Saint-Martin, 54136 Bouxières-aux-Dames.

On nous prie d'annoncer le décès accidentel de

**M. Claude RIMONDI**, survenue le 25 septembre 1982. Les obsèques auront lieu le lundi 4 octobre 1982. Absence à 9 h 45, hôpital de la Salpêtrière, 22, rue Braunt, 75013 Paris. Inhumation à 11 heures cimetière de Colombes (nouveau), Rue de la Cerisier, 92 Colombes.

## Remerciements

La famille de **Albert SOBOUL**, profondément touchée des marques de sympathie et de soutien qu'elle a reçues, remercie avec émotion tous ceux qui se sont associés à sa peine.

## Anniversaires

La réunion annuelle à la mémoire de **Edmond FLEG**, **Robert GAMZON** (Castor), **Henri SCHILLI**, aura lieu au Q.G. des Eclaircieuses, Eclaircieuses françaises de France, 27, avenue de Ségur, Paris-7<sup>e</sup>, le jeudi 14 octobre 1982, à 19 heures.

Pour le cinquante anniversaire du retour à Paris de **André TURPIN**, une commémoration de pensée est demandée à tous ses amis.

Une messe sera célébrée le samedi 9 octobre, à 9 h 15, en l'église Saint-Jean-Baptiste de la Salle.

Le Monde

Service des Abonnements, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS - CEDEX 09 C.C.P. Paris 6287-93

ABONNEMENTS 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M. 273 F 442 F 611 F 780 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 533 F 962 F 1 391 F 1 820 F

ÉTRANGER (par mandat postal) 1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 313 F 522 F 731 F 940 F

IL - SUISSE, TUNISIE 386 F 647 F 949 F 1 230 F

Par voie aérienne Tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changement d'adresse définitif ou provisoire (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

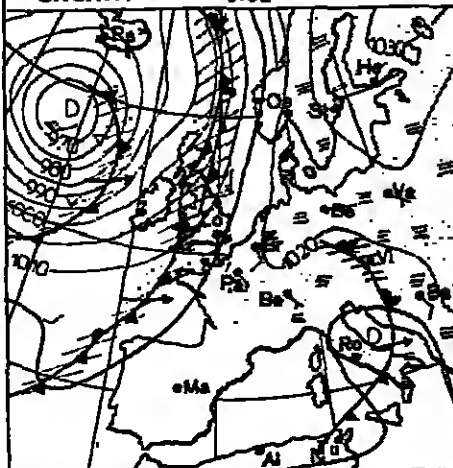
Édité par la S.A.R.L. le Monde. Gérant : André Laurent, directeur de la publication. Anciens directeurs : Hubert Bonville-Méry (1944-1980) Jacques Pauvert (1980-1982)

Impression, tirage, reproduction de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire : n° 57 437. ISSN : 0026 - 9360.

# INFORMATIONS « SERVICES »

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 2.10.82. A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le samedi 2 octobre à 0 heure et le dimanche 3 octobre à 24 heures : Le champ de pression étant insuffisamment élevé, les perturbations venant de l'Atlantique parviennent à pénétrer sur le pays.

Dimanche, une zone frontale avec un ciel très nuageux à couvert et des pluies discontinues s'étendra le matin de l'est du Bassin parisien et du nord-est à la Franche-Comté au Massif Central et aux Pyrénées. Elle s'évacuera lentement vers les Alpes et les régions méditerranéennes, où le vent s'orientera ensuite au nord.

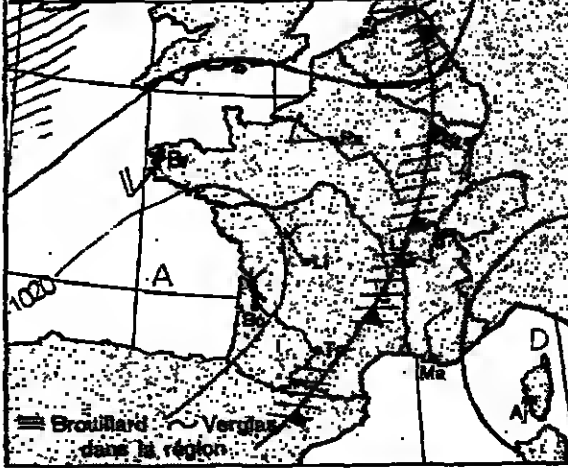
Ailleurs, le début de journée sera brumeux. Quelques averses se produiront sur les régions proches de la Manche. Puis les passages nuageux alternent avec les éclaircies, qui seront plus larges au sud de la Loire.

Dans l'après-midi, la couverture nuageuse deviendra à nouveau plus dense de la Bretagne à la Normandie. Elle devra s'accompagner de pluies et de vent modéré à assez fort de sud-ouest.

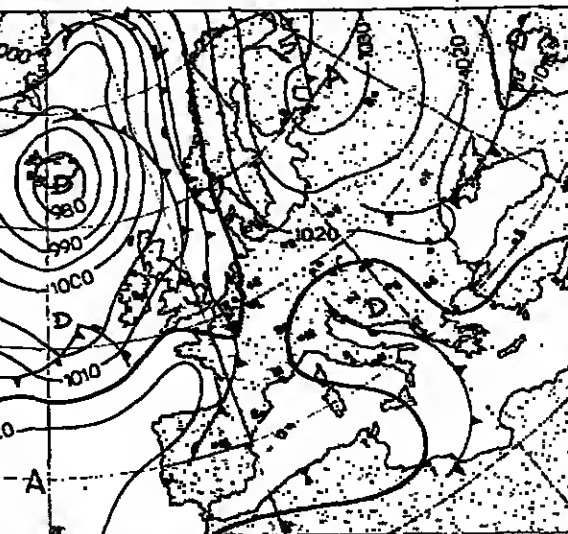
Les températures tant minimales que maximales seront généralement en légère baisse. La pression atmosphérique redra au niveau de la mer être à Paris, le 2 octobre, de 7 heures, de 1013,6 millibars, soit 759,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 1<sup>er</sup> octobre ; le second, le minimum de la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 octobre) : Ajaccio, 23 et 12 degrés ; Biarritz, 26 et 14 ; Bordeaux, 22 et 9 ; Bourges, 19 et 9 ; Brest, 18 et 13 ; Caen, 19 et 10 ; Cherbourg, 17 et 12 ;

PRÉVISIONS POUR LE 3.10. DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 3 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



Clermont-Ferrand, 18 et 7 ; Dijon, 16 et 9 ; Grenoble, 15 et 7 ; Lille, 17 et 8 ; Lyon, 16 et 9 ; Marseille-Marinade, 21 et 10 ; Nancy, 18 et 8 ; Nantes, 20 et 11 ; Nice-Côte d'Azur, 23 et 15 ; Paris-Le Bourget, 18 et 8 ; Pau, 25 et 10 ; Perpignan, 24 et 9 ; Rennes, 19 et 13 ; Strasbourg, 17 et 10 ; Tours, 19 et 8 ; Toulouse, 22 et 7 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 12 degrés ; Amsterdam, 18 et 9 ; Athènes, 28 et 19 ; Berlin, 21 et 10 ; Bonn, 17 et 7 ; Bruxelles, 14 et 8 ; Le Caire, 30 et 18 ; Les Canaries, 25 et 21 ; Coppenhague, 19 et 9 ; Dakar, 31 et 26 ; Djibouti, 28 et 21 ; Genève, 18 et 9 ; Jérusalem, 26 et 20 ; Lisbonne, 25 et 13 ; Londres, 18 et 15 ; Luxembourg, 19 et 10 ; Madrid, 23 et 8 ; Moscou, 12 et 6 ; Nairobi, 26 et 14 ; New-York, 26 et 16 ; Palma-de-Majorque, 26 et 11 ; Rome, 26 et 15 ; Stockholm, 14 et 10 ; Tenez, 33 et 22 ; Tunis, 29 et 19.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale)

## RÉTROMANIE

Souvenirs polaires de Paul-Emile Victor

Bien connu pour ses expéditions polaires, Paul-Emile Victor a décidé de se séparer de sa bibliothèque, de ses manuscrits, des précieux souvenirs qu'il a rassemblés depuis près d'un demi-siècle.

Livres sur l'Arctique et l'Antarctique, objets personnels du capitaine Scott de l'amiral Byrd, de Charcot et autres, boîtes de conserve, lunettes, savons à barbe, lumières, mais aussi gravures, dessins, photos. Plus de quatre cents lots qui seront dispersés au Nouveau Drouot le 5 octobre (à 11 h et à 14 h) et le 6 octobre (à 14 h 15) par M<sup>me</sup> Ader-Picard-Tejani, en présence de M. J.-E. Hurel, libraire spécialisé. La vente se poursuivra par la mise aux enchères de nombreux objets, ustensiles et œuvres d'art esquimo, avec d'étonnantes statuettes en ivoire et masques en bois peint qui devraient dépasser 60 000 F.

L'annonce de ces ventes a, semble-t-il, suscité un intérêt mondial. Les pôles sont en passe de devenir de nouveaux thèmes de collection.

Enfin, Paul-Emile Victor a chargé la Galerie de la Présidence (90 faubourg St-Honoré) de présenter, du 7 au 21 octobre, l'ensemble de ses dessins et croquis de voyage d'une grande qualité graphique ainsi que ce qu'il appelle ses « doublings », esquisses spontanées, à la façon de l'écriture automatique des surréalistes, fantastique bestiaire d'où il a tiré des œuvres magistrales, inspirées par ses itinéraires au bout du monde.

F. G.

● Au sommaire de la Cote des antiquités (n° 26) : A la Biennale des antiquaires. Les boîtes à sardines. Vrais et faux trous de vers. Toutes les notes, tendances, valeurs à suivre. Calendrier des ventes, foires et salons. Envoi d'un spécimen gratuit sur demande : la Cote des antiquités, 76450 Cany.

## BREF

### ANIMAUX

3 OCTOBRE : LA FÊTE. — La Confédération nationale des sociétés de protection des animaux annonce que le dimanche 3 octobre sera fêté saint François d'Assise, patron des animaux, et qu'à cette occasion des manifestations seront organisées en France et dans le monde. Les refuges de deux cent vingt-huit sociétés de protection confédérées, dans la France tout entière, seront ouverts.

\* 17, place Balbecour, 69292 Lyon Cedex 1. Tél. : (71) 837-83-21.

### PARIS EN VISITES

#### MARDI 5 OCTOBRE

• L'Opéra, 13 h 15, vestibule côté caisse, M<sup>me</sup> Brossard.

• Manufacture des Gobelins, 14 h 30, 42, avenue des Gobelins, M. Goussier.

• La Bibliothèque nationale, 15 h, hall d'entrée, M<sup>me</sup> Allaz.

• La cathédrale russe, 15 h 12, rue Durs, M<sup>me</sup> Hulet.

• Hôtel de Launay, 15 h 7, quai d'Anjou, M<sup>me</sup> Legrépou (Caisse nationale des monuments historiques).

• Enclos de Picpus, 15 h 35, rue de Picpus (Approche de l'Art).

• Salons de la bibliothèque de l'Armée, 15 h, entrée principale (Arts et curiosités de Paris).

• Hôtels et curiosités du Marais, 15 h, métro Saint-Paul, M<sup>me</sup> Montard (Connaissance d'art et d'ailleurs).

• Salons de l'Hôtel de Ville, 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, M. Juslet.

• La Seine, 14 h 30, devant le Théâtre du Châtelet (Paris au futur).

• La place des Vosges, 15 h, 6, place des Vosges (Paris et son histoire).

• Hôtels, églises, retables du Marais, 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

• Vieux Montmartre, étés d'artistes, 14 h 45, métro Abbesses (Tourisme culturel).

• Eglise et hôtels de l'île Saint-Louis, 14 h 30, 12, boulevard Henri-IV (Le vieux Paris).

### VIVRE A PARIS

#### INITIATION A L'ART DRAMATIQUE

— La direction régionale du temps libre d'Île-de-France signale qu'à partir du jeudi 7 octobre tous les mardis et jeudis, en soirée, les « Ateliers du Théâtre » reprennent leurs activités au Centre d'action sociale, 4, rue d'Annem dans le 20<sup>e</sup> arrondissement, métro Gambetta. Au programme : initiation ou perfectionnement à l'expression corporelle, à l'art dramatique, au mime, à la création de masques et de marionnettes, et réalisation de spectacles.

\* Renseignements complémentaires et inscriptions : sur place 4, rue d'Annem ou par téléphone au 797-89-19.

#### VIE QUOTIDIENNE

NOUVEAUX BUREAUX. — La Caisse d'allocation familiale de la région parisienne a ouvert de nouveaux bureaux à Arpajon (Essonne) depuis le 13 septembre.

Pour toutes questions relatives à leurs prestations, les allocataires résidant dans les localités de la nouvelle circonscription administrative doivent donc s'adresser à ces bureaux, où l'accueil est ouvert de 9 heures à 18 heures, du lundi au vendredi, et de 9 heures à 11 h 30 le samedi.

\* CAF de la région parisienne, unité de gestion de la nouvelle circonscription administrative, 1, avenue Aristide-Brunet, 91208 Arpajon Cedex. Tél. : 490-31-11.

#### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 2 octobre :

#### DES DÉCRETS

• Déclarant d'utilité publique la construction de l'autoroute A-64 dans la traversée des communes de Guiche et de Sames ;

• Déclarant le siège et le ressort des conseils de prud'hommes du Bas-Rhin et de la Moselle et fixant la date de l'élection des membres de ces conseils ;

• Fixant la composition des conseils de prud'hommes ;

• Fixant les modalités de rémunération des établissements et organismes habilités à ouvrir des comptes sur le livret d'épargne populaire.

D'autre part, le Bulletin officiel des décrets, médailles et récompenses du 2 octobre publie un arrêté accordant une récompense pour acte de courage et de dévouement : des décrets portant attribution de la croix du combattant volontaire de la guerre 1939-1945 et de la médaille de la défense nationale.

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 3289

#### HORIZONTALEMENT

I. Savon à base de mercure. Blanc combattant les peaux, rouges. — II. Mode de transport à trois vitesses. On ne peut toucher ce qu'elle nous permet de percevoir. — III. Surchauffe faisant fondre la matière. Joux un rôle prépondérant dans l'affaire du collier. — IV. Eau courante pour les lavandières du Portugal. Divinité. Pièce avec laquelle on est assuré de faire cent. — V. Radeau à qui l'on voudrait bien clouer le bec. On ouvre le bon et jette le mauvais. Personnel. — VI. Dant les carresses sont plus irritantes. Epithète courante aussi à un crack qu'à un tocard. — VII. Coule au pays du Porto. Outil de certains chasseurs. Possessif. Un Autrichien s'y rendit parce qu'il ne pouvait en sortir. — VIII. L'un peut créer des soucis, l'autre vous les faire oublier. Noix. Créatures célestes. — IX. Chaleur animale. Quand on l'a dans la peau, on ne peut la souffrir. — X. Tient un rôle inférieur dans le théâtre ambulancier. Dans la hiérarchie des valeurs, il est l'égal du cardinal. — XI. Enveloppé dans sa cosse, il végète. Démonstratif. Les observations qu'on lui adresse restent dans réplique. — XII. Comme qui fut concubinaire et contemporain d'Auguste Comte. Maria à l'abri des coups de vent, mais non des bouffées de chaleur. Préposition. — XIII. Chaud, elle a souvent un effet glacé. Pépina pour un dégustateur de poires. Argument de surenchère dans les tractations immobilières. — XIV. Possessif. Amère, pour le poète. Cas assez chinois pouvant rendre les gens bêteux. — XV. On a du plaisir à l'offrir, mais pas à le reprendre. Obéit avec souplesse aux exigences de son employeur.

VERTICALEMENT

1. Où les réjouissances du palais sont confiées par le menu. Complément désuet d'un agrément. — 2. Travailler carrément parfois pour la peau. Il était déjà voté quand naquit Casanova. — 3. Lieu purificateur. Circulait en Espagne. — 4. Endroit humide. Perse au Breton. — 5. Congé liturgique. Multiplicateur. Lancé par un auditoire content mais pas pleinement satisfait. Personnel. — 6. Bouffant, à la soupe populaire. Absorbant en frappant comme un sourd. — 7. Frappe avec une adresse

précise ou touche avec une adresse exacte. Appelle un règlement de compte. Drapeau en tête. — 8. refuse d'écouter ce qu'on veut lui mettre sur le dos. Initiales d'une peinture de l'âme russe. Note. Quitte Bachus pour Morphée. — 9. Note. Privilege n'appartenant qu'à Dieu. — 10. Epine dans le pied ou martel en tête. Participe passé. On l'a toujours à l'œil et parfois à titre onéreux. — 11. Le pactole des « toiliers ». Echelle s'élevant bien au-dessus du sol. Démonstratif. — 12. Imitations. Son apparition sème la terreur chez les rats. Personnel. — 13. Petit rapporteur. Adepte du ou intégral. — 14. A tendance à déserter son poste quand il est lâche. Artisan spécialisé dans les prises d'air. — 15. Démonstratif. Avait déjà tourné la page avant de devenir lectrice. Aussi piquant dans la conversation que dans la conservation. Vieux siège épiscopal.

Solution du problème n° 3288

Horizontalement

1. Gargantua. — II. Amour. Ans. — III. Rimes. Rio. — IV. Dean. Lire. — V. Nîmes. — VI. Racée. As. — VII. Il. Era. — VIII. Buées. Pou. — IX. R.S. (Richard Strauss). Peur. — X. Sus. Suée. — XI. Bus. Te.

Verticalement

1. Garde-robe. — 2. Amie. Ut. — 3. Romanciers. — 4. Guinilles. — 5. Ars. Messe. Su. — 6. Loc. Pus. — 7. Taris. Epée. — 8. Unir. Arrouci. — 9. Ascenseur

GUY BROUTY.

مكتبة الامم المتحدة



AFFAIRES

# La filière papier et le sort du groupe papetier La Chapelle-Darblay

Déjà vingt et un mois depuis le dépôt de bilan du groupe papetier de La Chapelle-Darblay. Et pour la quatrième fois le tribunal de commerce de Rouen a décidé le 29 septembre de prolonger le régime d'administration provisoire qui régit la liquidation de bilan. Ses motifs : la dette du groupe (1,102 milliard) n'a pas augmenté ; l'Etat par l'intermédiaire du CIDISE (comité interministériel pour le développement des investissements et le soutien de l'emploi) remplit son contrat en versant de quoi faire tourner les usines, soit chaque mois 10 millions de francs.

Pourtant, le dernier rapport consacré à l'avenir du groupe et réalisé par le cabinet Ten est prêt. Remis aux syndicats qui étaient à l'origine demandeurs, à la région de Haute-Normandie et à la délégation pour l'emploi, il devrait être aussi au ministère de l'Industrie pour peu que cette administration consente à signer le bon de commandes relatif à l'étude. Petite négligence administrative qui reflète peut-être l'embarras des pouvoirs publics devant ce dossier industriel encombrant.

## Du provisoire qui dure

A l'inverse de ce qui avait été envisagé jusqu'alors, les analystes du cabinet Ten qui se sont penchés sur les études préexistantes, pour faire en quelque sorte l'audit des audits, proposent le maintien d'une structure juridique unique pour les deux usines de Grand-Couronne et Saint-Etienne-du-Rouvray, lesquelles feraient toutes deux du papier journal, et seraient également toutes deux spécialisées sur d'autres « sortes ». Quant à l'emploi, il serait réduit de 282 unités sur les 2 019 salariés que comptait le groupe au 30 juin.

L'étude de fiabilité est sous-tendue par des objectifs de politique économique : l'accroissement de la production nationale de papier journal, la France ne couvrant à l'heure actuelle que 40 % de ses besoins (1), l'utilisation de ressources nationales de bois et de vieux papiers, le maintien de l'emploi dans une région où 400 postes de travail sont directement concernés par l'activité de la papeterie, et 2 000 autres au moins indirectement.

En avril 1981, les services du ministère de l'Industrie décidaient de faire étudier séparément le sort des deux usines normandes de la société Chapelle-Darblay qui avait été admise au règlement judiciaire en mars 1980. Selon leur schéma, l'unité de Grand-Couronne devait devenir indépendante, spécialisée dans le papier journal avec le concours technique et un peu financier du groupe suédois Sjora. Pourquoi Grand-Couronne alors que l'unité de Saint-Etienne était équipée d'une machine moderne pour fabriquer ce même type de papier ? Il y avait certainement beaucoup d'arguments techniques, d'ailleurs contestés par les syndicats, mais peut-être moins décisifs que celui-ci : à Grand-Couronne, ces syndicats étaient, paraît-il, plus gentils.

Le sort de Saint-Etienne n'était pas scellé : on confiait au groupe suédois Modu une étude qui prévoyait l'abandon du papier journal, puis une autre encore au groupe Béghin devant plaider pour son maintien et commandée, cette fois, par le cabinet contre l'avis des services. En

suggérant de poursuivre la production de papier journal dans les deux usines, les auteurs de la dernière étude proposent d'accroître les productions françaises de 100 000 tonnes en six ans. Une unité de désencrage pour l'utilisation des vieux papiers serait installée dans chacune des usines.

L'investissement requis est élevé : 750 millions de francs en trois ans. L'objectif produit d'ici à 5 ans à un coût de revient comparable à celui des concurrents européens, à la condition que soit conservé le système de protection du marché qui au travers de la Société professionnelle des papiers de presse revient à subventionner le papier journal.

C'est matière première, il s'agit de collecter d'ici à 30 mois, 100 000 tonnes de vieux papiers dans l'Ouest et le Bassin parisien, sur une ressource potentielle de 330 000 tonnes. Déjà un « homme-papier » financé par l'Agence nationale pour la récupération des déchets et la région a été en Haute-Normandie. Il s'agit aussi de mobiliser les bois de sapin disponibles en France. Située à proximité du port de Rouen, la Chapelle-Darblay importait les deux tiers de son bois d'U.R.S.S. (400 000 sur 600 000 stères). Le paiement en dollars fut une des causes du dépôt de bilan.

Les produits, outre le papier journal, seraient dans les deux usines diversifiés, pour justifier le maintien de l'emploi, et comprendraient les productions actuelles et d'autres nouvelles, comme le papier autocopiant (pour les lasses) comme le propose l'étude du groupe Béghin. Les retombées pour l'emploi régional de l'industrie du bois, collecte sélective des papiers, mais aussi fournisseurs et sous-traitants de l'industrie mécanique (2) comme de l'industrie chimique n'ont pas été toutes calculées dans le rapport. Ce sera aux décideurs et aux acteurs sociaux — le comité local pour l'emploi qui se réunit le 4 octobre par exemple — de donner suite. Mais dès aujourd'hui, la balle est dans le camp de M. Chevènement qui devra bien prendre une décision.

Or ce dossier joue de malchance. Déjà le gouvernement précédent ne savait trop quel avenir fixer à son industrie lourde, gourmande en capitaux et que le premier massif forestier d'Europe ne sait pas satisfaire. L'administration, qui avait poussé pour la solution suédoise à Grand-Couronne, a quelque peine à se déjuger. Pour elle, donc, il serait urgent d'attendre. Quant aux différents locataires du ministère de l'Industrie, ils n'ont pas eu depuis mai 1981 pour ce dossier une attention continue.

Conclusion aujourd'hui sur la Chapelle-Darblay revient en fait à avoir une vision claire sur l'avenir de la filière papier en France et sur celle-ci, l'importance du bois qui lui est lié. Gros morceaux que le pouvoir n'a pas encore eu le temps de digérer, tout occupé qu'il est par les industries de l'an 2000. Aussi les syndicats, mais aussi les parlementaires de la majorité, dans la région rouennaise craignent-ils que pour M. Chevènement il soit urgent d'attendre également.

Le jeu se complique quand on sait que M. Fahus est élu dans la circonscription qui englobe Grand-Couronne. Il est à la fois le mieux placé, en tant qu'élu pour plaider ce dossier, mais aussi le plus mal venu en tant que ministre du budget. En attendant une solution industrielle, pour le maintien de l'activité et surtout de la paix sociale, chaque semaine passe coûte au Trésor dix millions de francs qui ne sont en rien des investissements.

JACQUES GRALL.

(1) Selon le centre d'études des industries des papiers, cartons et celluloses, la production nationale de papier journal s'est élevée en 1981 à 267 000 tonnes, et les importations à 372 000 tonnes, la production nationale représente 42,5 % de la consommation approchée. Avec 100 000 tonnes de plus, on atteindrait dès lors 58,4 % sur la base de 1981.

(2) Par exemple la société Julia, filiale des Grands travaux de Marseille, qui vient de déposer son bilan.

ÉTRANGER

# L'année budgétaire a commencé sans budget

De notre correspondant

Washington. — L'année budgétaire a commencé aux États-Unis le vendredi 1<sup>er</sup> octobre sans qu'un budget ait été voté. Le Congrès n'a même pas réussi à adopter à temps une loi provisoire (« continuing resolution ») pour permettre au gouvernement de continuer à fonctionner pendant quelques semaines.

Théoriquement, les agences fédérales devraient donc suspendre leur activité. Les fonctionnaires ont quand même été invités à se rendre normalement à leurs bureaux, car la Chambre des représentants et le Sénat se sont mis d'accord, in extremis, sur une résolution qui n'a été votée vendredi et signée aussitôt par M. Reagan.

Ce retard n'est pas exceptionnel. Le Congrès a pris l'habitude des lois provisoires. Celle d'octobre 1981 s'étant heurtée à un veto présidentiel, le gouvernement fédéral avait symboliquement fermé ses portes pendant vingt-quatre heures.

Le budget américain fait d'ailleurs parler de lui douze mois par an. Les votes pour 1982 sont à peine conclus que la Maison Blanche et le Congrès débattent déjà de 1983. La procédure est d'une telle longueur et d'une telle complexité que les élus eux-mêmes finissent par s'embrouiller.

Cette procédure dure, en effet, dix-huit mois, et même davantage si l'on tient compte des retards. Il n'existe pas, comme en France, de limite légale : si le Congrès n'a pas fini son travail à temps — et c'est souvent le cas — l'État fédéral peut vivre sur des reconductions de crédit (« continuing resolutions »).

On assiste à un va-et-vient incessant au Capitole. Ce qui, dans d'autres pays, ne se discute qu'au sein du gouvernement est ici un débat entre les commissions et sous-commissions du Congrès. Un Congrès tout-puissant, en mesure de récrire complètement le projet de budget que lui a soumis la Maison Blanche.

Voici comment est voté la loi de finances pour l'année budgétaire 1983, qui commence le 1<sup>er</sup> octobre.

## 1) LES PROPOSITIONS DU PRÉSIDENT

■ Mars 1981 : les conseillers économiques de la Maison Blanche font une étude prospective des années à venir.

■ Avril : sur les bases de cette étude, le bureau de la gestion et du budget (O.M.B.) communique les directives et les priorités aux départements gouvernementaux.

■ Juillet-août : chaque secteur définit ses requêtes.

■ Octobre : l'O.M.B. soumet au président ses propres conclusions, accompagnées d'une nouvelle étude des conseillers économiques.

■ Janvier 1982 : le président présente son projet au Congrès neuf mois avant l'ouverture de l'année budgétaire.

## 2) DÉBATS ET VOTES AU CONGRÈS

■ Février : les responsables gouvernementaux sont entendus par les commissions de la Chambre des représentants et du Sénat.

■ 15 mars : après des votes indicatifs, chaque commission envoie ses estimations aux commissions budgétaires des deux Chambres.

■ 1<sup>er</sup> avril : l'Office budgétaire du Congrès publie un rapport préliminaire.

■ 15 mai : la Chambre et le Sénat adoptent ensemble une première « résolution commune » qui fixe notamment le montant total des recettes et des dépenses pour 1983. Ce n'est pas une loi, mais une règle du jeu pour les votes à venir.

■ 1<sup>er</sup> juin : l'O.M.B. envoie au Congrès un projet présidentiel révisé.

■ Juin-juillet-août : les Chambres adoptent des lois partielles en séances plénières.

■ 15 septembre : une seconde « résolution » est votée par l'ensemble du Congrès. Elle fixe des plafonds de dépenses pour chaque secteur (défense, santé, etc.) qui ne pourront pas être dépassés.

■ 25 septembre : on adopte le texte final (« budget reconciliation act »), après avoir harmonisé la seconde résolution et les lois votées.

## Pressions et influences

La procédure ainsi décrite n'est en vigueur que depuis huit ans. Avant l'acte budgétaire (« budget act ») de 1974, le Congrès n'adoptait pas un seul texte, mais une série de lois non coordonnées entre elles. Chaque commission faisait son travail, sans trop s'occuper de la voi-

sine. Celles qui votaient les impôts ignoraient les dépenses votées.

La réforme de 1974 n'a pas supprimé la fragmentation de la procédure budgétaire puisque chaque commission présente des propositions de loi. Mais il existe un projet cohérent. Le Congrès est désormais davantage responsable, il a été doté d'un solide bureau d'études (« Congressional budget office ») dont les prévisions — toujours différentes de celles de la Maison Blanche — font autorité dans la presse et dans les milieux financiers.

La Chambre et le Sénat disposent maintenant de deux maîtres d'œuvre. Les commissions budgétaires qui coordonnent les travaux. Mais elles ne se contentent pas de coordonner : leur influence grandissante provoque les protestations d'autres commissions. Hier toutes-puissantes, comme celles des finances.

Commissions et sous-commissions sont soumises à des influences considérables. Les groupes de pression — les lobbies — défilent à leurs auditions des avocats très compétents. Les « hommes du président » eux-mêmes sont très présents dans les couloirs du Capitole. Lors de débats cruciaux, les élus hésitants reçoivent des appels téléphoniques de la Maison Blanche ou sont invités dans le bureau ovale du président. Ils en profitent pour monnayer leur vote contre des avantages pour leur circonscription.

Dans ce jeu de pressions, M. Reagan s'est affirmé comme un maître. Il ne lui suffisait pas, en effet, de disposer d'une majorité républicaine au Sénat. D'abord parce que c'est la Chambre des représentants, dominée par les démocrates, qui a l'initiative des lois fiscales, mais, surtout, parce que l'appartenance à un parti ne détermine pas le choix des congressistes. Chaque élu vote selon sa conscience, sa tendance ou ses espoirs et subit plus ou moins l'influence de quelques grands présidents de commissions qui font autorité.

ROBERT SOLÉ.

■ La Chambre des représentants a rejeté, vendredi 1<sup>er</sup> octobre, un projet d'amendement constitutionnel défendu par M. Reagan afin d'équilibrer le budget fédéral. Deux cent trente-six représentants ont voté en faveur de ce texte contre cent quatre-vingt-sept qui l'ont rejeté.

## EN GRANDE-BRETAGNE

# L'augmentation des salaires dans la fonction publique ne devra pas dépasser 3,5 % en 1983

Londres. — Le gouvernement britannique a fixé à 3,5 % la limite d'augmentation de salaires dans la fonction publique pour 1983. L'annonce, faite le vendredi 1<sup>er</sup> octobre, a provoqué la réaction hostile des syndicats qui y voient « une provocation au chaos ».

Officiellement, cette limite s'applique uniquement aux salariés employés directement par l'Etat, c'est-à-dire aux fonctionnaires de l'administration centrale, aux militaires et aux enseignants de l'université. Il s'agit en outre d'un objectif général pour la croissance de l'enveloppe globale des salaires qui ne préjuge pas des augmentations individuelles si des gains de productivité sont obtenus ou des emplois supprimés.

Toutefois, le pourcentage maximum décidé par le gouvernement sert de référence dans les autres branches de l'administration, les entreprises nationalisées et même le secteur privé. Le chancelier de l'Échiquier, qui aurait été partisan de l'« option zéro », a souhaité que les accords salariaux, l'année prochaine, prévoient des augmentations inférieures encore à celles de cette année. Les syndicats s'élèvent contre ce choix qui ne peut conduire, selon eux, qu'à une nouvelle diminution du pouvoir d'achat déjà en recul de deux points en 1981.

L'objectif d'augmentation des salaires dans la fonction publique avait été fixé pour 1982 à 4 %, alors qu'il y a un an l'inflation s'élevait à 11,5 %. Le gouvernement considère donc que son offre pour 1983 est « plus généreuse », puisqu'il s'agit de moins de 7 % de hausse des prix. En fait, les accords salariaux conclus en 1982 ont amené des hausses de salaires moyennes de 6 % dans l'administration, de 7,2 % dans l'industrie privée et de 8,5 % dans le secteur nationalisé.

DANIEL VERNET.

## AU COURS D'UN VOYAGE DE DIX JOURS

# M. Michel Rocard a exhorté les industriels américains à investir en France

De notre correspondant

Washington. — Expliquer la politique sociale et encourager les industriels américains à investir en France : tels étaient les deux objectifs du voyage que M. Michel Rocard a fait aux États-Unis du 22 septembre au 1<sup>er</sup> octobre.

Le ministre s'est d'abord rendu à Washington pour rencontrer plusieurs personnalités, dont M. Volcker, président de la Réserve fédérale, M. Regan, secrétaire au Trésor et M. de Larosière, directeur du F.M.I. Puis il est allé à Los Angeles, Chicago, Midland (Michigan), Boston, Wilmington (Delaware) et New-York, pour tenir partout le même discours, adapté à chacun de ses interlocuteurs.

Un discours qui ne peut résumer ainsi : la France est un « bon pays » la meilleure porte d'entrée en Europe. Elle s'est donnée une politique industrielle solide, une gestion budgétaire ferme. Elle a créé les conditions d'un dialogue social, gage d'une plus forte compétitivité. Les investissements américains y sont les bienvenus. A condition d'être créateurs d'emplois, de favoriser les technologies nouvelles et d'avoir un effet positif sur la balance des paiements français.

Ce n'était pas la première fois que les industriels américains entendaient un tel langage. Juste avant le ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, son collègue de l'Industrie et de la recherche, M. Chevènement, était venu défendre des arguments semblables. Mais M. Rocard s'exprimait en tant que responsable de la DATAR, représenté aux États-Unis comme dans sept autres pays par des bureaux — et en tant que « ministre de l'avenir », chargé des perspectives à long

terme. « Où va la France ? », lui demandaient des interlocuteurs inquiets, comme M. Reston, président de Citibank. Le ministre a répondu que, après vingt-cinq ans de gestion conservatrice, la France se trouvait devant de fortes demandes sociales qu'il fallait honorer, mais que les innovations sociales supposaient une compétitivité accrue.

M. Rocard ne s'est pas contenté de débattre des mérites du socialisme français. Il a visité des entreprises qui sont déjà présentes en France, comme Motorola (composants électroniques), et d'autres qui aimeraient s'y installer, comme Computervision (matériels de haute technologie). Il s'est entretenu avec quelques grands responsables industriels, comme les dirigeants de Dow Chemical et de Scovill. Et il a même passé une journée chez Du Pont de Nemours pour se faire expliquer le fonctionnement d'une société géante qui planifie sa recherche.

Des invitations à visiter la France ont été lancées, des dossiers d'investissements débloqués. Mais ce n'est pas le genre de voyage qui donne des résultats immédiats. M. Rocard s'est dit, en tout cas, « très satisfait » de ce séjour qui a « clarifié plusieurs points ».

R.S.

■ Rapprochement anglo-américain dans le verre. — Pilkington Brothers, la société britannique, premier producteur mondial de verre plat, vient d'accepter de prendre une participation de 30 % dans Libbey-Owens-Ford (LOF), second producteur américain de verre. La transaction porte sur 108,2 millions de dollars.

## AU SALON DE L'AUTOMOBILE

# « Nous ne ferons pas de protectionnisme » déclare M. Mitterrand

Le président de la République a visité le soixante-neuvième Salon de l'automobile, qui se tient porte de Versailles, à Paris, ce vendredi 1<sup>er</sup> octobre. Après s'être attardé surtout dans les stands des constructeurs de voitures mais aussi de motos françaises, il a été passé rapidement devant les marques d'origine étrangère. M. Mitterrand a déclaré que « l'industrie automobile française s'était placée d'elle-même en mesure d'affronter le marché international en situation de compétition victorieuse ».

« Il n'y a pas de raison de se laisser entrainer, dominer par la concurrence étrangère qui a su mieux commercialiser, mais qui n'a pas de supériorité scientifique et technique », a poursuivi M. Mitterrand. Le président de l'Etat a encore indiqué qu'il veillerait à ce que les structures industrielles des entreprises privées soient compétitives, mais, a-t-il dit, « sans faire de protectionnisme ».

■ Darty lance une chaîne de magasins de sport. — Darty, numéro un de la distribution d'appareils électro-ménagers, vient d'ouvrir un second magasin de matériel sportif à l'enseigne de Sparo, dans la région parisienne. Le premier magasin, ouvert en mai 1981 à Bondy, a réalisé « dans sa première année » un chiffre d'affaires de 15 millions de francs, chiffre qui atteindra 20 millions pour l'année en cours. Sparo, qui compte réaliser un chiffre d'affaires de 60 millions de francs en 1983, ouvrira deux autres surfaces de vente en région parisienne dès l'année prochaine. Le marché des articles de sport en France, estimé à 15 milliards de francs en 1982, connaît actuellement une forte croissance.

## CIRCULATION

# Après la tragédie de l'autoroute A 6 (53 morts près de Beaune)

# La commission d'enquête recommande une révision profonde de la réglementation sur les poids lourds et les autocars

Le rapport officiel de la commission d'enquête sur l'accident survenu le 31 juillet dernier sur l'autoroute A-6, près de Beaune (Côte-d'Or), et qui a provoqué la mort de cinquante-trois personnes, dont quarante-six enfants, ne retient pas de cause unique, mais souligne l'insuffisance de la réglementation, les différents véhicules impliqués : trois autocars et sept automobiles. La commission d'enquête présente soixante-six propositions visant à renforcer la sécurité sur les autoroutes.

Requis vendredi 1<sup>er</sup> octobre à M. Charles Fiterman, ministre des transports, ce rapport affirme qu'aucune preuve ne peut être apportée que tel ou tel des facteurs d'explication retenus par les enquêteurs (chaussée mouillée, vitesse, fatigue des conducteurs) « a eu un effet plus déterminant que d'autres dans l'enchaînement des événements ». Selon M. René Vaquier (1), président de la commission d'enquête, il s'agit en effet « d'une collision en chaîne, d'un type assez fréquent sur les autoroutes, transformée par la conjonction d'une série de circonstances en une catastrophe d'une ampleur exceptionnelle ». Enfin, la commission estime qu'il appartient aux tribunaux de déterminer « les responsabilités individuelles qui pourront être mises en cause ».

## Un appel à la S.N.C.F.

En conclusion, la commission propose plus de soixante mesures pour améliorer la sécurité routière, notamment sur les autoroutes et surtout en ce qui concerne les trans-

ports de voyageurs. La limitation de la vitesse maximum des autocars par un dispositif inévitable, la fixation de normes de tenue au feu des matériaux constituant les véhicules et l'organisation des départs de groupes d'enfants hors des jours de pointe, figurent parmi ces mesures. Les experts recommandent également :

- La mise en place d'un règlement de conduite sur autoroute comportant des règles spécifiques ;
- L'assimilation aux poids lourds (en ce qui concerne les vitesses autorisées) des caravanes, des véhicules de plus de 3,5 tonnes et des ensembles dont la longueur excède 7 mètres ;
- La révision des conditions dans lesquelles sont effectuées les visites techniques des véhicules lourds et le renforcement de leur contrôle, notamment pour les véhicules anciens ;
- Le réexamen des conditions générales de délivrance des permis et la révision des tests accompagnant les épreuves du permis de conduire ;
- L'accroissement sensible des moyens de contrôle en personnel et en matériel ;
- La mise au point par la S.N.C.F. d'un dispositif efficace ayant pour objet l'amélioration des transports de groupes d'enfants à longue distance, à partir de la région parisienne et des grandes villes ;
- L'obligation d'un contrat définissant les responsabilités spécifiques du transporteur.

(1) M. René Vaquier est conseiller maître à la Cour des comptes et président du conseil supérieur des transports.

محکمات الأصل



## SOCIAL

### Une certaine effervescence

Une nouvelle effervescence sociale — assez limitée, il est vrai — est observée dans les secteurs privé et public. La grève déclenchée vendredi 1<sup>er</sup> octobre par les cheminots C.G.T., C.F.D.T. et F.O. de la région Ouest a été largement suivie, affectant le réseau omnibus qui a été presque totalement paralysé.

Dans les arsenaux, des arrêts de travail ont été observés : mille cinq cents personnes ont manifesté vendredi à Brest, à l'appel de la C.G.T., pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur la situation de la réparation navale. Des arrêts de travail ont aussi été suivis par 53 % à 90 % des salariés dans les diverses usines de la SNIAS.

A.E.D.F.-G.D.F., les syndicats ont demandé d'organiser une nouvelle journée d'action le 6 octobre, sans incidence sur la distribution d'énergie, pour obtenir une anticipation des augmentations de salaires.

Chez Fiat, à Trépoles, une grève spontanée d'une centaine d'ouvriers, mis en chômage technique, a paralysé cette usine vendredi (mille trois cents cinquante personnes). Selon le C.N.P.F., le nombre de grèves a régulièrement diminué, s'accompagnant d'une recrudescence d'actions illégales, de 1975 à 1981, mais le patronat fait état d'une reprise des mouvements en 1982.

### Grève puis chômage technique chez Citroën à Levallois

Après une nouvelle grève et la mise en chômage technique des O.S. de l'usine Citroën de Levallois (le Monde du 1<sup>er</sup> octobre), M. Jean-Claude Renaud, secrétaire de l'Union des syndicats de travailleurs de la métallurgie C.G.T., et M. Grégoire Lasserre, secrétaire de l'Union départementale C.G.T. des Hauts-de-Seine, ont rejeté vendredi la responsabilité de « cette situation » sur la direction. Selon ces dirigeants cégétistes, des incidents avaient éclaté sur les chaînes lorsque les O.S. se sont aperçus que leur feuille de paie cumulait des retenues de salaires prévues pour septembre et octobre.

Il s'agit notamment de retenues pour fait de grève (de 100 F à 200 F selon les catégories professionnelles), mais aussi de retenues résultant de l'application du système des six minutes non payées permettant de décaler quatre jours de congé par an ; de la diminution de la prime de rentrée qui passe de 450 F à 400 F et de la prime de vacances (350 F) réglée en totalité aux non-grévistes, mais amputée de 50 F pour ceux qui avaient fait la grève précédemment.

Toujours selon la C.G.T., la direction aurait avancé du 30 au 29 octobre la remise de ces feuilles de paie pour que le mécontentement des O.S. éclate le jour de l'ouverture du Salon de l'Automobile.

### Les manifestations des professions libérales

Un certain nombre de manifestations se sont poursuivies en province le 1<sup>er</sup> octobre à l'appel de l'Union nationale des professions libérales (U.N.A.P.L.) et du Centre national des professions de santé (C.N.P.S.).

En particulier à Marseille, environ cinq mille membres des professions libérales des Bouches-du-Rhône et du Var ont manifesté dans le calme avant d'être reçus à la mairie par M. Delferre, A. Montpellier, entouré d'un millier de manifestants, ont défilé dans le centre de la ville avant d'être reçus à la préfecture, puis au conseil régional.

Dans la région Midi-Pyrénées, la grève a été très suivie, vendredi, par 80 % à 100 % des médecins et pharmaciens, observe notre correspondant à Toulouse, à Caen, près de mille manifestants, selon notre correspondant, se sont rassemblés, vendredi, en provenance du Calvados, de la Manche et de l'Orne.

Organisée quinze jours après les incidents qui ont troublé la visite de M. Ralite à Caen, le 17 septembre, cette manifestation s'est déroulée dans le calme, les organisateurs pressant même la préfecture d'éviter les barrages de la préfecture où s'était déployé un important service d'ordre. Il est vrai aussi que la décision

prise mercredi 29 septembre par le commissaire de la République de Basse-Normandie de renvoyer à huit jours, après que le tribunal administratif eut rejeté une demande de sursis à exécution, la suspension de permis de conduire de trois ambulanciers privés sanctionnés après la venue de M. Ralite (le Monde du jeudi 23 septembre) avait quelque peu désemorcé la colère des professions de santé de Basse-Normandie, qui n'ont pas moins exprimé leur profond mécontentement.

A Paris, une délégation des professions libérales, conduite par le docteur Jacques Beaupère, président de la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) et de l'Union nationale des associations de professions libérales (U.N.A.P.L.), a été reçue le 1<sup>er</sup> octobre à l'Élysée.

A l'issue de cet entretien de plus d'une heure avec M. Yannick Moreau et M. Jacques Riba, conseillers techniques à l'Élysée, le docteur Beaupère a indiqué que les « conditions de sortie du blocage et le bilan économique général des professions libérales, c'est-à-dire les recettes, les charges, les cotisations et les prélèvements » avaient notamment été évoqués.

### Mille salariés de Rouen demandent à M. Mitterrand de « faire respecter les choix du 10 mai »

Mille travailleurs et travailleuses de la région rouennaise, ouvriers et employés des papeteries de La Chapelle-Darblay, de Renault-Cleon, de la S.N.C.F., des P.T.T., militants syndicaux ou politiques, viennent d'adresser une lettre ouverte à M. Mitterrand et aux députés du P.S. et du P.C.F. (1). Les mesures prises depuis le mois de juin par le gouvernement, affirment-ils, ont été prévues pour les mois à venir, mais ne semblent pas venir à bout de la crise. Baisser le pouvoir d'achat, prévoir des restrictions sur les prestations de la Sécurité sociale, augmenter la cotisation chômage des salariés, tout cela va encore aggraver nos conditions de vie et de travail. Au même moment, les patrons continuent à licencier ou à fermer un grand nombre d'entreprises.

Ces mesures d'austérité, poursuit la lettre, ne s'attaquent pas aux vrais responsables de la crise, les capitalistes, qui, eux, gardent leurs profits. Agir ainsi ne peut qu'écarter les travailleurs et encourager les patrons à demander encore plus. Ces mesures, nous les refusons.

(1) Les personnes intéressées par cet appel peuvent s'adresser à M. Gérard Quilleaud, BP. 41, 76301 Sotteville-lès-Rouen Cedex.

## URBANISME

### LA PRÉPARATION DE L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1989

### Un groupe d'architectes et de plasticiens français et étrangers conseille M. Robert Bordaz

Tandis que le Bureau International des expositions doit confirmer, en novembre, l'accord de principe donné en juin pour une exposition universelle à Paris en 1989, une équipe de consultants travaille autour de M. Robert Bordaz, président de l'Union centrale des arts décoratifs, chargé de préparer l'événement.

Pour le dossier appuyant la candidature de la France, des esquisses avaient été demandées, au printemps dernier, à MM. Renzo Piano, architecte italien, coauteur du Centre Pompidou, qui construit actuellement le musée de Houston (Texas), Antoine Grumbach, Claude Vasconi et Jean Nouvel. Seul des deux premiers font partie de l'actuelle commission, récemment baptisée Atelier d'urbanisme, qui comprend aussi le Milanais Vittorio Gregotti (l'Institut français d'architecture avait présenté ses travaux l'hiver dernier). M. Pontus Hultén, directeur du Musée d'art contemporain de Los Angeles, après avoir été jusqu'en 1981 le responsable du Musée d'art moderne à Beaubourg, le peintre Martial Rayssac et l'architecte Ionel Schein.

Trois Français, trois étrangers : quatre architectes et deux plasticiens, souligne M. Bordaz, dans ce groupe qui doit le « conseiller sur les grandes orientations d'aménagement et les principes de fonctionne-

ment de l'Exposition universelle ». Un groupe plus large de personnalités françaises et internationales sera invité à des confrontations critiques.

Par la suite — et dès l'an prochain — des concours devraient être lancés pour des réalisations spécifiques, qui ne devront pas, en principe, être assurées par ces conseillers de la première heure. Un débat d'idées, plus large, sera organisé parmi les enfants des écoles et les étudiants en architecture.

L'équipe administrative, qui prendra par la suite la forme d'un établissement public, se met par ailleurs en place : M. Jean-Pierre Weiss (X-Ponts), directeur des équipements à l'Assistance publique, où il a développé la pratique des concours d'architecture, devrait prochainement prendre la responsabilité de la réalisation de l'« expo ».

Sur le fond, les études ne sont pas encore très avancées, et des choix devraient être proposés au gouvernement d'ici à la fin de l'année, tandis que les négociations sont en cours pour la libération des terrains : le Port autonome de Paris se fait tirer l'oreille pour démanteler les installations importantes qui existent au pied du front de Seine (15<sup>e</sup>) et près du pont de Tolbiac (13<sup>e</sup>). Le ministère de la Défense aurait accepté de

quitter partiellement le boulevard Victor (15<sup>e</sup>), à condition d'y revenir pour y construire des bureaux, à la place du bassin de carénage, qui doit être déménagé au Vaudreuil, la ville nouvelle de l'Eure. Quant à la S.N.C.F., dans le cours de la discussion périodique de sa convention avec l'Etat, elle est invitée à céder une emprise importante entre le pont de Tolbiac et le pont de Bercy, occupée par une gare de marchandises et des transporteurs.

#### Une « pièce urbaine »

C'est à cette condition que pourra être évitée la construction d'une dalle au-dessus de ces terrains, comme il avait été envisagé à l'origine. « Nous ne voulons pas couler trop de béton ni construire des dalles gigantesques », affirme M. Robert Bordaz, irrité par les critiques formulées récemment dans nos colonnes par un architecte, M. Philippe Panerai (le Monde du 21 septembre). Même si la S.N.C.F. accepte de démanteler hors de la capitale, il faudra laisser circuler les trains de grandes lignes de la gare d'Austerlitz et relier le nouveau quartier au reste du reizième arrondissement. Par des passerelles ? Ou par « une dalle, la plus petite possible », selon la formule de M. Bordaz ?

Un véritable quartier nouveau est projeté dans ce secteur. Selon les premières esquisses d'Antoine Grumbach, ce quartier d'habitation composerait une « pièce urbaine » de 800 mètres de côté, comprenant une place elliptique, la « place des libertés » (qui pourrait rester le souvenir symbolique de l'« expo »), et serait relié à la rive droite par le pont de Tolbiac élargi et peut-être même occupé par des bâtiments à la manière du pont Vecchio de Florence ou des anciens ponts de Paris. L'arrivée, dans le groupe de consultants, de M. Lionel Schein, auteur de plusieurs études sur ce sujet, et la présence de Vittorio Gregotti, dont on connaît le goût pour les édifices lancés à la conquête du territoire (il construisit en Calabre une université « kilométrique » qui enjambe la vallée comme un viaduc) sont une conjonction qui donne du poids à ces fantasmes.

A l'ouest, les prouesses technologiques seraient temporaires : M. Renzo Piano a conçu des quais flottants qui couvriraient la Seine entre l'île des Cygnes et la rive gauche pour offrir un terrain artificiel aux pavillons et permettre un cheminement jusqu'à la tour Eiffel, l'été toulénaire.

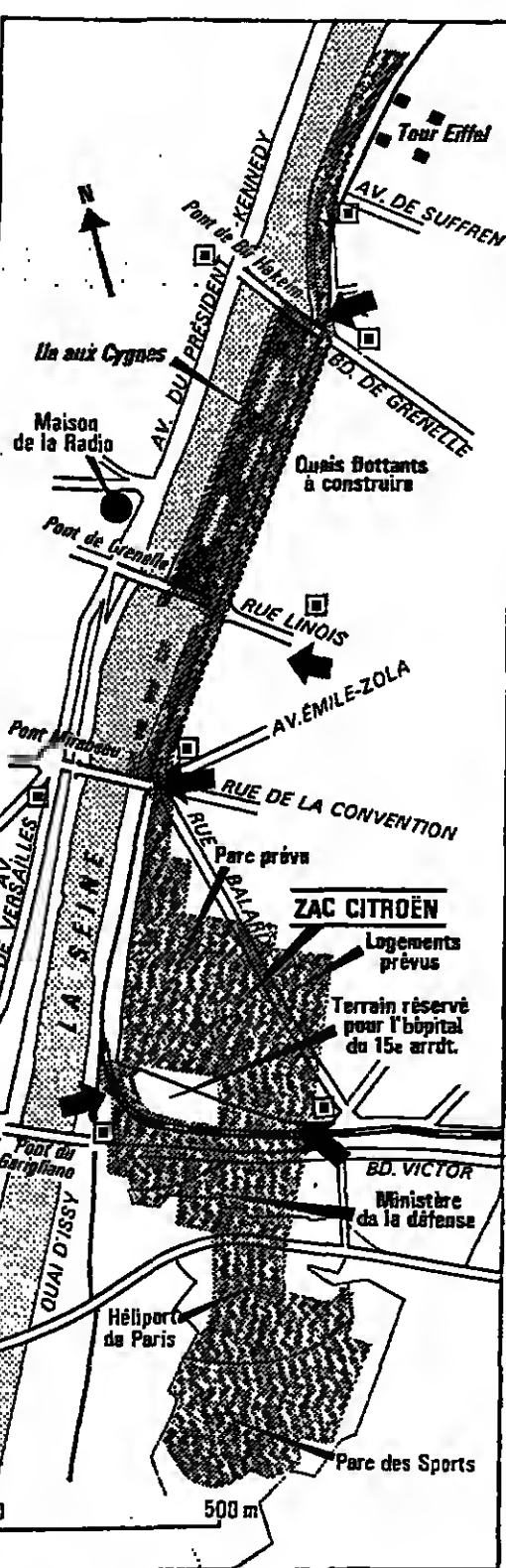
La municipalité accepte de bon cœur les cadeaux en nature que le gouvernement — par ailleurs si malicieux à son égard — offre à Paris : l'Opéra, le grand Louvre, le nouveau ministère des finances, l'« expo ». Elle espère en profiter pour accélérer des projets anciens, non financés (comme le nouveau pont entre les gares de Lyon et d'Austerlitz), se réjouit de voir libérer des terrains (les ports sabliers sur les berges, les gares de marchandises, le « verrou » du ministère de la Défense, boulevard Victor), qu'elle désespérait d'obtenir par ailleurs.

Mais elle tient à réaliser malgré tout ses propres ambitions et ne veut pas se désintéresser de ses propriétés (terrains Citroën, entrepôts de Bercy) après les avoir priés. Des divergences de vues existent ainsi sur l'aménagement du secteur ouest, où la Ville entend construire les logements prévus, qu'elle se propose de livrer sans conditions l'ensemble du domaine Citroën aux aménageurs de la fête de 1989.

Entre l'urgence d'un calendrier impératif et l'harmonie nécessaire de l'aménagement de Paris à long terme, une course de vitesse est engagée. Des joutes aiguës sont à prévoir.

MICHELLE CHAMPENOIS.

### SITE OUEST : PAVILLONS NATIONAUX

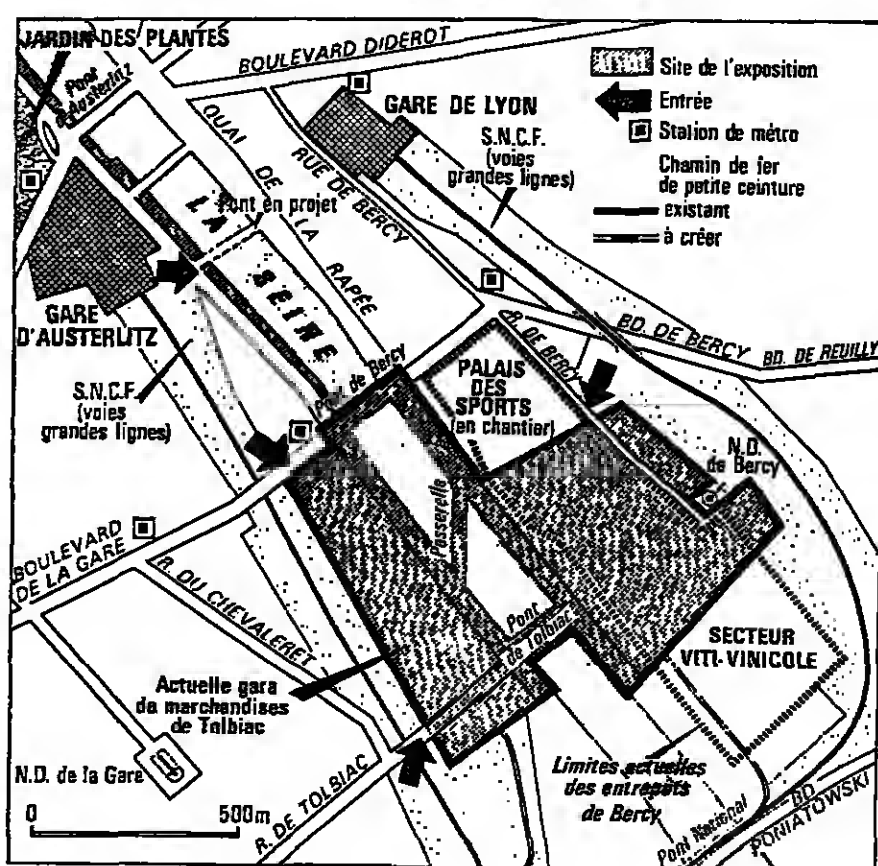


Reliée au Champ-de-Mars par les berges de la Seine, grâce à la construction de quais flottants entre les ponts de Bir-Hakeim et de Grenelle, l'Exposition s'étendrait sur 62,5 hectares : 37,5 hectares appartiennent à la Ville de Paris (terrains Citroën et parc des sports de la plaine de Vaugrard) ; 11,5 hectares dépendent du port autonome de Paris ; 7,5 hectares seraient pris à l'hélicoptère de l'Aéroport de Paris et 60 000 mètres carrés au ministère de la Défense, boulevard Victor.

Sur les terrains Citroën, une emprise a été réservée pour l'hôpital du quatorzième arrondissement qui doit en principe être construit avant 1989. La Ville n'a formellement accepté par ailleurs de « prêter » que les 14 hectares correspondant au futur parc en bord de Seine et elle veut construire les logements prévus de part et d'autre de la rue Balard.

L'Expo occuperait à l'est 68,5 hectares sur les deux rives de la Seine : 24 hectares appartenant à la Ville (notamment la partie centrale des entrepôts de Bercy qui doit devenir un parc par la suite), 17,5 hectares du port autonome, 27 hectares du domaine de la S.N.C.F. entre les ponts de Tolbiac et de Bercy d'une part, et près de la gare de Lyon d'autre part.

### SITE EST : PAVILLONS THÉMATIQUES



## MONNAIES

### FORTE CONTRACTION DES CRÉDITS EN EURODEVISES

La firme new-yorkaise Morgan Guaranty fait état, dans son dernier bulletin mensuel, d'une forte contraction des crédits en eurodevise pendant les neuf premiers mois de cette année. Leur montant est estimé à 69,7 milliards de dollars, contre 104,1 milliards au cours de la période correspondante de 1981.

La tendance à la réduction d'un marché qui, depuis 1974, croissait à

un rythme annuel très rapide (au moins 20 %), sera accentuée, note la Morgan Guaranty, par les difficultés financières de certains pays gros importateurs, tels le Mexique et l'Argentine, et aussi par les directions plus ou moins officiellement données aux banques par leurs autorités de tutelle de respecter certain « ratio » (sans compter la politique plus circonspecte des banques elles-mêmes).

### CHEFS D'ENTREPRISE

#### Le Monde

VOUS PROPOSE  
MARDI et MERCREDI  
DANS SA RUBRIQUE IMMOBILIÈRE  
DES BUREAUX, DES LOCAUX  
COMMERCIAUX et INDUSTRIELS  
À PARTIR DU 5 OCTOBRE



# CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS

## L'euro-marché

### Un faible risque, atout décisif

L'Indonésie a obtenu cette semaine de meilleures conditions que la France pour lever 250 millions de dollars par le rachat d'un euro-crédit d'une durée de dix ans. Les Indonésiens acquitteront en effet un taux d'intérêt qui sera l'addition d'une marge de seulement 0,375 % au taux interbancaire offert à Londres sur les dépôts en euros (Libor), soit 0,125 % de moins que ce que la République française servirait sur son euro-emprunt bancaire de durée identique. Le montant recherché par l'Indonésie est toutefois considérablement inférieur aux 4 milliards de dollars que draine actuellement la France sur l'euro-marché. Aussi l'écart entre les conditions peut-il partiellement se justifier, d'autant plus que la commission d'engagement de 0,25 % l'an, sur les fonds non utilisés, est la même dans les deux cas et que l'opération indonésienne est un crédit « standby » qui ne sera pas automatiquement tiré par l'emprunteur ; l'emprunt français étant en grande partie de même nature, la différence de taux est donc minime.

La communauté bancaire internationale n'en a pas moins été séduite par les termes excellents obtenus par l'Indonésie. Revenus fortement traumatisés de la réunion annuelle du F.M.I. à Toronto, les eurobanquiers estimaient dans leur ensemble et espéraient que le temps des marges à 0,375 % était révolu. On n'est pas encore parvenu à ce stade, mais deux banques japonaises, une américaine et une britannique ont consenti à l'Indonésie ce que les autres considèrent comme des conditions de misère qui ne couvrent qu'à peine les frais encourus par la mise en pied et l'entretien ultérieur d'un euro-crédit.

La crise financière qui s'est abattue sur un grand nombre de pays à travers le monde et qui, à son tour, a mis en péril le système bancaire international à cause du volume gigantesque de créances irrécouvrables, n'a pas empêché les banques d'être attentives à la situation indonésienne. Celles qui ont émis des lettres de crédit ont tenté de faire passer la note de la dette indonésienne à la fin du trimestre de trois mois pour toucher leurs intérêts. Si, par ailleurs, ceux-ci n'étaient pour une raison ou une autre pas payés, certains établissements seraient en difficulté. Jusqu'à maintenant, les grandes banques commerciales du monde entier financent leurs prêts internationaux en dollars, en empruntant elles-mêmes au taux du Libor, voire en dessous pour les plus grandes. La crédibilité de celles ayant accumulé

les engagements malheureux étant remise en question, ces dernières peuvent du jour au lendemain se trouver contraintes à acquiescer une prime en addition au taux du Libor lorsqu'elles viennent se refinancer sur le marché des euro-crédits. Leur bénéfice sur les euro-crédits qu'elles consentent est réduit d'autant et peut même complètement disparaître si la marge acquittée par l'emprunteur est, comme dans le cas de l'Indonésie, très faible.

Bien qu'il soit difficile de connaître le niveau des taux auxquels les banques empruntent elles-mêmes, on pense en général que les établissements financiers, par exemple, sont, depuis l'affaire Ambrosiano, pénalisés d'environ 0,125 %. Il ne serait également pas étonnant que certaines banques françaises soient, pour des raisons différentes, dans la même situation. En revanche, pour les établissements n'ayant pas de problèmes de refinancement, l'Indonésie ainsi qu'un petit nombre d'autres pays comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont pour le prêteur les yeux de Chimène parce qu'ils n'offrent qu'un très petit pourcentage de risques économiques et politiques. Il est évidemment préférable de gagner moins mais d'être certain de rentrer dans les fonds prêtés.

Pour sa part, l'euro-crédit de 4 milliards de dollars de la République française chemine lentement au gré d'une « syndication » qui a débuté un peu plus tard que prévu. Moins de 200 millions de dollars ont été placés cette semaine auprès des banques de petite et de moyenne dimensions souscrivant individuellement 10, 20 ou 30 millions de dollars. La réaction des établissements d'Extrême-Orient s'est révélée la plus décevante. Aucune des banques approchées dans cette région n'a accepté de participer à l'euro-crédit français.

#### Un événement majeur

Jeudi 30 septembre, s'est ouvert à Londres le marché des « futures », c'est-à-dire un marché à terme sur les devises, les taux d'intérêt et les emprunts à long terme du gouvernement britannique. Ce faisant, Londres va tenter de s'imposer par rapport à Chicago où, depuis dix ans, fonctionne un marché de même nature dont le chiffre d'affaires, colossal, est de l'ordre de 25 à 30 milliards de dollars par jour. Pour l'instant,

Londres ne traite que la devise américaine et la devise britannique. Le deutschmark, le franc suisse, le yen, les taux d'intérêt dans ces devises et les emprunts du Trésor de Sa Majesté, forment l'objet de transactions dans un proche avenir.

A l'issue d'une première journée de fonctionnement, beaucoup plus active que prévu, le marché londonien des « futures » a traité 4 265 contrats, à trois et six mois, à peu près également répartis entre le dollar et la livre sterling, soit l'équivalent d'un peu moins de 4,3 milliards de dollars. Le même jour, Chicago a négocié 10 000 contrats, représentant 10 milliards de dollars, sur la devise américaine seulement. A Londres, les montants respectifs de chaque contrat sont de 1 milliard de dollars et 250 000 livres. Mais la mise initiale par contrat n'est que de 2 000 dollars sur la devise américaine et de 1 000 livres sur la sterling. Ces faibles montants offrent des possibilités énormes pour les amateurs de baccarat puisque, avec dix plaques n'ayant coûté que 10 000 dollars, on peut miser 10 millions de dollars. En outre, la commission à l'avantage d'être extrêmement faible puisqu'elle n'est que de 1,50 livre sterling par contrat venant à échéance en décembre et mars prochains, soit moins de 20 F français.

Les fortunes se font et se défont vite sur le marché des « futures ». On peut aisément y devenir millionnaire en l'espace de quelques jours, voire dans certains cas de quelques heures.

Mais le marché à terme des devises et des taux d'intérêt n'a pas uniquement un aspect spéculatif. Il est en effet vital pour toutes les sociétés opérant dans des devises qui ne sont pas les leurs. Un emprunteur français, par exemple, peut se couvrir contre le risque de change inhérent à un crédit bancaire ou une émission obligataire libellée en dollars ou en toute autre monnaie. Sur ce point, on espère que le gouvernement français n'a pas manqué de se couvrir pour les 4 milliards de dollars qu'il a levés récemment. Il en va de même pour les taux d'intérêt. Aussi, malgré des apparences au premier abord favorables et spéculatives, le marché des « futures » a rempli une fonction non seulement des plus honorables mais également nécessaire dans un monde où les marchands et les monnaies s'échangent à un rythme accéléré.

CHRISTOPHER HUGHES.

## Les devises et l'or

### Un dollar très demandé

A part une certaine agitation en début de semaine au lendemain des élections du Land de Hesse, en Allemagne, le calme a régné sur les marchés des changes au cours de la période sous revue. Le dollar est resté très demandé, battant même à nouveau son record à Paris à plus de 7,18 F, et ceci en dépit de tous les éléments contraires. Après un fléchissement initial, le mark s'est un peu raffermi après la dégradation de M. Helmut Kohl comme chancelier à Bonn, tandis que le franc français se comportait de façon assez satisfaisante, que le franc belge donnait à nouveau des signes de faiblesse, et que le cours de l'once d'or chutait brusquement en dessous de 400 dollars l'once.

Un dollar très demandé : cela a été le cas tout au long de la semaine, essentiellement pour l'échec de la fin de mois ont aussi joué un rôle les achats de pétrole (en légère reprise au seuil de l'hiver dans l'hémisphère boréal). Rien n'a pu affecter sa santé insolente, ni la baisse du taux de base d'une grande banque américaine, ni l'annonce, pour le mois d'août, d'un déficit record de la balance commerciale des Etats-Unis (7 milliards de dollars), qui fit baisser les enchères pendant quelques heures seulement. A cette occasion, M. Michael Blumenthal, actuellement président de la société multinationale Burroughs, et qui fut secrétaire au Trésor du président Carter de 1977 à juin 1979, a prédit un prochain revirement de tendance sur le dollar. S'exprimant à Paris lors d'un déjeuner organisé par l'Executive Club, il a estimé que ce revirement se produirait de façon brutale, notamment vis-à-vis du yen, du franc suisse et, peut-être, du mark. La raison ? La dégradation

certaine et rapide, selon lui, du déficit de la balance commerciale américaine qui, après le chiffre sans précédent du mois d'août, pourrait atteindre 60 à 80 milliards de dollars en 1983 et peut-être davantage en 1984. Toujours selon M. Blumenthal, cette dégradation due à la fermeture ininterrompue du dollar depuis plus de deux ans, sera aussi longue que le redressement de la balance commerciale intervenant à partir d'octobre 1979, après trois ans de faiblesse, non moins ininterrompue, de la monnaie américaine. Préconisant un changement de la politique des Etats-Unis (réduction du budget de la défense, forte augmentation des impôts et compression des dépenses budgétaires), il considère que le revirement de tendance est inéluctable, même au cas où le président Reagan infléchirait sa propre politique.

Le comportement du mark a été passablement heurté. En rechange par rapport au dollar au lendemain des élections de Hesse, peu favorable à la coalition C.D.U.-F.D.P., il évoluait en dents de scie les jours suivants, au gré des tracasseries politiques pour se terminer un peu après le remplacement de M. Schmidt par M. Kohl au poste de chancelier. Pour les milieux financiers allemands et étrangers rien n'est réglé toutefois. Un certain doute pèse sur l'application effective des mesures annoncées par M. Kohl (économie budgétaire, impôts et relance des investissements), compte tenu, notamment, des élections anticipées pour le printemps 1983. Quant à ces élections, si elles débouchaient sur deux bêtes de même poids, minoritaires à 45 % avec les « verts » pour arbitres ? De quoi faire frissonner les milieux.

Le franc français n'a guère attiré l'attention cette semaine, se comportant de façon assez satisfaisante, par rapport aux monnaies du Système monétaire européen notamment le mark, dont le cours a semblé se stabiliser un peu au-dessous de 2,8250 F. La Banque de France a peu profité de l'échec de la fin de mois, souvent favorable au franc au raison des achats étrangers pour le règlement des exportations françaises, pour engranger quelques devises, sans excès, dit-on. De toute façon, si le franc doit être soumis à de nouvelles attaques ce sera pour plus tard, si le plan gouvernemental de redressement des équilibres ne rencontre pas un réel succès. Pour l'instant, l'étranger s'interroge, avec un brin de scepticisme : le plan Bérégovoy pour la réduction du déficit de la Sécurité sociale lui apparaît peu convaincant. Une telle attitude constituerait, sans doute, un sujet d'étonnement pour nos gouvernants, qui estiment « faire ce qu'il faut », mais les « grômes de Zurich » sont comme Saint Thomas : il leur faut voir les résultats pour croire, et pour l'instant, ils ne croient pas encore.

Sur le marché de l'or, l'événement a été la chute subite du cours de l'once au-dessous de 400 dollars pour la première fois depuis le début d'août dernier, avec une remontée à 406 dollars à la veille du week-end. A l'origine de cette chute, on trouve la vigueur du dollar, la crainte d'une remontée du taux d'intérêt et des rumeurs de ventes de métal par la République Sud-Africaine, à la recherche de devises pour combler le déficit croissant de sa balance des paiements.

FRANÇOIS RENARD.

#### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 24 SEPTEMBRE AU 1<sup>er</sup> OCTOBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	BE.L.	Franc suisse	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Paris	Lire italienne
Londres	---	---	---	---	---	---	---	---
New-York	1,0998	---	14,0154	46,9617	39,6039	2,8429	36,2318	9,0794
---	1,7048	---	14,0845	46,7077	39,7455	2,8533	36,2844	8,9795
---	12,1213	7,1350	---	328,65	282,57	14,5768	258,51	5,8246
---	12,1216	7,1008	---	328,89	282,19	14,5790	257,81	5,8185
---	3,6885	2,1718	---	38,4275	---	85,9801	4,351	78,6894
---	3,6917	2,1648	---	38,4794	---	86,0055	4,4355	78,5195
---	4,2899	2,5250	---	35,3894	---	5,1593	91,4855	1,7781
---	4,2922	2,5160	---	35,4371	---	5,1663	91,2917	1,7755
---	83,1668	46,95	---	6,6005	22,5472	19,3861	---	17,7355
---	83,0872	46,70	---	6,6091	22,5846	19,3561	---	17,6785
---	4,6892	2,7080	---	38,6832	---	127,13	109,38	5,6384
---	4,7017	2,7560	---	38,8183	---	127,35	109,53	5,6391
---	2412,98	1428	---	199,82	65,407	562,37	29,0891	514,09
---	2417,40	1417	---	199,58	65,438	563,19	29,0965	514,15
---	457,57	269,28	---	37,7391	123,99	106,61	5,4994	97,5362
---	455,58	267	---	37,6967	123,38	106,12	5,4825	96,8795
---	---	---	---	---	---	---	---	---

A Paris, 100 yens étaient cotés 2,6504 F, le vendredi 1<sup>er</sup> octobre contre 2,6591 F le vendredi 24 septembre.

#### Marché monétaire et obligataire

### L'attente

Une fois de plus, l'incertitude régnait sur l'évolution des taux d'intérêt aux Etats-Unis à pesé sur l'ensemble des marchés financiers mondiaux, y compris ceux des changes. Certes, un important établissement américain, Bankers Trust, a ramené, mardi, son taux de base (prime rate), de 13,50 % à 13 %, mais son exemple n'a pas été suivi par les autres banques. Certes, également, le taux des euro-dollars à six mois, qui sert de référence aux euro-crédits, a-t-il continué à fléchir lentement, revenant de 12 1/2 % à 11 3/4 % - 11 7/8 %. En revanche, le loyer de l'argent au jour le jour entre banques, le Federa Fund, s'est tendu, passant jeudi au-dessus de 11 %, pour revenir à 10 1/2 % à la veille du week-end.

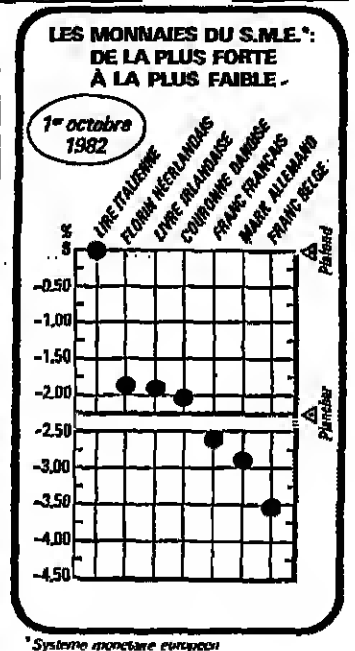
La croissance de la masse monétaire dépasse les normes fixées par le FED et fait craindre un durcissement de sa politique. Toutefois, la poursuite du ralentissement de l'inflation (+ 0,2 % en août) et, surtout, le net fléchissement des indicateurs économiques américains au cours du même mois (- 0,9 %), après quatre mois de hausse consécutifs, ne plaident guère en faveur d'un tel durcissement. Bien plus, la rumeur d'une nouvelle réduction du taux d'escompte officiel courait avec insistance à la veille du week-end. Selon les milieux financiers internationaux, elle s'imposerait en raison de la situation peu confortable de certaines banques américaines lourdement engagées sur l'étranger : selon une autre rumeur, un grand établissement bénéficierait, actuellement, de concours importants de la part du FED. Cependant, au lieu de la diminution attendue de la masse monétaire (on parlait de 1 à 2 milliards), c'est une augmentation de 400 millions qui était annoncée vendredi soir pour la

semaine se terminant au 22 septembre. Ailleurs, l'attente est également de règle, sauf en Grande-Bretagne, où la Banque d'Angleterre a abaissé, par trois fois de 1/8 % son taux d'intervention, ce qui devrait, logiquement, inciter les banques à réduire à nouveau leur taux de base, fixé actuellement à 10,50 %.

En France, la Banque centrale n'a commencé, lundi, par « inciter » le marché à coter 14 % sur l'argent au jour le jour, en baisse de 1/8 % (le taux de 14 1/8 % était pratiqué depuis le 2 septembre dernier) ; elle appuyait le mouvement le lendemain en notifiant 27 milliards de francs pour la lourde échéance du 30 septembre à 13 3/4 %, en diminution de 1/4 sur les 14 % pratiqués depuis le 30 août dernier.

#### Un marché obligataire plus lourd

Sur le marché obligataire, un peu d'engorgement s'est manifesté cette semaine, plus sensible du côté des investisseurs institutionnels (compagnies d'assurances, caisses de retraite) que de celui des particuliers. Ainsi, l'emprunt du Crédit national à 16,40 % s'est placé lentement, un peu plus vite à la fin. Contrairement à ce que certains escomptaient, les deux emprunts qui seront lancés la semaine prochaine pour le compte de la C.A.E.C.L. se seront au taux facial inchangé de 16,40 % (celui du Crédit national) et non en baisse. L'accueil réservé à l'emprunt d'Air France (700 millions de francs) a été plutôt réservé (les compagnies aériennes n'ont pas



## Les matières premières

### Net recul du nickel

MÉTALX. - Le cuivre a reculé dans le sillage des métaux précieux et à la suite de la réduction du prix de vente du producteur canadien Noranda et du producteur américain Asarco. Ce dernier a cependant pratiqué deux hausses dans la journée de vendredi qui ont fait remonter le prix de son métal de 64 cents à 65 cents la livre-poids. Selon les experts londoniens de Metals and Minerals Research Services, la diminution de la production mondiale devrait se traduire par une reprise des cours, mais elle ne pourrait être que temporaire en raison de la relance probable de cette même production qui s'ensuivra. Résistance de l'étain après la reconduction, par le conseil international de ce métal, des quotas d'exportation des pays membres à leur niveau trimestriel actuel, soit 23 200 tonnes. En revanche, le nickel est tombé à son plancher depuis l'ouverture du marché de Londres en avril 1979, certains courtiers estimant même que les cours sont inférieurs à ceux du métal de récupération.

TEXTILES. - Tassement des cours de la laine et du coton, mais assez bonnes dispositions du jute favorisé par l'accord de principe conclu au milieu de la semaine entre pays producteurs et pays consommateurs afin de faire face à la concurrence des fibres synthétiques. L'accord définitif prévoyant la création d'une organisation internationale du jute en 1983 a d'ailleurs été signé vendredi après-midi à Genève.

CAOUTCHOUC. - La décision de la Malaisie de constituer un stock de 120 000 tonnes, l'équivalent de 8,5 % de sa production, au cours des six prochains mois a procuré un soutien aux cours du caoutchouc naturel.

DENRÉES. - Forte hausse de café qui n'a notamment été terminée sur sa bourse limite autorisée (contrat de janvier) à Paris vendredi, à la suite des décisions prises par l'Organisation internationale en matière de contingentement qui font craindre

une pénurie des approvisionnements à court terme, le quota d'exportation du troisième trimestre (octobre-décembre) n'étant que de 12,7 millions de sacs contre 13 millions l'année dernière. Si les exportateurs indonésiens E. D. and F. Man n'excluent pas cette éventualité, ils estiment toutefois que le quota annuel de 56 millions de sacs pour la saison 1982-1983 dépassera la demande globale. A noter, d'autre part, que l'Organisation internationale s'est refusée à commenter les rumeurs selon lesquelles la Hongrie, la Yougoslavie et Israël se retireraient de l'accord international pour profiter des rabais consentis aux pays consommateurs non membres. La faiblesse initiale de la tendance ayant été enrayée par des informations selon lesquelles l'U.R.S.S. aurait procédé à l'achat de 250 000 à 300 000 tonnes de sucre, cette den-

#### LES COURS DU 1<sup>er</sup> OCTOBRE 1982

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTALX. - Londres (en sterling par tonne) : cuivre (high grade, extra), 811,50 (824,50) ; à trois mois, 829 (839) ; étain comptant, 7 310 (7 260) ; à trois mois, 7 260 (7 210) ; platine, 288,50 (296,50) ; zinc, 439 (440,50) ; aluminium, 550 (551) ; nickel, 2 390 (2 450) ; argent (en pence par once troy), 490,50 (516) ; - New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 59,20 (61,45) ; argent (en dollars par once), 8,30 (9) ; platine (en dollars par once), 286 (316) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne), 55,50 (55,50) ; mercure (par bouteille de 76 lb), 352-375 (352-375) ; - Pennag : étain (en ringgit par kilo), 29,15 (29,21).	DENRÉES. - New-York (en cents par lb) : café pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, décembre, 1 535 (1 525) ; mars, 1 610 (1 600) ; sucre, janvier, 6,69 (6,92) ; mars, 7,16 (7,60) ; café, décembre, 145,01 (138,25) ; mars, 137,45 (131,55) ; - Londres (en livres par tonne) : sucre, janvier, 104 (102) ; mars, 108,20 (112,55) ; café, novembre, 1 527 (1 594) ; janvier, 1 401 (1 259) ; - Chicago (en dollars par quintal) : cacao, décembre, 1 210 (1 205) ; mars, 1 255 (1 255) ; café, novembre, 1 848 (1 643) ; janvier, 1 665 (1 550) ; sucre (en francs par tonne), novembre, 1 340 (1 380) ; décembre, 1 332 (1 377) ; tourteaux de soja - Chicago (en dollars par tonne), octobre, 151,40 (154,50) ; décembre, 155,60 (159) ; - Londres (en livres par tonne), octobre, 113,50 (118) ; décembre, 116,70 (119,50).
TEXTILES. - New-York (en cents par livre) : coton, octobre, 62,10 (62,70) ; décembre, 64,30 (65) ; - Londres (en nouveaux pence par kilo), laine (pignée à sec), octobre, 350 (360) ; jute (en livres par tonne), Pakistan, White grade C, 240 (240) ; - Bombay (en francs par kilo), laine, octobre, 42,70 (43).	CÉRÉALES. - Chicago (en cents par boisseau) : blé, décembre, 316 3/4 (335 1/4) ; mars, 337 1/4 (335 1/2) ; maïs, décembre, 221 (224) ; mars, 236 1/4 (240).
CAOUTCHOUC. - Londres (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S. (comptant), 48,75-50,75 (47,50-49,25) ; - Pennag (en cents des Dénarés par kilo) : 198,50 (199,25-199,75).	INDICES. - Moody's, 972,70 (990,90) ; Rentier, 1 508,60 (1 515,90).

100  
x 200  
234,5  
100  
335  
335 1/2  
335 1/2

مكتبة الأصل



# LA REVUE DES VALEURS

## BOURSE DE PARIS

Semaine du 27 septembre au 1<sup>er</sup> octobre 1982.

## BOURSES ÉTRANGÈRES

### NEW-YORK

En baisse

La réaction technique intervenue vendredi a permis au marché de franchir la barre des 900 points en termes d'indice Dow Jones des valeurs industrielles enclenchées la veille.

Vendredi, l'indice Dow Jones concluait la semaine au niveau de 907,74 contre 919,51 la semaine précédente.

	Cours 24 sept.	Cours 1 <sup>er</sup> oct.
Alcoa	25 7/8	26 5/8
A.T.T.	56 5/8	57 3/4
Boeing	25 5/8	21 1/8
Chase Man. Bank	40 5/8	43
Du Pont de Nem.	36 1/8	35 1/4
Eastman Kodak	85	83
Exxon	27 7/8	27 7/8
Ford	26 1/8	27
General Electric	75 1/8	76 3/4
General Foods	38 3/8	38 5/8
General Motors	46 5/8	47 3/8
Goodyear	25 5/8	25
I.R.M.	76 1/8	74 1/2
J.T.T.	26 3/4	26 1/4
Mobil Oil	24 1/2	24 1/2
Pfizer	69 1/8	72 3/8
Schlumberger	36 1/2	35 1/2
Texaco	28 3/4	29 1/8
U.A.L. Inc.	28	19 3/8
Union Carbide	48 3/8	47 3/4
U.S. Steel	18 1/4	17 7/8
Westinghouse	33 1/8	31 3/8
Xerox Corp.	33 1/4	33 3/8

### LONDRES

Tassement

Tirailé entre la chute de Wall Street et l'espoir d'une désescalade supplémentaire des taux d'intérêt aux États-Unis, le marché des valeurs étrangères a été tiré en arrière.

Les valeurs industrielles ont peu varié d'une semaine à l'autre, et l'attention des boursiers s'est surtout portée sur deux OPA, celle de Paternoster Stores sur la filiale britannique de Woolworth et celle de la chaîne de distribution alimentaire Linford sur sa concurrente Fitch Lovell.

Indices - F.T. du 1<sup>er</sup> octobre : industrielles : 579,4 (contre 581,6) ; mines d'or : 358,9 (contre 370,6) ; fonds d'Etat : 79,54 (contre 78,80).

	Cours 24 sept.	Cours 1 <sup>er</sup> oct.
Bowater	283	198
Brit. Petroleum	290	282
Charter	193	188
Courtauld	76	77
De Beers (1)	5,05	5
Free State Gold	35 1/4	33 1/8
Gr. Univ. Stores	610	623
Imp. Chemical	298	282
Shell	406	392
Vickers	129	119
War Loan	33 7/8	34 1/4

### FRANCFORT

Une semaine politique

La Bourse de Francfort a vécu, cette semaine, à l'écoute des remous politiques suscités par la perspective de changement au Bundestag et à la Chancellerie. L'effacement des libéraux aux élections de Hesse a fait lourdement chuter les cours en début de semaine, de nombreux titres perdant jusqu'à 10 marks, mais la cote a repris un peu de hauteur par la suite après l'annonce d'un accord entre chrétiens-démocrates et libéraux pour renverser le chancelier Schmidt le 1<sup>er</sup> octobre.

Selon l'indice de la Commerzbank (788,2 vendredi contre 710,1 la semaine précédente), les cours se sont effondrés par suite.

	Cours 24 sept.	Cours 1 <sup>er</sup> oct.
A.E.G.	31,20	33
B.A.S.F.	117,20	116,80
Boyer	113,90	111,30
Commerzbank	121,50	121,50
Hoechst	111,70	107,90
Mannesmann	140	139,90
Siemens	249,20	247,50
Volkswagen	129,70	134

### TOKYO

En baisse

Influencé par le repli de Wall Street durant la majeure partie de la semaine et par la nouvelle dépréciation du yen face au dollar, le marché à baissé, l'indice Nikkei Dow Jones perdant finalement 150,18 yens, à 6 877,90, tandis que l'indice général du Kabeito-Cho régressait à 520,76, en repli de 8,37 points sur la semaine précédente.

	Cours 24 sept.	Cours 1 <sup>er</sup> oct.
Akai	265	256
Bridgestone	444	434
Canon	871	860
Fuji Bank	500	500
Honda Motors	749	764
Matsushita Electric	1 140	1 100
Mitsubishi Heavy	178	168
Sony Corp.	3 350	3 230
Toyota Motors	858	848

### MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 24 sept.	Cours 1 <sup>er</sup> oct.
Or fin (à la livre)	95 000	91 500
Or fin (à la once)	88 800	82 000
Pièce française (20 fr.)	643	626
Pièce française (10 fr.)	399	400
Pièce suisse (20 fr.)	594	571
Pièce suisse (10 fr.)	301	300
Pièce suisse (5 fr.)	151	145
Souverain Elizabeth II	682	662
Souverain	749	726
100 dollars	380	345
100 yens	3 300	3 105
10 dollars	1 600	1 500
5 dollars	838	828,26
50 pesos	3 695	3 695
20 marks	670	680
10 florins	602	580
6 roubles	361	374

## La chute

domestique qui ne l'est pas moins pour les entreprises françaises.

Toute la semaine, les professionnels sont restés à l'heure allemande dans la mesure où tout retournement de la situation politique outre-Rhin ne manquerait pas d'avoir un effet immédiat sur le deutsche mark avec les conséquences que l'on imagine pour un pays qui voit dans la République fédérale allemande son premier partenaire commercial. Les déboires du parti libéral lors des élections de Hesse ont procuré un certain répit au franc français face au mark sur la scène monétaire et les opérateurs en ont profité pour interroger leur boule de cristal sur la situation dans l'Hexagone.

Las ! les tireurs de cartes n'ont pas eu la main heureuse ces derniers temps et la dernière qu'elles ont abattue, l'enquête de conjoncture de l'INSEE, incitait plutôt les investisseurs à se prendre la tête à deux mains. Carnets de commandes dégraisés, stocks de produits finis trop importants, baisse de l'activité depuis la fin de l'été, notamment dans les industries de biens intermédiaires et de consommation...

Face à cet inventaire bordé de noir, les mesures annoncées en fin de semaine pour alléger les charges

financières des entreprises, conformément à l'engagement pris par le président de la République à l'occasion de son voyage dans la région Midi-Pyrénées, n'ont pas réussi à déridier l'atmosphère sous les colonnes alors que quelques titres réagissaient aussitôt à toute information qui les visait directement.

Ainsi, Sanofi, la filiale hygiène-santé d'Elf-Aquitaine, chutait de près de 4 % mercredi dès que fut confirmée la baisse de 1,1 % du prix de vente des médicaments, tout au moins d'une dizaine de spécialités produites par huit laboratoires pharmaceutiques. De même, la SCOA perdait près de 10 % en l'espace de deux séances après la démission-surprise de son président, M. Gérard Lefort, qui n'a guère eu le temps de faire ses classes à la tête de ce groupe de négociation internationale en proie à de sérieuses difficultés financières.

Aux valeurs étrangères, les mines d'or ont bénéficié enfin de la légère remontée du métal fin tandis que la devise-titre se maintenait aux alentours de 8,40 à 8,50 F, le repli observé jeudi (8,25 F) étant simplement dû à des ventes opérées pour le compte d'une des principales banques de la place.

SERGE MARTI

## Valeurs à revenu fixe ou indexé

	1 <sup>er</sup> oct.	Diff.
4 1/2 % 1973	1 799,00	- 66,00
7 % 1973	7 988,00	- 119,00
10 3/8 % 1975	85,20	+ 0,50
P.M.E. 10 1/2 % 1976	33,40	- 0,10
8 80 % 1977	100,40	+ 1,20
10 % 1978	88,70	+ 0,20
9 80 % 1978	79,90	+ 0,40
8 80 % 1978	68,30	+ 0,25
9 % 1979	76,78	+ 0,30
10 80 % 1979	82,10	+ 0,05
12 % 1980	91,35	+ 0,25
13 80 % 1980	94,30	+ 0,50
16 75 % 1981	1 033,30	+ 0,30
16 20 % 1982	1 000,20	inch.
16 % 1982	99,85	+ 0,15
C.N.E. 3 %	3 050,00	+ 0,00
C.N.B. 5 000 F	100,85	+ 0,15
C.N.B. Paris	100,95	+ 0,45
C.N.B. 5 000 F	100,60	+ 0,10
C.N.L. 5 000 F	100,70	+ 0,25

## Banques, assurances sociétés d'investissement

La Barclays Bank S.A., l'une des filiales en France de la « merchant bank » britannique, vient de constituer la Compagnie financière Barclays dans la présidence a été confiée à M. Pierre de Lalande de l'Hérault, actuellement vice-président directeur-général de Barclays Bank S.A., la direction générale étant assurée par M. Eric Licoys.

	1 <sup>er</sup> oct.	Diff.
Bail Équipement	188	+ 18
B.C.T.	106	+ 10,60
Cetelem	186	+ 8
Chargeurs Réunis	189	+ 1
Comptoir (Cie)	193,50	+ 8,50
C.F.F.	291	+ 10
C.F.I.	200	+ 4
Eurofinance	359,70	+ 3,70
Hénin (La)	350,50	+ 5
Immo. Fin. Occident	197	+ 1
Loxofrance	182	+ 3,50
Locatim	418	+ 5
Midi	623	+ 20
O.F.P. (Omn. Fin. Paris)	698	+ 23
Parisière de récé	278	+ 0
Prétabail	550	+ 0
Schneider	109,50	+ 4
U.C.B.	109	+ 2,50

## Filatures, textiles, magasins

Fort de l'expérience de son premier magasin de sport ouvert en mai 1981 à Bondy (Seine-Saint-Denis), le groupe Darty vient d'ouvrir une seconde surface de vente à Paris, sous l'enseigne « Sparty ». Créée en décembre 1980, cette « Société de diffusion sports et loisirs » a réalisé pour sa première année d'exercice un chiffre d'affaires de 15 millions de F en 1981 (20 millions de F sont escomptés pour l'année en cours) et qui devrait atteindre les 60 millions de F en 1983 compte tenu du nouveau magasin qui vient d'ouvrir ses portes et de trois autres surfaces de ventes qui seront créées l'année prochaine en région parisienne.

	1 <sup>er</sup> oct.	Diff.
André Roudière	72,50	+ 15
F. F. Agache-Willot	50,70	+ 2,30
H.F.V.	109,50	+ 4,50
C.F.A.O.	545	+ 34
Damart-Serviposte	902	+ 3
Darty	853	+ 12
D.M.C.	33,30	+ 1,50
Galeries Lafayette	141,50	+ 5,50
La Redoute	930	+ 10
Nouvelles Galeries	82,50	+ 0,50
Printemps	129,60	+ 3,40
S.C.O.A.	29,25	+ 2,65

## Bâtiment, travaux publics

	1 <sup>er</sup> oct.	Diff.
Auzil d'entreprises	910	+ 14
Bouygues	713	+ 7
Ciments Français	131	- 2
Dumez	1 153	+ 9
J. Leclercq	178	+ 2
Général d'Entrepr.	283,50	+ 11,50
G.T.M.	355	+ 15,50
Lafarge	210,10	+ 0,90
Moulin Phénix	300	+ 2
Poite et Chanson	208	+ 12
S.C.R.E.G.	98,90	+ 1,30

## Alimentation

Depuis plusieurs jours, la Bourse attendait une bonne nouvelle sur R.S.N. Gervais-Danone. Voilà qui est fait avec l'annonce de résultats consolidés en progression de 30 % environ pour le premier semestre 1982 par rapport à la période comparative du précédent exercice. Le groupe fait état, en effet, d'un bénéfice net (part du groupe) de 339 millions de francs (contre 252 millions) sur un chiffre d'affaires de 10,04 milliards (contre 9,20 milliards).

L'explication à la récente hausse du cours de l'action Saint-Louis Boucheux a également été fournie cette semaine par un communiqué commun à la société et à la firme Lesieur S.A. Dans ce document, le numéro un des huiles alimentaires en France et la seconde entreprise sucrière indiquent qu'elles ont pris chacune une participation de 5 % dans le capital de l'autre société, ces intérêts croisés marquant « une volonté de coopération dans des domaines traditionnels ». Cette opération s'inscrit également à la Bourse, la banque d'affaires de la R.N.P. qui détient 27 % de Lesieur, d'avoir son action sur le développement de l'industrie agro-alimentaire française.

	10 oct.	Diff.
Beghin-Say	202	+ 2,50
Bouffard	1 022	- 49
R.S.N. G.-Danone	1 022	- 37
Carrefour	1 425	- 2
Casino	1 180	- 9
Cédis	641	- 14
Eurocristal	1 018	+ 10
Guyane et Guise	370	+ 10
Lesieur	780	+ 10
Martell	735	- 5
Mot-Hennessy	769	- 27
Musson	350	+ 8
Occidentale (Gala)	386	+ 6,20(1)
Olda Caby	152,80	+ 7,20
Pernod-Ricard	351	+ 23,50
Promoteur	1 190	+ 100
Saint-Pierre	171,20	+ 1,80
Radar	159	- 10
St-Louis-Boucheux	250	- 1
C.S. Saupiquet	1 200	- 70
Veuve Clicquot	868	- 2
Natid	135,60	- 140

(1) Compte tenu d'un coupon de 16,50 F.

## Matériel électrique services publics

	1 <sup>er</sup> oct.	Diff.
Alsthom-Alcatel	139,80	+ 3,20
C.E.M.	31	+ 1
CIT-Alcatel	732	- 36
Croix du Sud	140,20	- 9,80
Général des Eaux	301	- 15
Intercommunale	1 120	- 30
Legnord	1 513	- 43
Lyonnais des Eaux	393	- 22
Machines Bull	1 745	- 45
Métra	1 745	- 45
Mélin-Gérin	555	- 10
Motex Leroy-Somer	350	- 9
Moulinex	55,20	- 2,20
P.M. Leblanc	207	- 13,20
Radio-technique	299	- 4
S.E.B.	222	+ 1,50
Sigaux	410	- 23
Télécom	133	+ 3
Thomson-C.S.F.	136	- 19,50
U.E.M.	617	- 32
I.T.T.	215	- 10,50
Schneider	297,50	- 15,40
Siemens	820	- 11

(1) Compte tenu d'un coupon de 4 F.

## Mines d'or, diamants

	1 <sup>er</sup> oct.	Diff.
Anglo	654	+ 9
Anglo-Austral	102,60	+ 0,20
Bullfinch	307,60	- 14,50
De Beers	41,50	- 0,60
Driefontein	198	- 5,50
Free State	278	- 2,20
Goldfields	61,40	- 2,40
Gecor	142	+ 1
Harmony	113,50	- 5,80
President Brand	285	- 5
Randfontein	588	- 17
Saint-Helena	260	- 10
Western Deep	283,20	- 14,80
Western Holding	325	- 15,50

## Métallurgie

### construction mécanique

Les actions de la société Trallor ont été suspendues lundi 27 septembre à la Bourse de Paris. La société américaine Pullman Inc. qui détient 68,6 % de Trallor faisait savoir ultérieurement qu'elle se proposait d'offrir aux actionnaires minoritaires de la firme française qui le souhaiteraient la faculté de lui vendre leurs actions.

Grandes manœuvres cette semaine dans l'industrie automobile à l'occasion du sixième anniversaire de la Peugeot S.A. qui coiffe les deux filiales de production (Automobiles Peugeot et Automobiles Citroën) a décidé de porter de trois à quatre le nombre des membres du directoire pour y faire entrer M. Jacques Calvet, l'ancien président de la Banque Nationale de Paris viendra d'ajouter M. Jean-Paul Pareyre, le président, au sein du groupe Peugeot où il a fait discrètement son entrée en juin dernier.

	1 <sup>er</sup> oct.	Diff.
Alpi	78	- 3
Anup	850	+ 5
Avions Dassault-B.	495	+ 4
Chiers-Châtillon	12	- 0,20
Crestal-Léon	69,50	- 0,50
De Dietrich	32	- 10
FACOM	593	- 1
Fives-Lille	140,10	+ 0,10
Formid (Général)	47	- 2,90
Marino-Wendel	140,10	+ 0,10
Mécat	10	- 0,10
Penhoit	322	- 11
Peugeot S.A.	132,10	0,70
Poind	88	+ 9,50
Pompey	94	- 2
Sachler	32,20	inch.
Sagem	106,50	- 50
Saintes	25	+ 0,10
Saurer-Diesel	420	- 1,80
Usinor	2,29	- 0,06
Valéo	188	+ 2
Vallourec	117,90	+ 1,90

## Pétroles

	1 <sup>er</sup> oct.	Diff.
Elf-Aquitaine	101,80	- 2,30
Esso	157	- 7
Francep	39,20	+ 6
Pétroles français	99,10	- 2,90
Pétroles B.P.	39,30	+ 0,90
Primagaz	257	- 6
Raffinage	75,10	- 6,40
Sotogaz	279	+ 8
Exxon	235	+ 2
Petrolina	820	- 0
Royal Dutch	268,50	- 5,50

## Mines, caoutchouc, outre-mer

1 <sup>er</sup> oct.	Diff.	
Geophysique .....	1 050	- 150
Imetral .....	43,50	- 5,50
Michelin .....	630	- 16
M.M. Penaroya .....	40,70	+ 3,80
Charier .....	26,80	- 1,80
INCO .....	78,70	- 3,35
R.T.Z .....	61,50	- 0,70
Z.C.I .....	2,01	- 0,50



